

FILIP KOTA

**Deux lignes opposées dans le
mouvement syndical mondial**

Filip KOTA est né en 1923 dans la ville de Korçë. Encore élève à l'école secondaire, il participe activement au Mouvement de Libération Nationale, et s'y bat les armes à la main contre les occupants fascistes.

Après la Libération du pays il termine ses études supérieures à la Faculté de Lettres et d'Histoire de l'Université d'État de Tirana

Il occupe des postes de responsabilité dans divers secteurs Où il déploie une vaste activité politique et sociale. En tant que chef du Département International du Conseil Central des Unions Professionnelles d'Albanie (UPA), il représente cette Organisation dans plusieurs activités internationales et participe, comme membre des délégations des UPA, à différentes réunions de la Fédération Syndicale Mondiale et de ses Unions Internationales de Syndicats. Il est représentant des travailleurs de la République Populaire d'Albanie à la 48^{ème} session de l'Organisation Internationale du Travail, ainsi qu'à un bon nombre de conférences et de congrès syndicaux nationaux et internationaux.

En tant que journaliste, il est auteur de plusieurs articles, traitant des problèmes du mouvement syndical international.

Membre du Conseil Central des Unions Professionnelles d'Albanie.

SOMMAIRE :

PREMIERE PARTIE — NAISSANCE ET DEVELOPPEMENT DU MOUVEMENT SYNDICAL, SES COURANTS ET SON ORGANISATION A L'ECHELLE INTERNATIONALE **5**

CHAPITRE I — FORMATION DE LA CLASSE OUVRIERE ET DES PREMIERES ORGANISATIONS SYNDICALES : LES DIVERS COURANTS A L'INTERIEUR DE CES ORGANISATIONS	5
CHAPITRE II — DES DEUX LIGNES ANTAGONISTES DANS LE MOUVEMENT SYNDICAL MONDIAL	12
CHAPITRE III — L'INTERNATIONALISME PROLETARIEN ET LA SOLIDARITE OUVRIERE — PRINCIPES FONDAMENTAUX DU MOUVEMENT SYNDICAL DE CLASSE	14
CHAPITRE IV — LA FEDERATION SYNDICALE MONDIALE ET SON ROLE POSITIF AU COURS DE SA PREMIERE PHASE	18

DEUXIEME PARTIE — SUR CERTAINS ASPECTS DU MOUVEMENT **22**

SYNDICAL MONDIAL **22**

CHAPITRE I — LE REVISIONNISME MODERNE DANS LE MOUVEMENT SYNDICAL — NOUVELLE VARIANTE DE L'OPPORTUNISME ET DU REFORMISME	22
CHAPITRE II — LES CENTRALES SYNDICALES REFORMISTES ET TRADE-UNIONISTES — INSTRUMENTS AUX MAINS DES MONOPOLES ET DES GOUVERNEMENTS CAPITALISTES	25
CHAPITRE III — LA BASE SOCIALE DU REFORMISME ET DU REVISIONNISME DANS LE MOUVEMENT SYNDICAL	29
CHAPITRE IV — DU NOUVEAU MOUVEMENT SYNDICAL DANS LES PAYS RECEMMENT LIBERES	32

TROISIEME PARTIE — LES DOMAINES DE LA LUTTE ENTRE LES DEUX LIGNES OPPOSEES DANS LE MOUVEMENT SYNDICAL MONDIAL ET L'ATTITUDE DES UNIONS PROFESSIONNELLES D'ALBANIE **34**

CHAPITRE I — LES COURANTS ANTAGONISTES AU SEIN DE LA FSM ET L'ACTIVITE DES UNIONS PROFESSIONNELLES D'ALBANIE	34
CHAPITRE II — LE MOUVEMENT SYNDICAL — COMPOSANTE DU FRONT DE CLASSE ET ANTI-IMPERIALISTE	43
CHAPITRE III — L'ATTITUDE DU MOUVEMENT SYNDICAL A L'EGARD DE L'IMPERIALISME ET DE LA LUTTE DE LIBERATION NATIONALE	55
CHAPITRE IV — DEUX LIGNES DIAMETRALEMENT OPPOSEES MEME SUR L'UNITE DU MOUVEMENT SYNDICAL MONDIAL	58
CHAPITRE V — DES FORMES DE LA LUTTE DE CLASSES DANS LE MOUVEMENT SYNDICAL	60

QUATRIEME PARTIE — POUR UN MOUVEMENT SYNDICAL DE **64**

CLASSE REVOLUTIONNAIRE **64**

QUELQUES CONCLUSIONS GENERALES **66**

PREMIERE PARTIE — NAISSANCE ET DEVELOPPEMENT DU MOUVEMENT SYNDICAL, SES COURANTS ET SON ORGANISATION A L'ECHELLE INTERNATIONALE

Chapitre I — Formation de la classe ouvrière et des premières organisations syndicales : Les divers courants à l'intérieur de ces organisations

1. Les conditions de la naissance et du développement de la classe ouvrière et du mouvement syndical.

Historiquement, la naissance du prolétariat, comme celle de la bourgeoisie et du mode de production capitaliste, remonte à une époque déterminée, à l'époque du développement des forces productives, de la substitution graduelle de la machine au travail manuel, à l'époque de la révolution industrielle commençante que connut d'abord l'Angleterre après la deuxième moitié du XVIII^e siècle, puis les autres pays d'Europe Occidentale et les Etats-Unis d'Amérique.

La révolution industrielle, qui s'est traduite avant tout par l'apparition des machines et des fabriques, n'était pas simplement une révolution technique ; elle a directement influé sur la composition de classe de la société, sur la création de nouveaux rapports entre les hommes, sur la naissance et le développement de deux classes antagonistes, de la bourgeoisie et du prolétariat industriels. Cette profonde transformation qualitative de la société a conduit à l'apparition et au développement des rapports de production capitalistes ; d'une part, le propriétaire qui disposait des moyens et des instruments de production et, d'autre part, le prolétaire qui ne vivait que de ses bras. La lutte du prolétariat contre la bourgeoisie commence justement avec la naissance du prolétariat comme classe.

Parallèlement à la naissance et au développement du capitalisme, on a vu grandir la classe des prolétaires, de ces « esclaves salariés », classe qui commença à se former avec le processus de la soi-disant accumulation initiale du capital, par suite de l'expropriation des paysans et de la ruine des artisans. C'étaient précisément ces nouveaux contingents qui vinrent former l'armée des salariés, obligés de vendre à bon marché aux capitalistes la force de leur bras.

La mécanisation de la production industrielle a entraîné l'exploitation effrénée et inhumaine des prolétaires. Le travail très pénible, l'absence de la moindre sécurité technique, de conditions d'hygiène ou d'une loi quelconque sur le travail, les salaires très bas, les conditions insalubres de logement des ouvriers, la faim, la pauvreté et les comportements arbitraires des employeurs capitalistes — telles étaient les dures conditions dans lesquelles travaillait et vivait le prolétariat. Un tableau vivant de cette situation nous est surtout donné par F. Engels dans son œuvre de « La situation des classes laborieuses en Angleterre ».

Dans le but de s'assurer le plus de profits possibles et de produire à bas prix, les capitalistes exploitèrent surtout le travail des enfants et des femmes. Dans l'industrie textile, des milliers d'enfants travaillaient pour une bouchée de pain, et souvent il y en avait de cinq à six ans qu'on battait pour les tenir éveillés. « *En 1875, encore, près de cent vingt mille enfants de moins de treize ans travaillaient dans l'industrie textile de Grande-Bretagne et d'Irlande. Ils étaient obligés de travailler généralement debout, de douze à quatorze heures par jour (1).* »

La loi du 6 avril 1802 votée par la Chambre des Communes, qui stipulait que la journée de travail ne devait pas dépasser douze heures pour les enfants et qu'il était interdit de faire coucher plus de deux enfants dans un lit, ne fut jamais appliquée.

Les conditions de travail et de vie des ouvriers étaient très dures, l'ouvrier était tout simplement une marchandise qu'on embauchait ou licenciait selon les demandes de la production et de la concurrence ; il était soumis aux actes arbitraires et aux règles draconiennes des patrons. Voici ce qu'on lisait dans un règlement de la fabrique allemande Krupp en 1838 qui, pour l'époque,

était tenue pour l'une des plus avancée sur le plan social : « *Tout travailleur doit être fidèle et obéir sans restriction, se conduire avec bienséance à l'intérieur et hors de la fabrique et démontrer par son zèle qu'il a le désir de travailler pour le profit de la fabrique (2).* »

Victimes d'une exploitation féroce et manquant des droits les plus élémentaires, les ouvriers se mirent à lutter pour l'amélioration de leur situation économique. Cette résistance qui fut opposée par diverses voies — violentes ou pacifiques — était jusqu'au milieu du XIX^e siècle spontanée, isolée, et n'avait pas un caractère conscient et organisé. Au début, les ouvriers pensaient que leurs malheurs étaient dus aux machines, et ils s'opposèrent par tous les moyens à leur usage ; ils allèrent même jusqu'à les détruire. Mais l'expérience finit par les convaincre qu'une telle action ne pouvait aboutir aux résultats escomptés, que l'origine de leurs souffrances n'étaient pas les machines mais les rapports de production capitalistes, la classe capitaliste qui les saignait à blanc.

Après les révolutions bourgeoises et jusqu'au milieu du XIX^e siècle, lorsque le capitalisme avait été instauré complètement ou partiellement comme un système dominant en Europe Occidentale et aux Etats-Unis d'Amérique, le développement capitaliste accéléré entraîna l'accroissement quantitatif et qualitatif du prolétariat et la création de la classe ouvrière.

Historiquement, la naissance et le développement de la classe ouvrière, selon les pays et leurs conditions respectives, ont connu plusieurs étapes et plusieurs phases. Au cours de ce processus long et laborieux, elle chercha et mit en œuvre des formes de travail, de lutte et d'organisation qui aboutirent à la création de ses premières organisations : Compagnonnages, Mutuelles ou Fraternelles, « Trade Unions », Chambres syndicales, Bourses du Travail, Syndicats, etc.

Au début, ces associations prirent naissance dans les diverses branches de la production, par suite des efforts spontanés des travailleurs, en tant que nécessité d'une résistance collective, pour s'unir et pour défendre les intérêts strictement professionnels. Ces revendications se bornaient aux problèmes du moment : salaires, horaire du travail, chômage, concurrence, etc. Graduellement, ces organisations se transformèrent en « centres d'organisation », en « organes de résistance » de la classe ouvrière envers la bourgeoisie capitaliste, et elles luttèrent systématiquement contre l'oppression et l'exploitation capitalistes. La première forme, la forme inférieure du mouvement syndical, a donc été la lutte économique.

Depuis 1720, les maîtres tailleurs de Londres étaient rassemblés dans leur organisation, qui comptait sept mille artisans. Une lettre que celle-ci adressait à la Chambre des Communes, révèle que le but de l'association était : d'« ... *augmenter leurs salaires et abandonner le travail une heure plus tôt..., ils ont accumulé de grosses sommes d'argent pour se défendre en cas de poursuite (3)* ».

Avec l'accroissement du prolétariat et de sa conscience de classe, avec son initiation aux idées socialistes, les syndicats, en tant qu'organisations de la classe ouvrière, subirent des changements quantitatifs et qualitatifs. Plus tard, quant à leur contenu et à leur forme, ils prirent un caractère de classe prononcé pour réaliser des revendications économiques et politiques déterminées. « *Les syndicats, enseignait Marx, doivent convaincre le monde entier qu'ils ne luttent pas pour leurs simples intérêts personnels, mais pour la libération des millions d'hommes opprimés (4).* »

L'histoire du mouvement ouvrier prouve que les premières organisations ouvrières, les syndicats, ne furent pas tout de suite reconnues. La bourgeoisie et l'appareil de l'Etat adoptèrent une attitude dure envers elles. Leurs représentants, leurs dirigeants surtout, furent sujets à d'odieuses poursuites et à des persécutions qui allèrent jusqu'à leur mise à mort. La bourgeoisie avait dirigé son fer de lance contre l'organisation de la classe ouvrière, en promulguant toute une série de lois et d'ordonnances. Les premiers temps, les syndicats étaient clandestins et considérés

comme un danger pour l'ordre public bourgeois, c'est pourquoi y adhérer était un acte condamné par la loi et qualifié de délit.

Dans le but d'affaiblir et de détruire le mouvement ouvrier et syndical, la bourgeoisie n'a pas hésité, selon les cas, à faire directement usage de la force, de la démagogie et de la corruption. Suivant les conditions, elle a employé l'une ou l'autre de ces méthodes, mais souvent elle les a appliquées toutes les trois à la fois. Le chancelier de l'Empire allemand, Bismarck, en décrétant « la loi d'exception contre les socialistes » en massacra des milliers en douze ans. Conscient du fait qu'il était impossible d'extirper les idées du socialisme sans détruire toute la classe ouvrière, qui en était imprégnée, il changea de tactique et, au lieu de la « politique du fouet », il fut amené à leur offrir « la politique du gâteau de miel », et décréta les lois sur la reconnaissance des syndicats, sur les assurances sociales, sur les accidents de travail, etc.

Toutes ces « concessions » ou « réformes », la bourgeoisie se voit obligée de les faire de nos jours également, dans le but de calmer la classe ouvrière, d'empêcher les soulèvements et « les grands troubles ».

La création des syndicats n'est donc pas un cadeau de la bourgeoisie, de sa «magnanimité », mais le résultat de la lutte acharnée et conséquente du prolétariat. Le point de vue des idéologues de la bourgeoisie, selon lequel le mouvement syndical serait né parce qu'il était nécessaire à la classe ouvrière pour collaborer avec le capitalisme, vise à dépouiller le régime capitaliste de son caractère de classe, à le perpétuer et à montrer que la collaboration de classe entre le prolétariat et les capitalistes a été et doit rester la tâche principale du mouvement syndical.

La classe ouvrière n'a rien pu obtenir de la bourgeoisie sans une lutte de classes acharnée, qui, à des étapes déterminées, a revêtu les formes les plus variées et les plus violentes, allant jusqu'à l'insurrection armée pour le renversement de la bourgeoisie et l'instauration de la dictature du prolétariat. Cette précieuse leçon, la classe ouvrière l'a tirée de sa propre expérience.

L'organisation de la classe ouvrière en syndicats a été une grande victoire pour les ouvriers qui, d'hommes isolés, se sont unis et sont devenus une grande force organisée. Ainsi, la bourgeoisie s'est vue obligée, bon gré mal gré, de reconnaître l'existence des syndicats en tant que représentants de la classe ouvrière.

2. Les divers courants et les traits du développement du mouvement syndical mondial

L'organisation du prolétariat et sa lutte, de même que les premiers traits que revêtit le mouvement syndical, ont été déterminés par les conditions historiques particulières de chaque pays : le développement inégal capitaliste, le degré de conscience de classe du prolétariat et la conjoncture politique de l'époque.

Le dernier quart du XIX^e siècle vit naître et se développer dans le mouvement syndical, surtout en Europe, trois types d'organisations syndicales, qui prirent surtout de l'ampleur en Grande-Bretagne, en France et en Allemagne et qui influencèrent tout le mouvement syndical mondial. Ces organisations eurent leurs propres traits caractéristiques que nous mentionnons brièvement ci-dessous.

a) Le Trade-Unionisme.

C'est en Grande-Bretagne, l'un des premiers pays capitalistes, qu'apparaît d'abord le prolétariat et, avec lui, les premières organisations ouvrières. Bien que le gouvernement britannique par les lois de 1799 et 1800 interdît ces organisations et leurs premières grèves, les ouvriers du textile et des mines créèrent une série d'organisations illégales et semi-illégales. Devant la grande pression des ouvriers qui dans certains cas déclenchèrent des révoltes, le Parlement britannique se vit contraint de voter des lois autorisant l'organisation de la classe ouvrière en syndicats.

Ce fut justement l'influence de la nouvelle classe ouvrière anglaise qui donna naissance, après 1830, au mouvement Chartiste qui, malgré les succès obtenus, essuya une défaite. Après l'abrogation des lois qui empêchaient la création des organisations ouvrières, en Angleterre apparurent les trade-unions, en tant que premières organisations syndicales. Ces organisations, qui groupaient les ouvriers qualifiés selon leurs professions et parfois selon leurs spécialités, s'unirent plus tard à l'échelle nationale et créèrent en 1868 une seule centrale : le Congrès des Trade Unions (TUC) qui, selon sa structure « ...se réunit tous les ans, le premier lundi de septembre et pendant quatre jours consécutifs (5). »

Le mouvement ouvrier et syndical en Grande-Bretagne s'est développé dans des conditions particulières, alors que la puissance économique de la bourgeoisie s'est considérablement accrue par suite de l'exploitation effrénée du prolétariat anglais et du pillage impitoyable auquel étaient soumis de nombreux pays coloniaux. C'est ainsi qu'accumulant d'énormes bénéfices, la bourgeoisie fut la première à stipendier les dirigeants de la classe ouvrière qui, avec les ouvriers les plus qualifiés, les « leaders » des syndicats et ceux des corporations ouvrières, formèrent la large couche de l'aristocratie de la classe ouvrière qui participa aux organes politiques du pays, au Parlement, aux organes du pouvoir local, etc.

Dans ces conditions, on vit se développer en Grande-Bretagne un courant connu sous le nom de trade-unionisme, dont l'activité a été basée, comme il l'est de nos jours aussi, sur la collaboration de classe, sur l'inviolabilité de l'ordre bourgeois et de la propriété privée, et sur la défense des intérêts des groupes d'ouvriers les plus privilégiés. Les trade-unions luttent non pas pour abolir le régime capitaliste, et tout ce qui s'ensuit, mais pour le « parfaire » ; ils n'utilisent que des formes acceptables à la bourgeoisie, telles que les négociations et les accords avec les employeurs, leur participation aux divers organes économiques, étatiques et patronaux, aux arbitrages dans lesquels les représentants de l'État bourgeois jouent un rôle déterminant, etc.

L'idéologie trade-unioniste repose sur la théorie de la spontanéité qui, en tant que théorie opportuniste, envisage l'évolution spontanée du mouvement ouvrier. « *Le mouvement ouvrier spontané*, écrivait Lénine, *c'est le trade-unionisme ; or le trade-unionisme c'est justement l'asservissement idéologique des ouvriers par la bourgeoisie (6)* ». Proclamant le principe « aucune sorte de politique dans les unions », les trade-unions britanniques continuent ainsi à borner leur activité au seul cadre étroit des revendications économiques ; les questions de caractère « politique » sont traitées par le parti travailliste, qui, dans son origine, n'était qu'un produit du mouvement syndical embourgeoisé, son porte-parole au Parlement.

Au début, les trade-unions britanniques représentaient un stade de développement de la classe ouvrière où celle-ci n'avait encore qu'une faible expérience et en était à ses premiers pas. La création des trade-unions était à cette époque un phénomène progressiste dans l'histoire du mouvement ouvrier, mais, bien vite, le trade-unionisme est devenu dans le mouvement syndical un courant opportuniste et joue un rôle négatif.

b) L'anarcho-syndicalisme

Le prolétariat français a participé à de nombreuses batailles et révolutions, mais la Commune de Paris de 1870 a été et reste un événement de grande portée historique, car pour la première fois

le prolétariat arrachait le pouvoir à la bourgeoisie et faisait les premières tentatives d'instaurer sa dictature. La Commune de Paris donna une nouvelle impulsion et influa positivement sur le mouvement ouvrier et syndical en France et au dehors de ses frontières. Malgré les mesures extrêmes prises par la réaction après la défaite de la Commune, le mouvement ouvrier ne fit que grandir et se développer.

A partir de 1860 apparaissent en France les Chambres syndicales ou Syndicats, qui furent créés sur la base des professions, en tant qu'organisations locales. En 1884, lorsque le droit syndical fut reconnu par le Parlement, après l'annulation de la loi Le Chapelier, le nombre d'ouvriers qui adhérèrent à ces organisations atteignit 100 000 membres environ. Quelques Chambres syndicales étaient dirigées par la Section française de la Première Internationale. Les Bourses du Travail, qui virent le jour après les Chambres Syndicales, furent, au début, organisées par les Municipalités, et elles s'occupaient des problèmes concernant l'embauchage des ouvriers, de l'assistance à leurs membres et d'activités culturelles. En 1895, à Limoges, à la suite de l'union de tous les syndicats, fut fondée, à l'échelle nationale, la Confédération Générale du Travail (CGT), à laquelle vint s'associer, quelques années plus tard, la Fédération Nationale des Bourses de France.

Malgré le progrès industriel, la France conserva dans de grandes proportions, les formes de la petite propriété. Ainsi, « *En 1900, il y a en moyenne quatre salariés pour un patron et neuf entreprises sur dix ont moins de dix ouvriers (7)* ». Les rythmes de développement économique de la France ralentirent en regard des autres pays capitalistes évolués, et cela parce que avec l'accession de la France au stade de l'impérialisme, la bourgeoisie française n'investissait plus ses capitaux à l'intérieur du pays, mais elle les exportait essentiellement sous forme de prêts dans des pays non développés pour en tirer le maximum de profits. Ce fut l'une des principales raisons qui entrava le rythme de développement du capitalisme et exerça une influence négative sur le développement économique de la France.

Les conditions économiques et politiques de la fin du siècle dernier et au début de notre siècle jusqu'au début de la Première Guerre Mondiale favorisèrent, dans le mouvement ouvrier français la naissance et la propagation des idées anarcho-syndicalistes. Ce courant, appelé surtout après 1906 « syndicalisme révolutionnaire » est dû à la ruine de la couche moyenne issue de la petite bourgeoisie qui, en grossissant les rangs du prolétariat, y amena avec elle l'idéologie petite-bourgeoise et devint la base sociale sur laquelle reposerait la croissance de l'anarcho-syndicalisme. Ce courant trouva un terrain propice parce que, entre autres, les ouvriers étaient déçus de l'activité opportuniste et réformiste des dirigeants syndicaux et du parti socialiste français. Par suite de l'extension qu'il connut en France, ce pays fut appelé « la patrie de l'anarcho-syndicalisme ». Plus tard, l'anarcho-syndicalisme se développa aussi en Italie, en Espagne, au Portugal, en Argentine, au Mexique, etc., tous ces pays qui marquaient un net retard dans leur développement capitaliste. Aussi considère-t-on l'anarcho-syndicalisme comme un phénomène propre aux pays de langues néo-latine.

Les conceptions des anarcho-syndicalistes prédominèrent au début à la CGT de France, qui adopta à son Congrès de 1906 « la Charte d'Amiens » — document programme et plate-forme idéologique de l'anarcho-syndicalisme. On y affirmait que « *le syndicalisme préconise comme moyen d'action la grève générale et considère que le syndicat, devenu maintenant centre de résistance, sera à l'avenir un centre de production et de distribution, la base de la réorganisation sociale (8)* ».

Les anarcho-syndicalistes considéraient la grève générale des « bras croisés » comme la forme la plus élevée et la plus radicale de la lutte du prolétariat ; leur objectif final était de renverser le capitalisme sans faire la révolution et de prendre le pouvoir par la grève générale qu'ils

considéraient comme « le moyen idéal de la révolution » et « l'expression de la violence qui évite l'effusion du sang ». Les anarcho-syndicalistes s'opposaient à toute forme d'Etat, indépendamment de son caractère ; ils considéraient les syndicats comme la seule forme d'organisation du prolétariat et de résistance à la bourgeoisie et voulaient que l'atelier remplaçât le gouvernement.

Proclamant l'entière « indépendance » des syndicats à l'égard des partis politiques de la classe ouvrière, les anarcho-syndicalistes déniaient la nécessité de la lutte politique de la classe ouvrière et le rôle dirigeant de son parti, l'insurrection armée et la dictature du prolétariat contre la bourgeoisie.

L'anarcho-syndicalisme, en tant que courant semi-anarchiste petit-bourgeois, introduisit dans le mouvement ouvrier et syndical l'idéologie, la politique et la tactique de l'anarchisme. Ainsi furent adoptées des formes de travail, comme le sabotage et la destruction des machines, des matières premières, de la production, etc. Les grèves et les sabotages, quel qu'en soit leur caractère, étaient considérés comme une « gymnastique révolutionnaire ». Lénine a qualifié l'anarcho-syndicalisme de « frère jumeau » de l'opportuniste, de « réformisme original » de gauche.

Les courants anarcho-syndicalistes, qui cachent leur opportuniste sous des paroles pseudo-révolutionnaires, se manifestent encore aujourd'hui dans le mouvement syndical, sous d'autres étiquettes et avec des nuances différentes ; ils lui ont causé et lui causent un tort énorme.

c) Le pluralisme syndical.

Le mouvement ouvrier et syndical en Allemagne se singularise surtout par le morcellement syndical. La social-démocratie allemande exerça une grande influence sur ce mouvement. En Allemagne les rapports capitalistes furent établis plus tard qu'en Angleterre et en France. Vers le début du XIX^e siècle le développement économique de l'Allemagne, surtout après la fusion des Etats allemands en un seul Etat se fit à une cadence plus rapide ; ainsi, la classe ouvrière, elle aussi, se forma et s'organisa plus rapidement. Mais ce n'est qu'après 1860 que se formèrent en Allemagne les premières organisations de la classe ouvrière, car la réaction politique les avait interdites jusque-là. Les organisations syndicales se multiplièrent aussitôt ; « elles poussèrent, disait Auguste Bebel, comme des champignons après la pluie d'été ». En raison de la diversité des courants politiques, le mouvement syndical en Allemagne resta morcelé. On y distinguait quatre courants syndicaux, qui selon l'ordre chronologique de leur création peuvent se diviser en :

1. — Syndicats de Hirsch-Dunker (d'après les noms de leurs fondateurs) qui étaient sous l'influence de la bourgeoisie libérale, en tant qu'organisations opportunistes et réformistes du type des trade-unions britanniques qui, plus tard, furent appelés Union Générale d'aide réciproque.

2. — Syndicats lassalliens, qui étaient dirigés par le parti politique lassalien ; ils niaient totalement la lutte économique, s'opposaient à la révolution qu'ils remplaçaient par la lutte pour les droits électoraux généraux et l'activité au parlement ; ils préconisaient également le passage pacifique à la société socialiste. Marx, dans son œuvre « La Critique du programme de Gotha » dénonçait le caractère réactionnaire des lassalliens.

3. — Syndicats d'Eisenacht que l'on connaît encore sous le nom d' « Association d'Education ouvrière ». Ils furent créés par le parti ouvrier social-démocrate allemand dont les dirigeants demeuraient en général sur les positions du marxisme. En dehors de la lutte économique des ouvriers, ils s'étaient posés comme tâche d'abolir le régime capitaliste et, à cette fin, ils étaient

prêts à recourir à tous les moyens. Les syndicats d'Eisenacht acceptèrent en novembre 1868 le programme de la Première Internationale ; ils ont été les syndicats les plus puissants et les plus influents en Allemagne. En 1875, ils groupaient environ 50 000 membres.

4. — Syndicats chrétiens, créés sur les principes religieux qui préconisaient l'harmonie des classes. Leur fondateur a été le clergé catholique.

L'union des deux partis politiques d'Eisenacht et des lassalliens porta à l'unification du mouvement syndical de ces deux centrales. La conférence syndicale qui se réunit à cette occasion établit deux principes : a) — « *Devoir des travailleurs de tenir la politique éloignée des syndicats* » ; b) — « *Obligation morale pour les ouvriers de s'affilier au parti socialiste, qui seul peut rendre convenable la condition politique et économique du prolétariat (9).* »

Après quoi, le mouvement syndical unifié allemand commença à suivre la voie de l'opportunisme et du réformisme.

Au premier Congrès pan-allemand des syndicats en 1892 fut créée une seule organisation, qui était sous l'influence de la social-démocratie allemande, mais qui s'enlisa de plus en plus dans le marais de l'opportunisme et du réformisme. Depuis sa création et jusqu'en 1920, elle avait à sa tête le social-démocrate de droite, l'opportuniste éprouvé Karl Legien que Lénine avait qualifié de bourreau répugnant de la classe ouvrière au service de la monarchie et de la bourgeoisie contre-révolutionnaire.

En cette période, les syndicats allemands attachaient plus d'importance aux aspects administratifs qu'à la lutte de la classe ouvrière. C'est pour cette raison qu'on disait avec ironie que les syndicats allemands souffraient de « la maladie de la pierre » puisque disposant de nombreux moyens, ils achetaient et faisaient construire des palais superbes. Les syndicats se bureaucratisèrent, à leur tête s'installèrent des permanents qui, embourgeoisés graduellement, détournèrent ces organisations de la lutte de classes, en les orientant vers la lutte parlementaire. Ces trois principaux courants dans le mouvement syndical eurent une importance particulière en ce qu'ils influèrent sur l'évolution du mouvement syndical mondial dans son ensemble.

Le mouvement syndical dans les pays occidentaux se distingue par le fait qu'il est né et s'est développé avant la création de certains partis politiques de la classe ouvrière. Un bon nombre de ces partis sont mêmes nés du sein des syndicats, qui, au début, menèrent leur action surtout sur le plan économique, la classe ouvrière étant attachée davantage à cet aspect de sa lutte, alors que les partis politiques s'occupaient en premier lieu de la lutte parlementaire, de la lutte politique.

Ces courants prirent surtout un grand essor dans la période allant de la Commune de Paris au début du XX^e siècle. Le capitalisme n'avait alors pas atteint le stade le plus élevé de son développement, celui de l'impérialisme, l'Europe n'était pas agitée par des remous révolutionnaires, le mouvement syndical grandissait (à la fin du XIX^e siècle les syndicats groupaient environ 4 millions d'ouvriers) et la bourgeoisie, face au mouvement gréviste, se voyait obligée d'accorder aux ouvriers certains droits économiques et politiques des plus élémentaires.

Notes :

- (1) BIT, « L'OIT au service du progrès social », Genève, 1969, p. 10.
- (2) BIT, « L'OIT au service du progrès social », Genève, 1969, p. 12.
- (3) G. Lefranc, « Le syndicalisme dans le monde », Paris, 1963, p. 6.
- (4) K. Marx et F. Engels, « Instructions données aux délégués du Conseil central provisoire pour des questions particulières », *Œuvres*, Ed. russe, Vol. 16, p. 200-201.
- (5) TUC - « Trade-Unionism », London, 1967, p. 4.
- (6) V. Lénine, *Œuvres choisies*, Vol. 1, p. 142, Editions du Progrès, Moscou, 1971.
- (7) H. Dubief. « Le syndicalisme révolutionnaire », Paris, 1969, p. 7.
- (8) J. Reynaud, « Les syndicats en France », Paris, 1963, p. 83.
- (9) G. Lefranc, « Le syndicalisme dans le monde », Paris, 1963, p. 18.

Chapitre II — Des deux lignes antagonistes dans le mouvement syndical Mondial

Vers le dernier quart du XIX^e siècle, lorsque le mouvement ouvrier et syndical devenait une force organisée et qu'il acquérait plus de poids sur le plan politique et social, deux lignes différentes, qui s'écartaient progressivement l'une de l'autre, commencèrent à apparaître au sein de la classe ouvrière : la ligne opportuniste et la ligne prolétarienne de la lutte de classes. Ces deux lignes opposées représentent, aujourd'hui comme par le passé, deux plates-formes politiques et idéologiques différentes.

1. La ligne réformiste et opportuniste

La naissance et le développement de l'opportunisme et du réformisme dans les rangs du mouvement ouvrier et syndical furent déterminés par une série de conditions objectives, économiques et sociales, parmi lesquelles nous pouvons notamment mentionner :

1° Les conditions de développement relativement « pacifique » du capitalisme alors que toutes les contradictions inhérentes à la société capitaliste ne s'étaient pas encore manifestées avec autant de force qu'elles devaient le faire dans la période ultérieure de la crise générale du capitalisme. L'exploitation féroce et le pillage impitoyable des pays coloniaux ont rapporté à la bourgeoisie des profits énormes. Le développement rapide du capitalisme, quoique accompagné de crises, conduisit à l'amélioration relative et temporaire du niveau de vie de la classe ouvrière, à la réduction des heures de travail, à l'augmentation des salaires, à l'adoption des lois sur la protection du travail, aux assurances sociales, etc. Ainsi, par exemple, en Allemagne, le salaire de la grande masse des travailleurs s'accrut de 15 % dans la dernière décennie du XIX^e siècle, et celui des travailleurs qualifiés de 50 %.

2° A la suite du développement de la grande propriété capitaliste, les petits producteurs (les larges couches des paysans, des artisans et la petite bourgeoisie déclassée) vinrent grossir les rangs du prolétariat et, sous la forte pression de la bourgeoisie et de son idéologie, ils infectèrent la classe ouvrière et le mouvement syndical de leurs idées petites-bourgeoises et y répandirent la désorganisation, l'anarchie et l'indécision. Ces nouvelles couches qui s'infiltrèrent dans les rangs de la classe ouvrière y amenèrent des conceptions et des illusions réformistes.

3° La corruption par la bourgeoisie d'une partie des ouvriers, de l'aristocratie de la classe ouvrière. Cette « élite » se coupa de la masse de la classe ouvrière et, par sa situation économique, comme par sa manière de penser, elle différait peu de la bourgeoisie, car elle représentait en fait ses intérêts et sa conception du monde. Elle devint la base sociale de la bourgeoisie et son principal appui dans le mouvement ouvrier et syndical.

Les conditions de légalité du mouvement ouvrier et syndical, l'extension de ses rangs par l'adhésion de nombreux éléments provenant de la petite bourgeoisie, l'atmosphère des succès obtenus par certains partis ouvriers aux élections (aux parlements de dix pays industriellement développés ces partis comptaient plus de 200 députés) ainsi que quelques conquêtes partielles dans le domaine social amenèrent la naissance et le développement du courant opportuniste et réformiste, comme une plateforme politique de la classe ouvrière et du mouvement syndical. Dans cette période on vit apparaître certaines théories et thèses, que les opportunistes et les réformistes appliquèrent également dans le mouvement syndical.

Les tendances étroitement corporatives trade-unionistes prirent corps dans les syndicats. L'activité de ces derniers se limita à quelques revendications économiques, à la collecte des

cotisations et à leur transformation, dans certains cas, en organisations culturelles et d'assistance ; le principe de base du mouvement syndical devint la collaboration de classe. Les « leaders » syndicaux considéraient la tribune parlementaire comme leur principal instrument de lutte.

2. De certains principes fondamentaux dans le mouvement syndical de classe

Les fondateurs du communisme scientifique et de la philosophie révolutionnaire du matérialisme dialectique et historique, K. Marx et F. Engels, furent les premiers à jeter les bases théoriques, pratiques et organisationnelles du mouvement syndical de classe, considérant les syndicats comme une école de la lutte de classes du prolétariat dans les conditions du régime capitaliste.

Karl Marx formula clairement le rôle et les tâches du mouvement syndical. « *Les trade-unions, écrivait-il, agissent utilement en tant que centres de résistances aux empiétements du capital. Ils manquent en partie leur but dès qu'ils font un emploi peu judicieux de leur puissance. Ils manquent entièrement leur but dès qu'ils se bornent à une guerre d'escarmouches contre les effets du régime existant, au lieu de travailler en même temps à sa transformation et de se servir de leur force organisée comme d'un levier pour l'émancipation définitive de la classe travailleuse, c'est-à-dire pour l'abolition définitive du salariat (1).* »

Dans la résolution « A propos du rôle, de l'importance et des tâches des syndicats » que Marx présenta au premier Congrès de l'Internationale qui se réunit en 1866 à Genève, furent posés pour la première fois les fondements de la conception marxiste des syndicats, en tant qu'organisations de classe. Selon cette résolution, les syndicats devaient être des centres d'organisation de la classe ouvrière, avoir pour tâche de lutter pour sa libération totale, et soutenir par ailleurs tout mouvement révolutionnaire. D'après la résolution, les ouvriers ne devaient ni exagérer l'importance de la lutte économique (ce qu'on constatait chez les ouvriers anglais) ni la sous-estimer (ce qui était le cas pour les Français, les Allemands, et surtout les Lassalliens). Les syndicats étaient considérés comme un phénomène non seulement légitime, mais aussi indispensable pour organiser la classe ouvrière contre l'exploitation capitaliste.

Plus tard, V. Lénine, analysant la lutte de classes, élaborait scientifiquement un large programme politique, idéologique et organisationnel sur les syndicats. Il développa encore davantage et étaya d'arguments théoriques la nouvelle doctrine du mouvement syndical révolutionnaire, fixant le rôle, les fonctions et les tâches qui lui incombaient aux trois époques : l'époque de l'impérialisme, celle du passage du capitalisme au socialisme, et celle de l'édification de la société socialiste.

Pour la période du capitalisme, Lénine considérait les syndicats comme des organisations nécessaires et même indispensables à la classe ouvrière, comme des centres de résistance, d'organisation et d'union contre la bourgeoisie, comme une initiation à l'éducation de classe des ouvriers, où ils forment et développent leur conscience de classe et luttent activement contre l'exploitation et l'oppression capitalistes.

Rejetant la thèse réformiste et opportuniste de la « neutralité » des syndicats à l'égard des partis politiques de la classe ouvrière, Lénine soulignait la nécessité pour les syndicats de ne pas demeurer en dehors de l'idéologie et de la politique, et pour toute organisation ou tout mouvement social d'avoir ses propres conceptions politiques et idéologiques correspondant à la classe qu'il représente. Ainsi donc, les syndicats en tant qu'organisations de la classe ouvrière doivent être guidés par l'idéologie prolétarienne. « *...Le travail dans les syndicats, ajoutait-il, ne devait pas être mené dans l'esprit de la neutralité, mais dans celui de l'établissement des liens toujours plus étroits entre les syndicats et le parti social-démocrate (2)* ». Lénine considérait les syndicats comme d'importants maillons et leviers qui rattachent le parti aux larges masses travailleuses.

A la différence des autres pays capitalistes, en Russie ce fut le parti bolchevik qui créa, organisa et dirigea le mouvement syndical révolutionnaire. Lénine mena par ailleurs une lutte implacable contre la déviation syndicaliste et anarchiste dans les rangs du Parti Communiste (b) de Russie, représentée par le groupe dit de l' « Opposition Ouvrière », qui considérait les syndicats, et non pas le parti de la classe ouvrière, comme la forme supérieure de l'organisation de la classe ouvrière. Selon l' « Opposition Ouvrière », la gestion de toute l'économie nationale devait être confiée au « Congrès russe des producteurs », groupés dans les syndicats.

Après la Grande Révolution Socialiste d'Octobre, Lénine a pour la première fois élaboré et démontré théoriquement la nécessité historique des syndicats dans les conditions de la dictature du prolétariat ; il en a défini le rôle, les fonctions et les tâches, en tant que larges organisations de la classe ouvrière, dans l'édification de la société socialiste.

Lénine considérait les syndicats comme « ... *une organisation de la classe dirigeante, dominante, de la classe au pouvoir, qui exerce la dictature, exerce la contrainte étatique. Mais ce n'est pas une organisation d'Etat, coercitive ; son but est d'éduquer, d'entraîner, d'instruire, c'est une école du communisme (3)* ».

Lénine soulignait que le rôle et les fonctions des syndicats changent selon les périodes de transition de la société. Ainsi, par exemple, leurs fonctions en Russie ont foncièrement changé après la prise du pouvoir par le prolétariat, ils en ont assumé d'autres ; ils se sont transformés d'organes de résistance aux capitalistes et à l'Etat bourgeois, en organes d'éducation et proches collaborateurs indispensables, devenant un « réservoir » du pouvoir de l'Etat qui était aux mains de la classe ouvrière.

Les préceptes de Lénine ont, par leur justesse et leur vitalité, une grande importance théorique et pratique pour le mouvement syndical, tant dans les pays capitalistes que dans les pays socialistes ; ils ont une valeur universelle même de nos jours et sont confirmés par l'expérience, par la lutte et l'histoire du mouvement ouvrier et syndical international, par la pratique de l'édification du socialisme en Union Soviétique, sous la conduite de Lénine, et plus tard de Staline.

Notes :

(1) Marx-Engels, *Œuvres choisies*, T. 1, p. 472, Ed. du Progrès, Moscou.

(2) V. Lénine, « La neutralité des syndicats », *Œuvres*, T. 13, p. 482, Editions du Progrès, Moscou, 1967.

(3) V. Lénine, « Les syndicats, la situation actuelle et les erreurs de Trotsky », *Œuvres*, T. 32, p. 12, Editions en langues étrangères, Moscou, 1962.

Chapitre III — L'internationalisme prolétarien et la solidarité ouvrière — principes fondamentaux du mouvement syndical de classe

Avec le développement et l'affermissement du prolétariat, ainsi qu'avec la propagation des idées du socialisme scientifique, les ouvriers prirent mieux conscience, partout où ils travaillaient et vivaient, qu'ils étaient assujettis à une exploitation implacable, qu'indépendamment de leur nationalité, ils avaient les mêmes intérêts et des aspirations communes, qu'ils étaient des frères, et que pour s'affranchir de l'oppression, ils devaient s'organiser, s'unir et s'entraider dans leur lutte contre l'ennemi commun, la bourgeoisie et le capitalisme. L'internationalisme devint ainsi pour le prolétariat une nécessité impérieuse, un principe très important et une norme morale d'une profonde signification révolutionnaire. Il apparut dans la conscience du prolétariat comme le résultat du rôle économique et social toujours accru que cette classe remplit dans la production capitaliste.

Le principe fondamental de l'internationalisme a été et reste la solidarité de combat des ouvriers, la collaboration, le soutien et l'appui qu'ils doivent se prêter dans la lutte commune contre le capitalisme, l'établissement des liens solides entre eux, la tactique à adopter dans la lutte de classes contre la bourgeoisie en la combinant avec les luttes de libération nationale et révolutionnaires. Lénine écrivait :

« Il n'est qu'un, et un seul, internationalisme véritable : il consiste à travailler avec abnégation au développement du mouvement révolutionnaire et de la lutte révolutionnaire dans son propre pays, à soutenir (par la propagande, la sympathie, une aide matérielle) cette même lutte, cette même ligne, et elle seule, dans tous les pays sans exception (1). »

Le caractère international du travail et du capital, de même que les conditions concrètes de la croissance qualitative et quantitative du prolétariat rendirent nécessaire la création d'une organisation internationale de la classe ouvrière pouvant défendre ses intérêts, et opposer aux forces de la bourgeoisie unie les forces unies du prolétariat.

Marx et Engels ont lancé depuis 1847 dans le Manifeste Communiste le célèbre mot d'ordre : « Prolétaires de tous les pays, unissez-vous ! » et ils furent les premiers à soulever devant le prolétariat la nécessité de son union et de son organisation non seulement à l'échelle nationale mais aussi à l'échelle internationale. En septembre 1864, ils fondèrent l'Association Internationale des Ouvriers, connue aussi sous le nom de Première Internationale.

A l'intérieur de la Première Internationale, Marx et Engels ont mené une lutte acharnée contre les Proudhoniens et leurs collaborateurs, qui étaient contre la création des syndicats, contre les grèves et les autres formes révolutionnaires de la lutte de classes du prolétariat. La Première Internationale a joué un rôle historique dans le développement et le renforcement du mouvement ouvrier et syndical international, sur des bases essentiellement de classe. Elle jeta les fondements de l'organisation internationale des ouvriers et prépara le terrain pour une nouvelle étape plus avancée du développement du mouvement ouvrier et syndical.

Même plus tard la Deuxième Internationale, surtout dans sa première période, quand elle était dirigée par Engels et se tenait sur des positions révolutionnaires, a directement influé sur la création des syndicats, en aidant et en organisant les forces du prolétariat mondial. Déjà au premier Congrès des représentants des partis socialistes, tenu à Paris le 14 juillet 1889 pour le centenaire de la prise de la Bastille et qui vit la formation de la Deuxième Internationale, il fut décidé de commémorer chaque année le 1^{er} mai, anniversaire des massacres des ouvriers de Chicago, qui revendiquaient la journée de travail de huit heures. Il y fut également décidé que le 1^{er} mai soit considéré comme journée de la solidarité prolétarienne internationale.

Création des organisations syndicales internationales

L'organisation du mouvement syndical à l'échelle internationale exigeait un travail ardu. Les premiers efforts furent d'abord faits dans certains secteurs de la production, comme dans celui des tabacs, de la céramique, de la typographie, etc. Le rôle de ces organismes était limité au cadre étroit d'une profession ; ils avaient pour tâche d'échanger des indications de statistique et de prêter un appui financier à leur catégorie.

En 1871 fut créée la Fédération Professionnelle Internationale des ouvriers du tabac. Plus tard, les organisations internationales se multiplièrent à tel point qu'à la veille de la Première Guerre mondiale on dénombrait 32 Fédérations Professionnelles, la plus importante était celle des mines qui comptait 1370 000 membres. Mais, à la vérité, elles ne jouèrent pas un rôle important dans le soutien et la solidarité à apporter et dans la coordination de la lutte du mouvement ouvrier et syndical à l'échelle nationale et internationale.

A l'occasion du Congrès des syndicats allemands qui se tint à Stuttgart en 1902, les délégués des centrales syndicales d'Europe et des USA organisèrent une conférence syndicale

internationale, et dans la même année fut créé à Dublin, en Irlande, « le Secrétariat International des Centrales Syndicales Nationales ». Cette organisation qui, à son congrès de Zurich, en 1913, reçut le nom de « Fédération Syndicale Internationale », ne joua pas un rôle important, bien qu'elle comptât 19 centrales syndicales nationales avec plus de 6 200 000 ouvriers. Legien, social-démocrate allemand de droite, en fut élu président.

Les contacts et les réunions qui furent organisés dans le cadre de ces organisations, malgré leur caractère positif, ne servirent pas à définir le programme et la plate-forme de la lutte de la classe ouvrière, ni à encourager et à promouvoir la lutte que celle-ci menait partout dans le monde contre l'exploitation capitaliste. La principale caractéristique de ces organisations, c'était l'opportunisme et le réformisme qui y prédominaient, et parfois la manifestation de tendances chauvines et nationalistes. Bien que la guerre parût imminente, les dirigeants du mouvement syndical international considéraient le problème de la guerre impérialiste comme une question de caractère « politique », et c'est pour cette raison qu'ils ne s'élevèrent pas contre elle ; à tel point que lors de la déclaration de guerre, les dirigeants du mouvement syndical Jouhaux, Gompers, Legien et compagnie s'arrêtèrent à de mesquines positions nationales bourgeoises et devinrent d'ardents partisans de l'idéologie chauvine et militariste de leurs pays respectifs, assumant même d'importantes fonctions dans les organes d'Etat.

La Grande Révolution Socialiste d'Octobre amena des changements radicaux dans la situation internationale et dans le rapport des forces. Elle était, pour la classe ouvrière et le mouvement syndical mondial à la fois un brillant exemple et une précieuse expérience. Les ouvriers du monde entier virent dans cette révolution comment pourraient se réaliser leurs aspirations légitimes. La Révolution d'Octobre devint un facteur déterminant qui ranima le mouvement ouvrier et syndical et le porta à un degré plus élevé. Elle permit à la classe ouvrière des pays coloniaux de s'éveiller et de prendre conscience de sa force, de se renforcer et de lutter avec plus d'acharnement contre le capitalisme et ses agents réformistes. La création d'une puissante centrale syndicale en Russie était en fait un grand appui et un grand soutien pour l'ensemble du mouvement syndical de classe dans le monde. D'autre part, le soutien résolu que le prolétariat du monde entier apporta à la jeune République des Soviets et sa solidarité internationale attestaient que les ouvriers avaient compris que la révolution de la Russie Soviétique incarnait leur propre cause.

Les dirigeants syndicaux opportunistes et réformistes, avec l'appui, entre autres, des Etats capitalistes et de la bourgeoisie, créèrent au lendemain même de la victoire de la Révolution Socialiste d'Octobre, un certain nombre d'organisations syndicales internationales. Celles-ci avaient pour but de limiter la grande influence des idées d'Octobre, de restreindre l'ampleur de la lutte de classes et l'esprit révolutionnaire qui en ce temps-là s'était propagé partout, puis prendre en main le contrôle sur le mouvement ouvrier et syndical.

En conséquence, surtout après la victoire de la Révolution socialiste, la lutte entre les deux lignes opposées dans le mouvement ouvrier et syndical international s'intensifia, le fossé s'approfondit encore davantage. Sur le plan syndical, elle se concrétisa par la création, d'une part, d'organisations opportunistes et réformistes, comme la Fédération Syndicale Internationale, la Confédération Internationale des Syndicats Chrétiens et, d'autre part, par l'Internationale Syndicale Rouge, organisation syndicale de classe et révolutionnaire.

A. La Fédération Syndicale Internationale

Cette organisation, fondée en 1919 à Amsterdam et connue aussi sous le nom de « Internationale d'Amsterdam », opérait essentiellement en Europe Occidentale. Ses dirigeants sont toujours restés sur des positions opportunistes, réformistes et de collaboration de classe. Ils ont combattu le mouvement syndical de classe, les idées socialistes d'Octobre, le mouvement de

libérations des pays coloniaux et semi-coloniaux, et ont saboté l'unité de classe du mouvement syndical. Quoique cette organisation se considérât en dehors des partis et de la politique, elle dépendait en fait de l'Internationale socialiste qui se trouvait aux mains des socialistes de droite.

B. La Confédération Internationale des Syndicats Chrétiens

Cette organisation syndicale, qui fut créée à La Haye en 1920, fonda son activité sur la doctrine chrétienne. Selon l'article 2 de ses statuts, « *la vie économique et sociale implique la collaboration de tous les enfants d'un même peuple. Elle rejette donc la violence et la lutte de classes...* (2) ».

Cette organisation n'a pas eu d'influence dans les rangs de la classe ouvrière. Son rôle est resté limité, et ses effectifs à la veille de la Seconde Guerre mondiale ne dépassaient pas deux millions de membres.

En fait, les deux organisations précitées, avec leurs positions nettement opportunistes et réformistes, ont énormément nui au mouvement ouvrier et syndical et rendu un grand service à la bourgeoisie.

C. L'Internationale Syndicale Rouge

La fondation de la Troisième Internationale Communiste à Moscou, en mars 1919, influa directement sur le mouvement syndical de classe mondial, et lui donna une nouvelle impulsion. Ainsi, se tint à Moscou, en 1920, le premier Congrès des syndicats révolutionnaires auquel participaient des délégués de 41 pays. C'est là que fut fondée l'Internationale Syndicale Rouge. La principale tâche qu'elle se fixa, dans son programme, était la destruction du système capitaliste et l'instauration du socialisme. Ses portes étaient ouvertes à toutes les organisations syndicales qui acceptaient les principes révolutionnaires de la lutte de classes, qui rattachaient la lutte des ouvriers pour des revendications économiques à la lutte politique et qui luttèrent pour dénoncer le mouvement réformiste représenté par les dirigeants de la Fédération Syndicale Internationale d'Amsterdam. L'Internationale Rouge, créée sous les auspices et avec le soutien direct de la Troisième Internationale Communiste, déclarait ouvertement qu'elle collaborait avec elle et qu'elle en acceptait la direction politique et idéologique.

La création de l'Internationale Rouge joua un rôle très important dans toute la lutte de la classe ouvrière et du mouvement syndical mondial. Son rayonnement est reflété aussi par l'accroissement du nombre de ses adhérents, qui était, en 1937, de 20 millions, alors que l'effectif de l'Internationale d'Amsterdam était descendu de 20 à 12 millions.

L'Internationale Rouge invita maintes fois celle d'Amsterdam à s'unir, à entreprendre des actions communes contre l'offensive du capital, contre l'apparition et l'instauration du fascisme et la menace de la guerre impérialiste ; mais toutes ses propositions furent rejetées par les dirigeants de droite de l'Internationale d'Amsterdam qui, en fait, frayèrent la voie au fascisme.

Une autre organisation qui protège et soutient les intérêts de la bourgeoisie et des monopoles est l'Organisation Internationale du Travail (OIT), fondée à Genève en 1919, en même temps que la Société des Nations, par les pays vainqueurs de la Première Guerre mondiale comme « une organisation permanente pour la protection et l'amélioration du sort des travailleurs sur le plan universel (3) ».

Ses inspirateurs et ses tenants les plus ardents furent les sociaux-démocrates de droite, S. Gompers, L. Jouhaux et les « leaders » de la Fédération Syndicale Internationale. Son premier président fut Albert Thomas, « socialiste », syndicaliste, ministre français de l'Armement pendant la Première Guerre mondiale.

Le but de la création de l'OIT était de dévoyer la classe ouvrière de la révolution, de lui faire ignorer les contradictions et la lutte de classes, et de créer au sein de la classe ouvrière et du mouvement syndical l'illusion que ses intérêts de classe seraient protégés et réglés par cette organisation.

L'instauration du fascisme en Italie et en Allemagne amena la destruction et la dissolution des syndicats et la négation des droits et des libertés syndicales conquis dans ces pays. Le danger de voir le fascisme accéder au pouvoir apparut aussi dans d'autres pays, comme en France, où la classe ouvrière entreprit contre le fascisme une série d'actions. Dans ce cadre, en 1935 fut créé en France le Front Populaire, qui était le résultat d'une union au sommet. A ce Front adhérait également le mouvement syndical. En mars 1936, les deux plus grandes centrales syndicales de France furent unifiées. Comme l'expérience le confirma, leur unité ne fut pas réalisée sur des bases de principes solides, mais comme résultat de la conjoncture politique. Une vague de grèves d'une ampleur sans précédent déferla dans toute la France ; les ouvriers occupèrent les usines et les entreprises, ce qui créa une situation révolutionnaire. Mais les dirigeants syndicaux réformistes, effrayés de ce vaste mouvement de luttes de classe, le sabotèrent faisant des compromis avec la bourgeoisie, connus sous le nom d'« Accords de Matignon ».

La période entre les deux guerres mondiales se caractérisa par une crise intérieure du système capitaliste, par l'accroissement de l'effectif de la classe ouvrière, par son organisation en syndicats et par l'accentuation de son esprit révolutionnaire. Ainsi, alors qu'au seuil de la Première Guerre mondiale il y avait environ 10 millions d'ouvriers syndiqués, on en comptait dans le monde entier à la veille de la Seconde Guerre mondiale près de 40 millions.

La lutte contre le fascisme, surtout après l'entrée en guerre de l'Union Soviétique, raffermi la conscience de la classe ouvrière et son esprit de combat. Le fascisme était l'ennemi non seulement de la classe ouvrière, mais aussi de l'indépendance nationale. Ainsi, en luttant contre les occupants pour la libération de son pays, la classe ouvrière se battait en même temps pour résoudre ses problèmes les plus urgents. Ce furent là les raisons qui incitèrent la classe ouvrière à participer activement au combat contre le nazi-fascisme, et elle livra cette lutte en recourant aux formes les plus diverses, depuis les grèves et les sabotages jusqu'à la lutte armée.

Notes :

- (1) V. Lénine, *Œuvres*, T. 24, p. 68, Editions en langues étrangères, Moscou, 1958.
- (2) G. Lefranc, « Le syndicalisme dans le monde », Paris, 1963, p. 55.
- (3) BIT, « L'OIT au service du progrès social », Genève, 1969, p. 38.

Chapitre IV — La Fédération Syndicale Mondiale et son rôle positif au cours de sa première phase

C'est au sein de la coalition antifasciste que vit le jour la Fédération Syndicale Mondiale (FSM), en tant que large organisation démocratique, représentante du mouvement syndical mondial. Sa fondation ne fut pas fortuite. Elle constituait un fait historique qui répondait aux nouvelles conditions créées pendant la Seconde Guerre mondiale.

Les premiers efforts pour l'établissement de liens réguliers et la collaboration sur le plan syndical, dans le cadre du conflit antifasciste, se sont concrétisés par la création du Comité syndical anglo-soviétique en décembre 1941, qui devait prendre par la suite l'initiative de créer le Comité Préparatoire composé de représentants du Conseil Central des Syndicats soviétiques, du Congrès des Trades-Unions britanniques, ainsi que du Congrès des Organisations Industrielles (CIO) des Etats-Unis d'Amérique. Ce Comité prépara et convoqua la première Conférence Syndicale Mondiale.

La Conférence Syndicale Mondiale se tint à Londres du 6 au 17 février 1945, avec la participation de 40 centrales syndicales nationales et de 15 organisations internationales, qui représentaient environ 50 millions de travailleurs. La Conférence définit les tâches du mouvement syndical pour la période de la guerre et de l'après-guerre et élaborait le programme des revendications fondamentales socio-économiques des travailleurs. L'une de ses décisions les plus importantes était la convocation d'un Congrès constitutif qui devait créer l'organisation syndicale mondiale.

C'est ainsi qu'en présence de 215 délégués de 56 pays, se tint à Paris du 25 septembre au 8 octobre 1945 la Conférence syndicale mondiale, qui devint, le 3 octobre, le premier Congrès syndical mondial d'où sortit la Fédération Syndicale Mondiale.

Le Congrès adopta les Statuts de la Fédération Syndicale Mondiale où étaient définis ses buts, les méthodes, son programme et sa plate-forme relative aux grands problèmes internationaux de l'heure, tels que l'extirpation du fascisme, la question de la paix, les revendications des syndicats quant à l'amélioration des conditions de vie et de travail, l'unité syndicale, etc. Le Congrès élut également les organes dirigeants de la FSM.

Dans la première résolution approuvée par le Congrès, la lutte pour l'extirpation rapide et complète du fascisme était considérée comme une des principales tâches de la FSM et du mouvement syndical de tous les pays. Sans aucun doute, le fait que le Congrès discuta et aborda le problème de la lutte contre le colonialisme et celui de la libération nationale des peuples, fut un succès pour lui. « *Ce serait une victoire incomplète* — était-il dit dans la quatrième résolution du Congrès qui traitait du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes — *si les peuples des colonies et des territoires de tous les pays se voyaient privés de leur droit à l'autodétermination et à l'indépendance nationale (1).* »

La Conférence de Londres, le Congrès de Paris et la fondation de la FSM elle-même constituait un succès pour les forces syndicales de classe et démocratiques, car pour la première fois dans l'histoire du mouvement syndical se tenaient des réunions avec un si grand nombre de représentants de tous les continents. Leurs décisions étaient positives et, en général, elles tenaient compte de la défense des droits et des intérêts de la classe ouvrière. Ces résultats ne furent pas facilement obtenus, ils nécessitèrent souvent une lutte acharnée. Il y eut des divergences et des désaccords qui loin d'être accidentels révélaient que tôt ou tard ils allaient éclater, dans des conditions déterminées.

D'un côté, se tenaient les forces syndicales de classe, anti-impérialistes et progressistes qui luttaient et demandaient que la nouvelle organisation mondiale soit fondée sur de solides et larges bases démocratiques, antifascistes et de classe, qu'elle rassemble autour d'elle la classe ouvrière de tous les pays pour résoudre avec succès tous les problèmes essentiels concernant ses intérêts de classe. Parlant du problème de l'unité et des tendances anti-soviétiques qui se manifestaient chez les dirigeants des trade-unions britanniques, le chef de la délégation des syndicats soviétiques à la Conférence de Londres déclara : « *Comment pourrions-nous parler de l'unité du Mouvement Syndical International, comment pourrions-nous parler des efforts de la classe ouvrière pour amener la défaite de l'Allemagne fasciste si nous effrayons les délégués avec le spectre des syndicats soviétiques ? (2)* »

De l'autre, se trouvaient les forces réformistes et opportunistes représentées par les leaders syndicaux de Grande-Bretagne et des USA, etc., qui tentèrent de diverses manières d'entraver et de saboter la création de la FSM, car ils voulaient maintenir sur pied leur progéniture, la Fédération Syndicale Internationale d'Amsterdam. Une fois ces tentatives déjouées, ils furent obligés, sous la pression des masses et de l'esprit de classe du mouvement syndical qui grandissait sans cesse, de rester dans la FSM. Mais ils y restèrent non pas pour renforcer la FSM, mais pour s'en emparer du dedans, pour en faire leur instrument et, s'ils n'y parvenaient pas, pour la paralyser, là saper et la détruire du dedans. Ainsi ils y poursuivirent leur lutte tout en restant masqués. Ils

bloquèrent le travail pour la création des Départements Professionnels de la FSM et sabotèrent systématiquement toute une série de ses décisions.

Ce sont là autant de faits qui prouvent que, dès la fondation de la FSM se firent jour deux lignes opposées qui malgré leur existence et en raison de la conjoncture politique, ne purent se cristalliser et se concrétiser que plus tard.

Lorsque les impérialistes américano-anglais s'aperçurent qu'ils ne pouvaient convertir la FSM en un instrument à eux par l'intermédiaire de leur direction syndicale réformiste, ils s'employèrent alors à la saper, à briser l'unité syndicale dans son sein. A cette fin ils se mirent à rassembler des forces et à chercher un prétexte pour la frapper et la détruire.

Ce prétexte leur fut fourni par « Le Plan Marshall ». A la session du Bureau Exécutif de la FSM en novembre 1947, la délégation du CIO demanda que ledit plan fût soumis à discussion, bien que cette question ne figurât pas à son ordre du jour. Cette proposition fut repoussée à la majorité des voix. Le 28 janvier 1948 le Conseil général du TUC britannique, qui avait aligné son attitude sur celle du CIO, adressa à la FSM un ultimatum lui demandant : « *ou bien le Bureau [Exécutif] de la FSM se réunirait à la mi-février avec le Plan Marshall porté à son ordre du jour, ou bien le TUC se considérerait libre de convoquer une réunion séparée des organisations syndicales favorables au Plan (3)* ».

Ce fut alors, qu'en dehors de la FSM et en opposition avec elle, les trade-unions britanniques sans s'en éloigner formellement, convoquèrent en mars 1948, à Londres, la conférence des pays marshallisés qui créa « le Comité Consultatif des syndicats pour l'application du programme de relèvement européen ». C'était un acte de scission qui avait pour but de briser définitivement l'unité au sein de la FSM.

D'autres actes fractionnels suivirent. En janvier 1949, à la réunion du Bureau Exécutif de la FSM, le représentant du Conseil général au TUC britannique demanda la suspension des activités de la FSM. Cette proposition était accompagnée d'un ultimatum disant que « *le Conseil Général a décidé, en outre, que dans le cas où la FSM refuserait d'approuver la suspension de ses activités, le retrait du TUC s'en suivrait (4)* ».

Cette proposition qui, en fait, visait à liquider la FSM, ne fut pas acceptée par son Bureau Exécutif ; c'est pourquoi les représentants des syndicats britanniques, américains et hollandais quittèrent la salle des réunions et se retirèrent définitivement de la FSM. Ainsi la scission devint une réalité.

L'attitude des dirigeants des syndicats américains, britanniques et autres ne fut pas un acte purement syndical, ce fut avant tout une position politique inhérente au plan général de l'impérialisme américain, qui cherchait à établir partout son hégémonie et à jouer un rôle prépondérant. La cause de la scission n'était donc pas l'acceptation ou le refus du « Plan Marshall » ; ce n'était là qu'un prétexte. Elle advint, comme on l'a appris plus tard, après une longue et minutieuse préparation au Département d'Etat des USA, de connivence avec la CIA.

La stratégie et la tactique suivies pour détruire la FSM avaient déjà été élaborées à la réunion de Genève en 1949, à laquelle participaient des représentants du gouvernement américain et quelques leaders du CIO. On trouve dès 1947 les traces d'émissaires du gouvernement américain, qui, se posant en syndicalistes, s'établirent en tant qu'attachés des affaires sociales ou du travail auprès des ambassades américaines dans les pays où fonctionnait le Plan Marshall. Leur principale tâche était de préparer le terrain à la création d'une nouvelle organisation syndicale internationale.

Une autre tâche particulière fut assignée à la Fédération Américaine du Travail (AFL), qui n'avait pas participé à la création de la FSM, mais qui, dès 1946, avait tramé des complots contre la FSM. Le Bureau de correspondance que celle-ci créa à Bruxelles avait pour but de saboter l'activité de la FSM.

Son président, Green, reconnaissait le 17 novembre 1948 qu'il avait distribué 160 millions de dollars pour subventionner les nouvelles organisations syndicales en Europe.

Par suite de la scission, une nouvelle organisation fut créée à Londres, le 28 novembre 1949 : la Confédération Internationale des Syndicats Libres (CISL). Ce n'est un secret pour personne que cette organisation a été créée à l'incitation et sous les auspices de l'impérialisme, et à la suite de l'accord secret intervenu entre le ministre anglais des Affaires Etrangères « le syndicaliste » E. Bevin, et J. F. Dulles, leader du parti républicain et plus tard secrétaire d'Etat des USA. La collaboration de classe, le soutien actif du Pacte Atlantique et de ses instruments, ainsi que la lutte contre les communistes et les autres forces progressistes, etc. — tels étaient les objectifs principaux de la CISL.

Après la création de la CISL, une large campagne de scission et de corruption fut déclenchée et directement soutenue par le Département d'Etat des USA et par la CIA. La création de la centrale syndicale en Allemagne Occidentale (DBG), de la CGT-FO en France, et plus tard de la Confédération Italienne des Syndicats des Travailleurs (CIST) en Italie en était le résultat. C'est ce que reconnaît G. Meany, président de l'AFL qui, en 1951, déclarait : « *Quand la menace communiste était grande, en France et en Italie, dans les années d'après-guerre, les syndicalistes de tendances libres ont été aidés par leurs collègues américains, attachés à l'ambassade, qui ont fourni l'aide matérielle pour l'établissement du syndicat anticommuniste (5).* » Même les gouvernements de ces pays ont contribué à la création des organisations syndicales dissidentes. Il suffit de rappeler qu'en France seulement le gouvernement a donné quarante millions de francs pour la création de la CGT-FO.

Les dirigeants de centrales syndicales réformistes appuyèrent les mesures prises par leurs gouvernements qui déclenchèrent des attaques contre le standard de vie, les droits démocratiques et les libertés syndicales. Ainsi, à la grève générale des mineurs, déclenchée en 1947 en Grande-Bretagne, le président de l'Union Nationale des Mineurs, s'en prenant aux grévistes, s'exprima en ces termes : « *Cette grève non officielle doit être combattue par chaque membre loyal ; nous ne la tolérerons pas... Il faut que le Gouvernement s'emploie, par tous les moyens, à faire cesser ces attaques criminelles qui mettent la production en danger (6).* » La furieuse hystérie anticommuniste qui déferla à cette époque, avait pour objet d'attaquer le mouvement syndical progressiste et ses dirigeants. En novembre 1949, Tewson, alors secrétaire général du TUC britannique, donnait aux dirigeants syndicaux des instructions catégoriques leur enjoignant de lutter par tous les moyens contre « l'infiltration communiste » dans les syndicats.

Même après le retrait du TUC britannique, du CIO et d'autres centrales syndicales réformistes, la FSM ne s'affaiblit pas pour autant ; elle prit au contraire un nouvel essor, et les nombreuses actions concrètes qu'elle entreprit pour la défendre des intérêts vitaux des travailleurs ne firent que rehausser son autorité et son prestige devant les masses. Loin de rester les bras croisés devant les attaques de la bourgeoisie, la classe ouvrière prit les devants et passa à l'offensive. A cette période, s'en tenant à ses principes, la FSM, par des documents, des résolutions, des actes de solidarité et par son activité pratique soutint activement les larges mouvements de revendications économiques et politiques de la classe ouvrière et du mouvement syndical ; elle déploya en outre une vaste activité sur le plan international pour la mobilisation de toutes les forces syndicales saines, pour la défense de la paix et la création d'un front uni des masses travailleuses.

Rejetant les principes de collaboration de classe, d'opportunisme et de réformisme dans le domaine syndical, la FSM a lutté durant cette période pour mettre en œuvre les principes de l'internationalisme prolétarien et de la solidarité ouvrière, pour renforcer l'unité de classe. Dans ce cadre, la dénonciation des scissionnistes a été pour elle une tâche importante. Dans la résolution du Comité Exécutif de la FSM qui se réunit en mai 1950 à Budapest, il était dit notamment : « *L'Exécutif de la Fédération Syndicale Mondiale stigmatise les chefs de l'Internationale jaune et*

tous les traîtres à la classe ouvrière, et les considère comme des agents de l'impérialisme anglo-américain au sein du mouvement ouvrier (7). »

La FSM s'est fermement opposée à l'hégémonie et à la politique globale de l'impérialisme américaine, et elle stigmatisa ses diverses organisations politiques, économiques et militaires. Dans la résolution de son programme économique et social on lisait que « *« Le Plan Marshall », l'« Union Occidentale » et le « Pacte Atlantique », sont autant de maillons d'une même politique agressive des impérialistes anglo-américains qui aspirent à l'hégémonie mondiale (8) »*.

La FSM adopta une juste attitude de même à l'égard de l'activité scissionniste des syndicats yougoslaves. Son Comité Exécutif, par sa résolution de juin 1950 « Sur la trahison des dirigeants du Conseil Central des syndicats yougoslaves » décida de rompre avec eux, en les excluant de son Comité Exécutif et de son Conseil Général.

La lutte contre le colonialisme a obtenu un énorme succès avec la victoire de la Grande Révolution chinoise qui aboutit à la création de la République Populaire de Chine, le 1^{er} octobre 1949. Ce fut un événement historique marquant pour toute l'humanité, car il s'opéra un changement radical des forces en faveur du socialisme, et un tiers de la population du globe s'affranchit de l'oppression et de l'exploitation féodalo-bourgeoise ; ce fut également une précieuse contribution à la lutte des peuples opprimés.

La Fédération Syndicale Mondiale, en sa première période qui s'acheva vers 1960, était une organisation qui jouissait de prestige et qui adoptait en général des positions positives imprégnées de l'esprit de classe et anti-impérialiste.

Notes :

- (1) Raportul Conferintei-Congres de constituire a Federatiei Sindicale Mondiale, p. 323. Editura Confederatiei General Muncii din Romania.
- (2) Rapport de la Conférence Syndicale Mondiale, County Hall, Londres, 1945, Ed. française, p. 66.
- (3) FSM, « Rapport d'activité de la Fédération Syndicale Mondiale », Milan, 1949, p. 55.
- (4) FSM, « Rapport d'activité de la Fédération Syndicale Mondiale », Milan, 1949, p. 53.
- (5) Meany George, « The last five years », Discours prononcé devant la Catholic Labor Alliance, Chicago III, 13 mars 1951.
- (6) G. Lefranc, « Le syndicalisme dans le monde », Paris, 1963, p. 93.
- (7) FSM, « Rapport d'activité de la FSM - Résolutions adoptées par le II^e Congrès Syndical Mondial », Vienne, 1953, p. 99.
- (8) FSM, « Rapport d'activité de la FSM - Résolutions adoptées par le II^e Congrès Syndical Mondial », Vienne, 1953, p. 54.

DEUXIEME PARTIE — SUR CERTAINS ASPECTS DU MOUVEMENT SYNDICAL MONDIAL

Chapitre I — Le révisionnisme moderne dans le mouvement syndical — nouvelle variante de l'opportunisme et du réformisme

Après la Seconde Guerre mondiale se produisirent des événements de portée historique, qui devaient amener de profonds changements dans le monde. De nombreux pays s'engagèrent dans la voie du socialisme, le mouvement révolutionnaire et de libération nationale et sociale contre le joug colonial et impérialiste connut un vigoureux essor.

Des changements s'opèrent aussi dans le rapport des forces entre les pays capitalistes. Sur le plan économique, politique et militaire, l'impérialisme américain renforça considérablement sa position, l'emportant largement sur tous les pays capitalistes ; il devint le bastion de l'impérialisme et un gendarme international.

De nouveaux phénomènes apparurent dans le monde, entraînant des événements importants. Le capitalisme monopoliste d'Etat s'étendit beaucoup et la révolution technico-scientifique aussi. Dans certains pays, le capitalisme connut plus ou moins un essor pacifique, qui s'accompagna d'une amélioration temporaire et relative des conditions économiques des travailleurs. De nouvelles industries virent le jour, où furent investis de gros capitaux, ce qui amena un accroissement numérique de la classe ouvrière en nouvelles « recrues », venues de la petite bourgeoisie et surtout de la paysannerie moyenne et pauvre qui apportèrent avec elles leurs points de vue et leurs fluctuations.

Ces changements et d'autres encore furent interprétés et appliqués différemment au sein même des forces de gauche, dans une partie desquelles on vit naître et se concrétiser graduellement un nouveau courant opportuniste, le révisionnisme moderne dont la plate-forme politique et idéologique a été adoptée aussi sur le plan syndical. Ce courant nie la nécessité impérieuse de la lutte de classes, il propage les thèses sur le prétendu changement de la nature de l'impérialisme et de la transformation graduelle du capitalisme en socialisme à travers de nouvelles formes de développement du capitalisme, il s'efforce de détourner les travailleurs de la voie de la lutte révolutionnaire pour l'affranchissement national et social et soutient la coexistence pacifique qui, selon ce courant, devrait constituer la base du mouvement syndical également.

Les conditions et les causes générales qui ont favorisé la naissance et la propagation du révisionnisme moderne sont nombreuses et comportent leurs traits caractéristiques. Sans prétendre analyser ce problème, car ce n'est pas là le but de cette étude, on peut quand même affirmer que le révisionnisme moderne est le produit de conditions socio-économiques déterminées, sur lesquelles ont influé aussi bien les facteurs objectifs que les facteurs subjectifs.

La dégénérescence des syndicats en Union Soviétique et dans les autres pays où les révisionnistes détiennent le pouvoir.

L'accession au pouvoir du groupe de Khrouchtchev en Union Soviétique a amené de profonds changements dans l'ensemble de l'ordre politique, économique et social, à la base comme à la superstructure. Certes, les syndicats soviétiques, en tant qu'importants maillons du système de la dictature du prolétariat, ne pouvaient rester à l'écart du processus de désintégration et de dégénérescence générale. Les révisionnistes khrouchtchéviens ont dû d'abord fouler aux pieds les principes et les normes de base sur lesquels avaient été créés et avaient fonctionné les organisations syndicales, réviser les enseignements du marxisme-léninisme sur les syndicats, rejeter les idées léninistes sur le rôle dirigeant de la classe ouvrière. Toute cette activité a été menée sous le masque du socialisme, au nom de Lénine.

Les principes fondamentaux du rôle et des tâches des syndicats qui ont été graduellement transgressés et remplacés par la ligne et par les normes révisionnistes nouvelles, tant en Union Soviétique que dans les autres pays où les révisionnistes sont arrivés au pouvoir, peuvent être ainsi résumés :

1) La négation du rôle dirigeant de la classe ouvrière

La ligne générale révisionniste a fait de la classe ouvrière jusque-là principale force politique du pays, un appendice économique, une force de travail dont la fonction n'est pas de diriger, mais de réaliser les plans, de travailler et de produire pour la nouvelle bourgeoisie révisionniste.

Maintenant que les révisionnistes tiennent les rênes des affaires de l'Etat, le rôle de la classe ouvrière se limite seulement à la sphère de la production, il ne peut plus être question de son rôle de direction et de contrôle comme classe au pouvoir.

De même, les fonctions des syndicats ont foncièrement changé : leur rôle politique et éducatif a été remplacé par l'économisme, en tant que ligne générale.

2) L'accentuation des tendances capitalistes

Avec la mise en œuvre de la nouvelle réforme économique en Union Soviétique et graduellement dans d'autres pays révisionnistes, on renonça à la politique économique bolchevique d'édification du socialisme et du communisme, et on en vint à une nouvelle ligne consistant à encourager les tendances capitalistes au profit, à la primauté de l'intérêt personnel sur l'intérêt général, de l'intérêt immédiat sur l'intérêt à long terme. Cette ligne devint la principale force motrice de la production et de l'activité productive des travailleurs. L'établissement de cette ligne accéléra la désintégration de la propriété socialiste en une forme spéciale de propriété capitaliste. Cela éveilla les tendances à la propriété privée, à l'individualisme, et contribua à la création d'une nouvelle couche bourgeoise privilégiée disposant de gros revenus.

Les syndicats révisionnistes qui font du stimulant matériel « une arme très forte » et « un nouvel instrument effectif » sont appelés à jouer un rôle très important dans l'application de cette réforme. Cette ligne va jusqu'à vouloir remplacer le travail d'éducation par la stimulation matérielle. Dans son article « Le treizième salaire », l'organe des syndicats soviétiques « Troud » écrivait le 16 février 1969

: « *Maintenant il est possible, avec l'aide du rouble, de combattre les parasites, les cadres qui ont abandonné leur travail, les ivrognes et les indisciplinés.* »

3) La création de l'aristocratie ouvrière et de la bureaucratie syndicale

La différenciation de classe en Union Soviétique et dans d'autres pays révisionnistes est désormais notoire. La nouvelle bourgeoisie se compose entre autres de la bureaucratie syndicale et de la nouvelle aristocratie ouvrière. Cette couche, du point de vue tant idéologique qu'économique, est coupée de la classe ouvrière, de la base ; elle défend des intérêts contraires à ceux de la classe ouvrière, et au moyen de l'appareil de l'Etat, elle exploite et opprime la classe ouvrière et tous les travailleurs.

Dans ce cadre, la fonction que se sont assignées les syndicats est de contrôler, de subjuguier et de freiner la classe ouvrière, d'étouffer les conflits de classe qui sont inévitables, de briser l'esprit révolutionnaire de la classe ouvrière.

C'est justement à cette différenciation de classe que l'on doit les contradictions antagonistes et les conflits qui ont surgi dans certains pays révisionnistes et qui se sont manifestés par des grèves et des protestations organisées par la classe ouvrière, comme par exemple en Union Soviétique, en Yougoslavie, en Tchécoslovaquie et ailleurs. La révolte de décembre 1970 en Pologne, étouffée dans le sang et la terreur par l'Etat bourgeois révisionniste, est un vivant témoignage de l'existence de deux classes antagonistes.

4) La bureaucratie et la dégénérescence des syndicats

Les syndicats dans les pays révisionnistes fondent leur activité sur le travail des permanents syndicaux qui constituent une « élite » bureaucratisée. Le travail syndical militant a été remplacé par le travail refermé et limité des appareils bureaucratiques syndicaux qui, se plaçant au-dessus des organes élus, décident eux-mêmes de tout.

Cette méthode a eu pour conséquence que les organisations syndicales de base des pays révisionnistes ne sont plus animées par l'esprit militant, mais qu'il y règne au contraire l'apathie de la masse des membres envers les problèmes qui les préoccupent. Dans ces conditions, les syndicats sont devenus une organisation formelle, inerte. Expliquant les motifs qui l'ont conduit à renoncer aux fonctions de membre du comité syndical d'un atelier, un ouvrier soviétique, dans une lettre adressée au journal « Troud » du 13 novembre 1969 écrivait : « *Le fait est que notre organisation syndicale n'existe que sur le papier. Aucun genre d'activité n'est déployée. Il n'existe ni commissions permanentes ni commissions temporaires.* » *Et ce n'est ni un cas isolé ni un cas unique.*

Dans son rapport du XV^e Congrès des syndicats soviétiques, leur président, A. Chélépine, s'est vu obligé de reconnaître « les nombreuses absences » et « l'attitude déréglée... à l'égard du travail et de la discipline », « les manifestations d'alcoolisme, de mollesse, de mépris des intérêts de la société et de la collectivité, le pillage de la société socialiste ».

Les syndicats en Union Soviétique et dans les autres pays où les révisionnistes sont au pouvoir, sont mis totalement au service de la nouvelle bourgeoisie révisionniste ; ils s'efforcent de conduire leurs membres à la dégénérescence idéologique et politique. L'économisme, le technocratisme, l'esprit d'administration et bureaucratique — voilà les traits caractéristiques des syndicats dans ces pays.

Cette dégénérescence des syndicats soviétiques ne pouvait pas ne pas avoir des incidences sur leur attitude envers les problèmes internationaux et sur le développement du mouvement syndical mondial.

Après l'usurpation du pouvoir par les révisionnistes soviétiques, les points de vue révisionnistes qui jusque-là ne s'étaient pas ouvertement manifestés au sein de certaines centrales syndicales des pays capitalistes, telle que la CGT de France et la CGIL, etc., ne tardèrent pas à apparaître. Ces centrales qui se distinguaient par leur caractère et leur position de classe anti-impérialiste, s'écartèrent plus tard de cette ligne pour se transformer graduellement en organisations trade-unionistes et réformistes.

Chapitre II — Les centrales syndicales réformistes et trade-unionistes — instruments aux mains des monopoles et des gouvernements capitalistes

Les centrales syndicales traditionnelles réformistes ont pour base de toute leur activité la collaboration de classe avec la bourgeoisie et l'Etat capitaliste où elles opèrent. Ainsi, par exemple, la fonction des syndicats aux USA a été « *la défense et le maintien de l'ordre existant, son développement et son amélioration (1)* ». Telle a été la mission que S. Gompers, président de la Fédération Américaine du Travail, de 1889 à 1924, confia à cette organisation depuis sa fondation. Cette mission demeure la sienne encore de nos jours.

Voici comment est sanctionnée dans le programme des trade-unions britanniques, la collaboration entre l'Etat et les syndicats : « *Des consultations sont tenues chaque jour entre le TUC et les Départements du Gouvernement — souvent au niveau ministériel — sur tous les aspects de la vie ouvrière ainsi que sur d'autres problèmes nationaux ou internationaux (2).* »

En Allemagne Fédérale le syndicat dans la fabrique n'existe que sur le papier, car une sorte de commission interne, la « Betriebstrat » y opère, où sont représentés les ouvriers et les patrons. Cette commission a pour tâche de suivre l'exécution des contrats passés entre le patronat et les ouvriers et de discuter des problèmes relatifs à la production. En Allemagne, il existe environ 300

000 organisations pareilles qui sont reconnues et admises par les dirigeants syndicaux réformistes de la DGB.

En Suisse, depuis 1937, un accord a été conclu entre les « leaders » syndicaux réformistes et le patronat, que l'on connaît sous le nom de la « Paix de travail », selon lequel les syndicats s'engagent à cesser toute lutte directe contre la bourgeoisie et à ne plus faire de grèves. Dans le cas contraire, ils doivent payer au patronat une indemnité. Abordant cette question, le représentant de l'Union Syndicale Suisse R. Muller déclarait en 1968, à Londres, à l'occasion du centenaire de la fondation du TUC : « ...nos rapports de travail sont très, très pacifiques. Nous célébrons cette année le 15^e anniversaire de la première et dernière grève générale que nous avons eue en Suisse (3). »

En Grande-Bretagne, au Canada, en Australie et dans les autres pays capitalistes, les conflits de travail sont « réglés » par les organes et les institutions désignés par le gouvernement bourgeois local, tels que tribunaux industriels, commissions de conciliation et d'arbitrage, etc. Ces organismes sont désignés selon leur importance par le ministre du Travail ou par les autorités gouvernementales. En reconnaissant et en soutenant ces organismes de la bourgeoisie, les chefs syndicaux réformistes et révisionnistes s'attendent à ce que les conflits de travail soient réglés par la bourgeoisie, ils s'efforcent de créer chez la classe ouvrière l'illusion de « la neutralité » des tribunaux bourgeois, de leur esprit de justice et de leur caractère d'institutions placées au-dessus des classes.

Le trait caractéristique de l'activité des centrales syndicales réformistes dans les pays capitalistes, c'est qu'elles se sont adaptées entièrement à l'ordre bourgeois, et sont devenues même partie intégrante de sa structure et porte-parole des grands monopoles et de l'Etat capitaliste, qui souvent les subventionne. Ainsi le bulletin syndical de la Confédération LO (Landsorganisationen) de Suède écrit que « *La Confédération LO, ainsi que les fédérations membres, recevront désormais des subventions de l'Etat pour les cours qu'elles organisent. Le total de ces subventions se montera à 4 millions de couronnes par an (4)* ».

Il est désormais un fait connu et prouvé que les « leaders » syndicaux des pays capitalistes, qui, par tradition, sont restés consciemment sur des positions opportunistes de collaboration de classe, soutiennent et appuient directement le capital monopoleur, et en particulier l'impérialisme américain. C'est justement pour cette raison que les chefs de l'AFL-CIO, du TUC britannique, les dirigeants syndicaux de la social-démocratie allemande, française, italienne, etc., en approuvant « le Plan Marshall », l'alliance agressive militaire de l'Atlantique Nord et d'autres organismes de l'impérialisme américain, ont prouvé qu'ils étaient des réserves du capital monopoleur et des instruments de la politique impérialiste de leurs gouvernements, et subordonnant le mouvement syndical à cette politique. Ces « leaders » syndicaux ont justifié, approuvé et soutenu les agressions et les interventions militaires déclenchées par l'impérialisme américain, dans différentes régions du monde, depuis la Corée jusqu'à Cuba, en passant par la République Dominicaine, le Vietnam, le Proche Orient, etc.

Au dernier Congrès de l'AFL-CIO, qui s'est tenu en 1971, le Président des USA, R. Nixon, a exprimé ses remerciements pour le soutien que cette organisation accordait à sa politique extérieure notamment dans la guerre au Vietnam.

Pour réaliser l'expansion politique, idéologique et économique aux dépens des Etats indépendants et pour se substituer aux anciennes puissances rivales, les impérialistes américains se servent également du mouvement syndical.

Le gouvernement des USA a assigné un rôle important, surtout après 1947, aux « leaders » réformistes syndicaux américains, les considérant comme ses « partenaires et collaborateurs ».

Le Département d'Etat américain, par l'intermédiaire de l'AFL-CIO a dépensé des dizaines de millions de dollars pour diviser le mouvement syndical, mener un travail de sabotage idéologique, financer ses agents et préparer des centaines et des milliers de syndicalistes dans un vaste réseau d'écoles et de cours syndicaux, organisés non seulement aux Etats-Unis, mais surtout à l'étranger.

En 1961 a été créé l' « Institut américain pour le développement du syndicalisme libre », où sont formés des cadres syndicaux destinés à l'Amérique du Sud. Les dirigeants de cet Institut n'ont pas caché l'aide accordée pour l'établissement au Brésil, dans l'ex-Guyane Britannique, en République Dominicaine, et ailleurs, des forces de droite soumises aux monopoles américains. Les missions diplomatiques des USA aussi s'emploient à de vastes activités syndicales : auprès d'elles opèrent les « attachés aux affaires sociales », chargés de suivre, de contrôler et de financer le mouvement syndical dans les pays où ils sont accrédités.

I. Dévies, expert bourgeois des questions syndicales africaines, écrivait : « *Depuis les années 60, le gouvernement américain a dépensé plus de 13 000 000 de dollars par an pour les questions syndicales internationales, avec ses 48 attachés aux affaires sociales dans les pays développés, soutenus par un grand nombre de conseillers syndicaux.* » Par ailleurs, il affirme qu' « *il était difficile de ne pas conclure que l'AFL-CIO, le Département d'Etat Américain et la Central Intelligence Agency ne travaillaient pas de concert à une offensive commune. Un doute pareil est pleinement justifié par les faits (5)* ».

Dans son livre « Visées de la démocratie — Les syndicats dans les pays en voie de développement » publié en 1962, l'ancien secrétaire adjoint au Travail pour les questions internationales des USA, George Lodge, fils du millionnaire et dirigeant républicain Henry Cabot Lodge, fait le point sur les relations étroites existant entre le gouvernement américain et les syndicats et sur ce qu'elles doivent être dans l'avenir. Ce livre, selon l'auteur, constitue un appel adressé au gouvernement, au patronat et aux syndicats afin que ceux-ci comprennent plus clairement l'importance des organisations ouvrières dans les pays en voie de développement en ce qui concerne la politique extérieure américaine et les objectifs du « monde libre ». D'après Lodge, les monopoles américains sont aussi appelés à jouer un rôle particulier à l'étranger. Ils doivent contribuer à la création des syndicats « libres » anticommunistes... sur la base de la collaboration de classe. Il déclare également que « *le gouvernement, le patronat et les syndicats américains ne sont que les trois flancs de nos relations avec l'étranger (6)* ».

Ces affirmations et ces exemples, et bien d'autres encore, prouvent parfaitement que les leaders des centrales syndicales réformistes des pays capitalistes, indépendamment de leur aspect extérieur ou de leur démagogie, sont devenus des instruments au service des monopoles capitalistes et de leurs gouvernements capitalistes et qu'ils collaborent étroitement avec eux. Les syndicats de type social-démocrate, trade-unioniste et révisionniste sont parties intégrantes du capitalisme, ils en sont l'appendice et s'adaptent chaque jour davantage au système bourgeois. Sur le plan syndical mondial, les courants réformistes et révisionnistes trouvent actuellement leur expression dans les trois organisations syndicales internationales : La Fédération Syndicale Mondiale, La Confédération Internationale des Syndicats Libres et la Confédération Mondiale du Travail (CMT).

a) On trouve donc, d'une part, la FSM, qui malgré sa démagogie, ne peut pas cacher sa ligne opportuniste, d'abandon de la lutte de classes anti-impérialiste, de soumission au diktat des révisionnistes soviétiques, etc. La ligne de capitulation des chefs de la FSM a provoqué dans ses rangs des querelles, des contradictions et des rivalités qui ont éclaté avec force, surtout lors de l'agression soviétique contre la Tchécoslovaquie. La direction révisionniste de la CGIL et de la CGT de France, etc., profitant de cette occasion, s'efforcèrent de se dérober au diktat soviétique, d'affaiblir son influence et de reconquérir une certaine autonomie. Mais les tendances

polycentristes de ces centrales, surtout celles des Italiens qui se proposent de créer une centrale syndicale européenne unique des pays capitalistes où ils puissent occuper des postes clé et en devenir les maîtres, ne sont pas vues d'un bon œil par les chefs syndicaux soviétiques.

Quoique la FSM parle d'universalité, elle a perdu, en fait, son caractère représentatif, ce qui apparaît dans ses organes exécutifs élus qui dirigent toute son activité. La moitié des membres des principaux organes dirigeants élus au VIII^e Congrès de la FSM (Varna, octobre 1973) sont des Européens.

Toute une caste bureaucratique a pris naissance au sein de la FSM et de ses Unions Internationales de Syndicats (UIS) qui disposent d'un énorme appareil de fonctionnaires, élus essentiellement en fonction de leur fidélité à la politique soviétique. Certains membres élus du Bureau Exécutif de la FSM, tels les « représentants » argentins, brésiliens, etc., ne représentent rien si ce n'est eux-mêmes, détachés qu'ils sont depuis longtemps de leurs organisations et de leur pays. Ils touchent des traitements élevés et courent d'un pays à l'autre pour participer à divers congrès et réunions. Le président de la FSM lui-même, E. Pastorino, ne représente rien, car son organisation syndicale, la Convention Nationale des Travailleurs d'Uruguay n'est pas affiliée à la FSM, et l'on peut citer encore de nombreux cas de ce genre.

b) D'autre part, agissent la CISL et la CMT qui toutes deux ont été et sont pour le maintien du système capitaliste, pour la collaboration de classe et contre le communisme. La CISL, en tant que produit direct de l'impérialisme, a servi et continue à servir les monopoles, et en premier lieu l'impérialisme américain. Ses dirigeants ont toujours soutenu les positions de l'impérialisme américain sur tous les problèmes fondamentaux de la politique internationale, par toute une série de déclarations et de résolutions qui appuient et légalisent les interventions, les complots et les agressions de l'impérialisme américain aux quatre coins du monde.

Le retrait de l'AFL-CIO, l'organisation réformiste la plus puissante des USA, de la CISL est le résultat des profondes contradictions et de la lutte pour l'hégémonie qui rongent ces organisations par ailleurs plongées dans une crise aiguë. Bien que les dirigeants de la CISL et de la FSM fassent un grand bruit à propos de leur « indépendance » à l'égard des gouvernements, les faits de tous les jours prouvent qu'ils servent respectivement la politique de l'impérialisme américain et du social-impérialisme soviétique, et se laissent guider et manier par eux. Ainsi, toutes les actions et les initiatives entreprises par les dirigeants syndicaux réformistes et révisionnistes sous l'étiquette de l'« unité syndicale » sont encouragées et soutenues par les deux superpuissances, qui visent à placer le mouvement syndical au service de la stratégie commune d'hégémonie mondiale, de l'alliance contre-révolutionnaire soviéto-américaine.

Ces deux lignes impérialistes trouvent leur expression également sur le plan syndical dans le courant réformiste et révisionniste, qui en dépit des objectifs qui les rapprochent et les unissent, de par leur nature et leur caractère anti-ouvrier, sont rongés par des querelles, des rivalités et des contradictions. Dans ces conditions, la lutte implacable, conséquente et sans compromis sur les deux fronts — contre le réformisme et le révisionnisme, ainsi que contre l'impérialisme américain et le social-impérialisme soviétique — constitue une tâche impérative pour la classe ouvrière et le mouvement syndical de classe.

Notes :

(1) G. Lefranc, « Le syndicalisme dans le monde », Paris, 1963, p. 30.

(2) TUC, « Trade-Unionism », London, 1967, p. 1.

(3) TUC 100, Trades Union Congress 1968, Report, p. 103, Blackpool, 1968.

(4) L. O. Bulletin de la Confédération Suédoise, Série III^e, n° 4, 1970.

(5) Ioan Dévies, « African Trade Unions », London, 1966, p. 201.

(6) FSM, La Presse syndicale, n° 13, juillet 1964.

Chapitre III — La base sociale du réformisme et du révisionnisme dans le mouvement syndical

La dégénérescence totale des syndicats réformistes et révisionnistes se fait par plusieurs chemins et par des moyens différents. Parmi les principaux facteurs qui agissent dans ce sens, on peut citer l'aristocratie de la classe ouvrière et la bureaucratie syndicale.

a) L'aristocratie de la classe ouvrière

Considérant le mouvement ouvrier en Grande-Bretagne, les classiques du marxisme-léninisme ont précisé que l'essor industriel s'accompagne des efforts de la bourgeoisie pour stipendier une partie de la classe ouvrière et la transformer en une bourgeoisie opportuniste et réformiste qui craigne la révolution. La bourgeoisie et les monopoles capitalistes emploient une très petite partie de leurs superprofits « les miettes de leur grande table », pour récompenser et corrompre la partie la plus indécise de la classe ouvrière, représentée principalement par les ouvriers qualifiés qui touchent des salaires élevés. « *Celle-ci, dit Staline,... est la couche supérieure de la classe ouvrière, la partie la mieux pourvue du prolétariat, qui a tendance au compromis avec la bourgeoisie, à se soumettre aux plus forts, en vue de s'assimiler à eux (1).* »

Historiquement, la bourgeoisie de chaque pays, a pu, à prix d'argent, détacher et isoler de la masse du prolétariat une partie des ouvriers qualifiés, l'aristocratie de la classe ouvrière, en la faisant accéder à des emplois plus aisés et à des postes moins préoccupants, mais mieux rémunérés. Les gros salaires, les faveurs et les avantages qu'elle en tire par-ci, par-là, ont amené cette aristocratie à se couper graduellement de la classe ouvrière, non seulement économiquement mais aussi idéologiquement. En aidant et en appuyant la bourgeoisie, l'aristocratie de la classe ouvrière devint une cinquième colonne et un véhicule de son idéologie dans les rangs de la classe ouvrière et du mouvement syndical ; sans son aide, la bourgeoisie n'aurait pu maintenir sa domination sur la classe ouvrière. La couche de l'aristocratie ouvrière s'efforce par tous les moyens de garder ces positions en servant avec zèle la bourgeoisie, en soutenant tantôt ouvertement tantôt secrètement les mesures et la politique anti-ouvrière de celle-ci.

Parallèlement à l'accroissement de la production et de ses revenus, la bourgeoisie est intéressée à faire grossir les rangs de cette aristocratie, en augmentant artificiellement le nombre des qualifications et des catégories de travail, en provoquant de fortes différences de salaires entre les simples ouvriers et les ouvriers spécialisés, et en assignant à ces derniers des fonctions et des postes de responsabilités dans le secteur de la production et ailleurs. L'automatisation du processus de production dans les pays capitalistes ne signifie nullement que l'aristocratie ouvrière soit liquidée des rangs des travailleurs, comme le prétendent les idéologues bourgeois et révisionnistes et que, désormais, nous aurons soi-disant, une classe ouvrière moyenne qui touche de bons revenus. En fait, dans les pays capitalistes, indépendamment du degré de développement de la science et de la technique de production, l'aristocratie de la classe ouvrière subsiste toujours et ne fait qu'augmenter.

b) La bureaucratie syndicale.

La bureaucratie syndicale, qui se compose des permanents, fonctionnaires et de l'appareil syndical du centre et de la base, des travailleurs de la presse, des institutions d'enseignement et

culturelles qui en dépendent, etc., constitue un puissant appui et un autre levier de la bourgeoisie. Cette grande masse de la bureaucratie syndicale grandit constamment et reste hors du contrôle des simples membres. C'est elle qui oriente et dirige effectivement toute l'activité intérieure et extérieure de ces syndicats. Cette couche issue du sein de la classe ouvrière se coupe petit à petit de la masse des ouvriers. Elle est tout aussi intéressée que le capitalisme à préserver le système capitaliste, sachant qu'elle ne pourra conserver ses positions que si elle ne s'oppose pas aux désirs et aux exigences de la bourgeoisie capitaliste.

Selon les données officielles, sûrement minimisées, il y avait en 1961 dans le mouvement syndical américain 450 000 personnes chargées de fonctions syndicales, dont 60 000 permanents soit un permanent pour 300 syndiqués. Ce rapport est en Suède 1 pour 1 700 et d'environ 1 pour 2 000 en Grande-Bretagne.

Le fait de se trouver à la direction des syndicats procure à leurs dirigeants des revenus énormes. La presse syndicale et bourgeoise est obligée de reconnaître que dans de nombreux cas les appointements des chefs syndicaux sont supérieurs à ceux des dirigeants des corporations et trusts capitalistes. Ainsi, par exemple, l'ancien président des syndicats d'Allemagne Occidentale, L. Rosenberg, touchait près de 400 000 marks par an. Dave Budge, leader du syndicat des camionneurs USA disait en se vantant « on me paye 25 000 dollars par an, car je dirige cette institution » (il s'agit de l'organisation syndicale précitée). Le syndicalisme en Europe Occidentale et aux USA est devenu pour ses dirigeants une affaire, un « business ». De pareils exemples se trouvent partout et en grand nombre. « *La théorie du syndicalisme d'affaires*, écrit F. J. Doner, *suscite une corruption incroyable dans la vie personnelle des leaders syndicaux qui vivent comme des lords, grâce à leurs revenus qui vont de 30 000 à 75 000 dollars par an et disposent de somptueuses voitures. Ce genre de vie incite encore plus leurs convoitises (2).* »

De nombreux fonctionnaires syndicaux, outre les gros appointements qu'ils touchent des syndicats qu'ils dirigent, se procurent également des revenus énormes en raison des importantes fonctions qu'ils exercent en même temps dans l'appareil de l'Etat bourgeois, en tant que congressistes, parlementaires, directeurs, ou comme fonctionnaires de diverses institutions : Bureaux de retraites, de sécurité sociale, banque des travailleurs, etc.

C'est pour cette raison que les leaders syndicaux se livrent un combat acharné pour accéder au pouvoir, pour le garder et diriger les organisations syndicales. Ils ont recours à tous les moyens — aux tromperies, aux menaces, aux intrigues et même au meurtre pour rester aussi longtemps que possible à la direction des syndicats.

L'enquête menée par une commission sénatoriale des USA, bien que très partielle, a révélé beaucoup de cas de corruption et de crime. Il y est dit : « *Les méthodes d'autrefois, y compris le crime, la violence sous toutes ses formes, la fraude, le chantage, la falsification des mandats et la corruption généralisée, s'étaient révélées efficaces pour la prise du pouvoir dans certaines sections locales de syndicats (3).* » On en a eu un exemple vivant dans l'assassinat, en décembre 1968, du leader des syndicats des mineurs des USA, J. Jablonski et de sa famille. Aux USA, nous nous trouvons en fait en présence de la Maffia syndicale, dont les fils mènent à la CIA.

La bureaucratie syndicale n'a pas pris racine seulement dans les syndicats ; elle en est sortie pour devenir de plus en plus une collaboratrice zélée et un instrument aux mains de l'Etat et des monopoles capitalistes. Cette couche syndicale participe activement à tous les organismes créés par l'Etat capitaliste et par le patronat.

Dans les pays capitalistes on relève souvent le cumul des fonctions d'Etat. Souvent les chefs syndicaux occupent simultanément d'importants postes dans l'appareil de l'Etat, dans les sociétés ou dans les trusts capitalistes. Prenons comme exemple la Grande-Bretagne. Lors Wright, tout en étant président du TUC britannique en 1968, était aussi président des Comités Consultatifs de la Production et de la Science de Grande-Bretagne ; Lord Carron, membre du Conseil général

des Trade-Unions, était membre du Conseil National de Développement Economique ; il en est de même de Lord Collison, vice-président du TUC, et de bien d'autres encore. Les noms des lords, des sirs, de ces « défenseurs » des intérêts de la classe ouvrière, ne se comptent plus parmi les dirigeants des trade-unions britanniques.

Même lorsque les chefs syndicaux se démettent de leurs fonctions syndicales, ils sont chargés de hautes fonctions dans l'administration de l'Etat ou dans les monopoles. Ainsi, par exemple, Arthur Goldberg, ancien représentant de l'AFL-CIO en Indonésie, a été nommé plus tard représentant permanent des USA à l'ONU. Sitôt déchargé de ses fonctions de secrétaire général du TUC britannique, Walter Citrine devint membre du Bureau National du charbon, et plus tard directeur du Conseil supérieur de l'électricité. A ce propos, la « Revue Internationale du Travail » (mai 1968), organe du BIT, écrivait : « Citrine... sut passer avec compétence à la table des négociations, du banc des travailleurs à celui des employeurs. »

Dans les pays capitalistes, rien n'est plus facile pour les leaders opportunistes syndicaux que de passer des fonctions syndicales à celles de l'Etat ou des monopoles, ou inversement. Dans ces conditions il est difficile de faire une distinction entre le boss syndical, l'homme d'affaire et le fonctionnaire d'Etat.

Même dans les rangs des syndicats révisionnistes des pays capitalistes, il existe une caste bureaucratique qui jouit actuellement de nombreux privilèges et de droits qui sont légalisés. Selon les « Statuts des droits des travailleurs » en Italie, adoptés en juin 1970, les dirigeants syndicaux ne peuvent être congédiés ou transférés qu'avec l'autorisation de leurs centrales syndicales. Ils bénéficient par ailleurs de congés payés et ils touchent leur salaire pour leurs absences au travail pendant les réunions syndicales. Selon les statuts, la liberté et l'organisation de la classe ouvrière sont limitées ; ce droit reste légalement un monopole des centrales syndicales réformistes, révisionnistes et fascistes.

En France, la loi sur l'exercice des droits syndicaux dans les entreprises, adoptée en décembre 1968 par l'Assemblée Nationale française, reconnaît aux dirigeants syndicaux le droit de consacrer 15 heures par mois de leur horaire de travail aux activités syndicales, le patron devant payer le salaire correspondant ; ils ne peuvent pas être renvoyés pendant l'exercice de leur mandat syndical, etc.

Tandis que la bourgeoisie, poursuit et persécute, d'une part, tous ceux qui luttent avec dévouement pour les véritables intérêts de la classe ouvrière, elle confère, d'autre part, des droits et accorde des privilèges aux chefs syndicaux qui collaborent avec elle ou en deviennent les instruments.

L'aristocratie de la classe ouvrière et la bureaucratie syndicale ne doivent absolument pas être identifiées à la classe ouvrière, car elles n'en représentent qu'une minime partie, et les intérêts qu'elles représentent sont contraires à ceux de la classe ouvrière.

De nombreux faits prouvent que l'aristocratie de la classe ouvrière ainsi que la bureaucratie syndicale font partie intégrante de la structure capitaliste, et leur position est liée aux destinées du capitalisme qui conditionne leur existence même.

Notes :

(1) J. Staline, « Une fois encore sur la déviation sociale-démocrate de notre parti », p. 11, Ed. albanaise, Tirana, 1951.

(2) F. J. Doner, « Décadence de l'AFL-CIO », rapport au 27^e Congrès international des UE, Californie, août 1962.

(3) BIT, « La situation syndicale aux Etats-Unis », p. 102, Genève, 1960.

Chapitre IV — Du nouveau mouvement syndical dans les pays récemment Libérés

L'Asie, l'Afrique et l'Amérique Latine constituent aujourd'hui les maillons les plus faibles du système impérialiste mondial, car c'est là que se trouvent concentrées, entrelacées, toutes les contradictions de notre époque. Ces continents, où vit la majorité de la population du globe se sont transformés en de puissants foyer des tempêtes révolutionnaires. Par leur lutte tenace contre l'impérialisme, notamment contre l'impérialisme US, les travailleurs se battent pour détruire les anciens rapports d'oppression et d'exploitation capitalistes. Cette lutte a une portée historique non seulement pour l'affranchissement et l'avenir des travailleurs et de tous les peuples de ces continents, mais elle est aussi un puissant appui pour la classe ouvrière et les peuples du monde entier. Un rôle de premier plan revient, dans le cadre de cette lutte, à la classe ouvrière et au mouvement syndical progressiste de ces continents.

La naissance et le développement de la classe ouvrière et du mouvement syndical dans ces continents ont suivi des chemins différents, avec leurs caractéristiques et leur physionomie particulière, qui diffèrent non seulement d'un continent à l'autre, mais même à l'intérieur d'un seul continent. En Afrique, par exemple, le mouvement syndical est né et s'est développé parallèlement à la lutte de libération nationale. Les choses se présentent différemment en Amérique Latine et dans de nombreux pays d'Asie où le mouvement syndical est plus ancien. Ce problème est très vaste et complexe, c'est pourquoi nous nous arrêterons seulement à certains aspects généraux du mouvement syndical en Afrique.

Comme partout, en Afrique aussi, la naissance et l'essor de la classe ouvrière et, en conséquence, du mouvement syndical, sont étroitement liés aux conditions économiques et sociale. Malgré les grandes richesses de son sol et de son sous-sol, l'Afrique, par suite de l'exploitation coloniale féroce, dont elle a été l'objet, n'a pu développer son industrie ; son niveau économique et social est resté bas ; les forces productives s'y sont développées seulement dans les secteurs qui ont profité aux colonialistes, comme celui des mines, de l'extraction des matières premières, etc.

Un des principaux traits du développement de la classe ouvrière africaine, c'est que le rythme de sa création dans le cadre colonial a été lent. Etant une classe relativement jeune, elle a connu un faible essor au point de vue tant qualitatif que quantitatif. L'exploitation coloniale cruelle, ses répercussions sur la vie économique, l'oppression nationale et l'absence des libertés syndicales et démocratiques, constituent toujours de grands obstacles dans le processus de création et d'union de la classe ouvrière.

C'est dans ces conditions difficiles que vit le jour en Afrique le mouvement syndical qui, naturellement, n'a pas suivi la voie, les méthodes et le schéma classique des syndicats des pays développés. Toute interprétation du mouvement syndical, hors du contexte historique africain, serait erronée.

Le trait caractéristique fondamental du mouvement syndical africain est qu'il a dû, dès son origine, mener une lutte acharnée aussi bien contre l'exploitation colonialiste que pour la libération nationale, ces deux combats étant interdépendants. Le mouvement syndical, faisant partie intégrante des luttes de libération nationale, y a joué un rôle important, mais sa participation a changé en fonction de ses conditions et de sa maturité. Il s'est développé différemment dans les anciennes colonies françaises et au Maghreb, que dans les colonies britanniques ou portugaises. La lutte contre le colonialisme et l'impérialisme est avant tout, comme on le sait, une lutte des classes africaines opprimées contre la classe exploiteuse, représentée par la bourgeoisie des pays impérialistes. La participation du mouvement syndical progressiste à cette lutte a donné plus de poids à son caractère de classe. Luttant pour les revendications des travailleurs, pour les droits syndicaux et les libertés démocratiques, le mouvement syndical progressiste a rattaché ces

revendications à la lutte de libération nationale contre le système colonial et impérialiste, qui ne représente pas seulement le pouvoir politique et militaire, mais aussi le pouvoir économique. Ainsi, par exemple, la grève générale au Nigeria en 1945, celle de février 1957 en Algérie et d'autres encore, attestent les liens entre les revendications économiques et les revendications politiques, pour la libération nationale.

Sous la domination coloniale, les centrales syndicales des métropoles ont cherché dans de nombreux cas, à jouer un rôle paternaliste, en opposition avec les intérêts de la classe ouvrière et du mouvement syndical africain en formation. Ainsi, par exemple, dans les colonies britanniques, le TUC visait à donner au mouvement syndical un caractère purement économique et à le tenir à l'écart de la lutte de libération nationale considérant cette lutte comme une question qui ne concernait pas les syndicats. La CGT française, à son tour, fit obstacle à la création des centrales syndicales africaines indépendantes. Les dirigeants syndicaux africains qui participaient à différentes réunions internationales étaient obligatoirement considérés comme membres des délégations de la CGT et non comme des représentants de leur organisation syndicale. La suppression des unions locales de la CGT de Guinée, du Sénégal, etc., et la création, à leur place, de centrales syndicales autochtones, a été refusée par la CGT de France.

La situation syndicale en Afrique a complètement changé lorsque la plus grande partie des pays ont accédé à la liberté et à l'indépendance et que de ce fait, furent créées presque partout en Afrique des centrales syndicales nationales qui sont devenues une importante force dans la vie de leur pays. Le rôle du nouveau mouvement syndical progressiste africain dans la lutte contre l'impérialisme, le colonialisme et leurs agents, ainsi que contre toute autre forme d'oppression et d'exploitation a été très important et il doit être apprécié comme une contribution considérable au mouvement syndical mondial. Tout en soutenant les mesures des gouvernements progressistes contre l'impérialisme, pour la défense de l'indépendance et pour le développement de l'économie, pour la liquidation des survivances du colonialisme et pour barrer la voie au néocolonialisme, ces centrales ont demandé l'adoption de profondes réformes sociales : la nationalisation des entreprises monopolistes étrangères, la réforme agraire, la démocratisation de l'Etat, ainsi que des mesures législatives en faveur des travailleurs, etc.

Mais les impérialistes, comme les révisionnistes, dans leur course pour le partage du monde en zones d'influence s'efforcent d'exploiter l'Afrique aux fins de leur pénétration économique, politique et idéologique. Ils ont ainsi confié un rôle particulier à leurs centrales syndicales nationales et internationales, tels que la CISL et la FSM qui sont manipulées par eux et dépendent d'eux.

La CISL, et en particulier l'AFL-CIO, déploie une vaste activité de sape et de division à l'égard des centrales syndicales africaines. A Kampala (Ouganda) a fonctionné depuis longtemps le Collège Syndical Africain, au début de 1965 a été créé le Centre Afro-Américain du Travail, présidé par G. Meany, président de l'AFL-CIO. D'après son rapport, cette centrale a dépensé en 1972, un million de dollars pour la « formation des cadres africains ». L'AFL-CIO a dépensé en outre 54 000 dollars pour la construction de la Maison Syndicale à Nairobi (Kenya). A Tel-Aviv, a été créé l'Institut Afro-Asiatique des études syndicales et coopératives qui est subventionné par la CISL et l'OIT. Rien que pour la mise sur pied de cet Institut l'AFL-CIO avait dépensé 180 000 dollars. Le bulletin de la centrale syndicale d'Israël, Histadrout, dans son numéro de novembre 1970, informait que plus de 2 500 stagiaires, tous originaires des pays africains, ont fait leurs études à cet Institut, et que des dizaines de séminaires syndicaux ont été organisés.

Non moins active se montre la FSM qui par sa démagogie, l'aide matérielle qu'elle prodigue, les nombreux séminaires qu'elle organise pour la formation des cadres syndicaux, par

les contacts et les visites, ainsi que par d'autres formes cherche à frayer la voie au nouvel impérialisme soviétique, à pénétrer dans le mouvement syndical africain et à le diviser, en déployant des efforts intenses pour s'incorporer dans les rangs des centrales syndicales africaines. Profitant des difficultés temporaires que connaît le mouvement syndical africain, les dirigeants de la FSM, comme ceux de la CISL ou de l'AFL-CIO, s'évertuent par tous les moyens à empêcher et à saper son unité.

TROISIEME PARTIE — LES DOMAINES DE LA LUTTE ENTRE LES DEUX LIGNES OPPOSEES DANS LE MOUVEMENT SYNDICAL MONDIAL ET L'ATTITUDE DES UNIONS PROFESSIONNELLES D'ALBANIE

Chapitre I — Les courants antagonistes au sein de la FSM et l'activité des Unions Professionnelles d'Albanie

Depuis la naissance du mouvement syndical, en tant que centre de résistance contre la bourgeoisie, on a vu apparaître deux tendances contraires, deux lignes antagonistes, séparées l'une de l'autre par un fossé infranchissable : la ligne de classe qui défend et représente les intérêts du prolétariat, et la ligne réformiste qui exprime et défend les intérêts de la bourgeoisie.

Ces deux lignes reflètent deux attitudes diamétralement opposées. La lutte entre ces deux courants, comme par le passé, selon des périodes déterminées et en rapport avec la lutte de classes, tantôt s'aggrave tantôt s'atténue, mais elle ne s'éteint jamais. Ainsi la loi fondamentale dialectique de la lutte des contraires a opéré et opère toujours dans le mouvement syndical également, tant à l'échelle nationale qu'à l'échelle internationale.

La lutte acharnée entre ces deux lignes, menée dans les rangs de la classe ouvrière et hors d'elle, pour ses intérêts fondamentaux les plus vitaux apparaît dans l'attitude qu'adopte le mouvement ouvrier et syndical pour les problèmes clés qui préoccupent non seulement la classe ouvrière, mais toutes les autres couches. Cette lutte, qui met aujourd'hui aux prises les deux idéologies — le marxisme-léninisme et le révisionnisme moderne et tous les autres courants réformistes et opportunistes — englobe tous les problèmes de la théorie, de la pratique, de la stratégie et de la tactique du mouvement ouvrier et syndical mondial. La ligne de démarcation qui sépare ces deux lignes antagonistes devient de plus en plus nette dans tous les domaines.

La connaissance, l'interprétation et l'application réalistes et objectives de ces deux lignes revêtent une importance particulière non seulement théorique mais encore pratique pour la classe ouvrière et le mouvement syndical de classe ; cela leur permettra de devenir plus combatifs, de mieux s'orienter et de discerner leurs amis de leurs ennemis.

1) L'origine des divergences au sein de la FSM et son écart de la lutte de classes et anti-impérialiste.

Après l'accession au pouvoir en Union Soviétique du groupe révisionniste de N. Khrouchtchev et comme résultat de la grande pression exercée par les dirigeants syndicaux soviétiques sur la FSM, des vues opportunistes se firent également jour au sein de celle-ci qui, avec le temps, devinrent plus fréquentes et plus évidentes. Ainsi, une nouvelle plate-forme apparut dans la direction même de la FSM, qui au début était camouflée sous un voile de démagogie. Selon les révisionnistes, les changements dans la ligne de la FSM ont été prétendument faits pour lui permettre de s'adapter à la « situation concrète » et aux « nouvelles

conditions » de redresser quelques « déformations », etc. Le processus de transformation de la ligne générale de la FSM ne se fit pas d'un seul coup ; il évolua graduellement, passant des choses secondaires aux questions générales et fondamentales.

Les changements intervenus dans la FSM n'étaient ni isolés ni accidentels. Ils avaient trait directement à la nouvelle plateforme des révisionnistes khrouchtchéviens qui révisaient toute la ligne et la politique de l'Union Soviétique. Le fait est que l'on ne se trouvait pas en présence des erreurs d'une personne quelconque, ou d'une attitude tactique erronée, mais bien devant une nouvelle ligne de la FSM, une plate-forme idéologique et politique qui, surtout après le XX^e Congrès du PC de l'Union Soviétique, s'est cristallisée encore davantage. Voilà la raison pour laquelle la ligne générale et l'attitude de la FSM ont subi un tournant radical, dominé par un esprit opportuniste, réformiste et révisionniste. D'où les contradictions qui se sont manifestées au sein de la FSM. Et c'est justement pour cela que sa direction, et en particulier les dirigeants des syndicats soviétiques, sont directement responsables devant la classe ouvrière et le mouvement syndical international de la situation créée, de l'atteinte portée à l'unité et de la scission qui s'est produite dans les rangs de la FSM.

Dès la réunion de la X^e session du Conseil Général de la FSM au début de juin 1960, les révisionnistes tentèrent d'imposer leurs points de vue, selon lesquels la FSM ne devait plus attaquer dans ses documents l'impérialisme américain et son chef, Eisenhower, mais qu'elle devait approuver le prétendu « Esprit du Camp David », etc. De même, les révisionnistes, et en premier lieu les révisionnistes soviétiques, exposèrent à la réunion du Conseil Général leurs thèses et leurs vues opportunistes et révisionnistes sur les problèmes cardinaux, comme celui de l'attitude à adopter à l'égard de l'impérialisme américain, de la coexistence pacifique, etc.

Cette nouvelle plate-forme syndicale fut soumise à discussion à la réunion du Bureau Exécutif de la FSM en novembre 1961 à Moscou, qui examina le rapport et les documents qui allaient être présentés au V^e Congrès de la FSM. Le président de la FSM, A. Novella, qui était également chef de la délégation de la CGIL, s'efforça de bouleverser le document-programme de la FSM « Projet de Programme de l'Action Syndicale à l'étape actuelle pour la défense des intérêts et des droits des travailleurs » qui allait être soumis à l'approbation du Congrès.

Selon A. Novella, il y avait « trop d'esprit de parti » dans le projet de programme, c'est pourquoi il en proposa la réélaboration sur une base nouvelle, acceptable aussi par les syndicats non adhérents à la FSM. Dans le projet concret qu'il présenta, il était proposé entre autres de ne pas mentionner directement l'impérialisme américain, d'accorder, pour le maintien de la paix, une grande importance aux contacts et aux négociations, surtout à ceux entre les chefs de gouvernements, de formuler la thèse du passage du capitalisme au socialisme par « la réorganisation de la structure ». Ce sont ces mêmes vues opportunistes et réformistes qu'il présenta également en ce qui concerne le problème de l'unité syndicale. Derrière le projet de A. Novella se cachaient les révisionnistes soviétiques. C'est justement pour cette raison que ces thèses furent aussi adoptées par l'ancien président des Syndicats soviétiques V. Grichine, qui fit pression pour que dans le Projet de programme et dans le rapport du V^e Congrès de la FSM fussent également insérées les thèses du XXII^e Congrès du Parti Communiste de l'Union Soviétique et son programme. Les dirigeants syndicaux révisionnistes n'obtinrent pas les résultats escomptés au V^e Congrès de la FSM ; ils furent obligés d'approuver le Programme de l'Action Syndicale.

Ce programme était un important document, et son adoption fut une victoire pour le mouvement syndical. Il était, dans son ensemble, imprégné d'un esprit de classe anti-impérialiste, aussi bien dans l'analyse de la situation internationale que dans la définition du rôle et des tâches

du mouvement syndical. Mais les événements prouvèrent qu'il ne fut pas appliqué par la direction révisionniste de la FSM qui, bien que parlant au nom du Programme de l'Action Syndicale, le transgressa pratiquement elle-même en lui donnant une interprétation arbitraire, opportuniste.

Les révisionnistes soviétiques visaient à faire en sorte que les travaux du V^e Congrès de la FSM servent d'une part à créer l' « unité » et une tête de pont avec les dirigeants des organisations syndicales opportunistes et réformistes et, d'autre part, à attaquer et à diffamer les organisations syndicales de classe qui étaient membres de la FSM. Tel fut aussi le but du discours que N. Khrouchtchev prononça à ce Congrès. Dans son éditorial consacré à l'ouverture du V^e Congrès Syndical Mondial, la « Pravda » du 4 décembre 1961, ne mentionnant nullement la lutte que devaient mener les syndicats contre l'impérialisme, faisait appel à la lutte contre « le dogmatisme et le sectarisme » dans le mouvement syndical international, qui, selon elle, étaient le principal obstacle à son unité.

La période qui a suivi le V^e Congrès de la FSM a été caractérisée par un nouvel abandon de la plateforme de classe et anti-impérialiste de la part des dirigeants de la FSM, par un engagement encore plus poussé dans la voie de l'opportunisme et du réformisme et par une absolue soumission à la ligne révisionniste de l'Union Soviétique. Cet état de choses eut pour résultat l'apparition de deux lignes opposées antagonistes au sein de la FSM, des lignes qui allaient se cristalliser et se concrétiser : d'une part, celle de la collaboration de classe, de la renonciation à la lutte anti-impérialiste du prolétariat et des syndicats, défendue par les révisionnistes modernes, avec à leur tête les dirigeants des syndicats soviétiques, et, d'autre part, la ligne de classe, anti-impérialiste, défendue avec fidélité et conséquence par les Unions Professionnelles d'Albanie, les Syndicats de Chine et par d'autres organisations syndicales progressistes.

2) Les Unions Professionnelles d'Albanie - détachement d'avant-garde dans le mouvement syndical mondial.

La classe ouvrière d'Albanie, dans le passé également, bien que petite en nombre, a lutté pour ses droits, et malgré les grandes difficultés, elle réussit à former dans quelques villes et pour certaines professions les premières organisations ouvrières, qui par leur activité aidèrent graduellement à la trempe de la conscience de classe. Mais la lutte de la classe ouvrière et son organisation connurent un stade nouveau, plus élevé, surtout après l'occupation de l'Albanie par l'Italie fasciste le 7 avril 1939.

Lorsque l'Albanie fut libérée de l'occupation nazi-fasciste, et que les classes exploiteuses furent renversées, dans des conditions historiques tout à fait nouvelles, naquirent les Unions Professionnelles d'Albanie (UPA). Elles furent fondées le 11 février 1945 sur l'initiative et sous la direction du Parti Communiste d'Albanie (aujourd'hui le Parti du Travail d'Albanie) et du camarade Enver Hoxha, dirigeant du Parti et du peuple albanais.

Les UPA devinrent membres de la FSM depuis sa fondation. Leur activité au sein de celle-ci peut être divisée en trois périodes principales, dont chacune a ses propres traits.

Première période

C'est la période où la FSM se tenait sur des positions de classe et anti-impérialistes. Les UPA luttèrent ainsi de façon conséquente pour la mise en œuvre du programme de la FSM et soutenaient activement les diverses actions qu'elle entreprenait. Lors de la scission provoquée en 1949 au sein de la FSM par les dirigeants réformistes, la classe ouvrière d'Albanie et ses unions professionnelles ne manquèrent pas de condamner et de dénoncer les scissionnistes réformistes.

Elles approuvèrent également la juste attitude de la FSM lorsque celle-ci dénonça en 1950 la direction des syndicats révisionnistes yougoslaves pour avoir déployé « des activités fractionnelles ». Le temps a pleinement confirmé la justesse de ces positions de principe.

Deuxième période

Elle commence depuis l'année 1960 lorsque la direction de la FSM s'écarta graduellement de sa ligne de classe et anti-impérialiste, en déviant, poursuivant et mettant en œuvre une ligne nouvelle, opportuniste : la ligne générale des révisionnistes khrouchtchéviens.

A ce moment-là les Unions Professionnelles d'Albanie déployèrent une grande activité au sein de la FSM afin que celle-ci revienne à ses positions antérieures, qu'elle corrige les erreurs commises et qu'elle prenne des mesures pour qu'elles ne soient plus renouvelées, pour que les controverses et les contradictions soient réglées dans l'esprit de classe et de camaraderie, par une confrontation ouverte et sincère des vues et des positions, par une polémique de principe et constructive. En agissant ainsi, les UPA remplissaient leur devoir internationaliste envers la classe ouvrière et le mouvement syndical international, pour la défense de l'unité de classe anti-impérialiste.

Les UPA ont mené une lutte intransigeante en s'en tenant au principe que pour les questions ayant un caractère de principe il n'y a et ne peut y avoir de voie « intermédiaire », et que l'on ne peut surmonter les contradictions en les voilant, mais en les découvrant et en les combattant.

A toutes les réunions syndicales internationales, à toutes celles de la FSM et des Unions Internationales des Syndicats (UIS), les représentants de la classe ouvrière d'Albanie, de Chine, tout comme les autres forces syndicales de classe, ont lutté avec conséquence pour que tous les documents, toutes les décisions et résolutions fussent imprégnés de l'esprit de classe et anti-impérialiste, qu'ils servent directement la lutte du prolétariat. Ils ont participé activement à la discussion des problèmes fondamentaux aux différentes réunions des organes de la FSM et de ses UIS, en s'opposant aux vues opportunistes des dirigeants révisionnistes de la FSM et en avançant des propositions concrètes et constructives.

Le Conseil Central des UPA a fait d'importantes propositions sur une série de documents fondamentaux de la FSM et de ses UIS ; ainsi, des observations et des propositions concrètes ont été faites à la IV^e Conférence Internationale des Mineurs, tenue en 1964, à propos de son projet de Statuts, à la II^e Conférence Syndicale Internationale relative aux problèmes des travailleuses réunie la même année pour discuter du projet de Charte sur les droits économiques et sociaux des travailleuses. Des propositions d'amendement ont aussi été présentées à la commission de révision des Statuts de la FSM ainsi que pour le règlement du Comité Syndical Mondial de consultation et d'unité d'action antimonopoliste, etc.

Ces propositions concrètes se sont heurtées à la résistance des révisionnistes modernes, conduits par les révisionnistes soviétiques, qui de diverses manières, tantôt par la pression ou la contrainte, tantôt par la démagogie, se sont efforcés — pas toujours avec succès — de les remplacer ou de les écarter.

Lors de ces réunions, la lutte entre les deux lignes opposées a été acharnée. Elle a porté sur les questions fondamentales du mouvement ouvrier et syndical, sur les problèmes de la guerre et de la paix, de la coexistence pacifique, des luttes de libération nationale, sur les formes de luttes et les objectifs des travailleurs dans les pays capitalistes, sur l'unité du mouvement syndical mondial, etc.

Dès le V^e Congrès de la FSM en 1961, la délégation des UPA s'est opposée aux points de vues révisionnistes sur un grand nombre de questions fondamentales. Elle a rejeté la variante

révisionniste qui préconisait de remplacer la lutte contre l'impérialisme par la lutte économique contre les monopoles. Dénonçant la politique agressive de l'impérialisme américain comme un grand danger pour la classe ouvrière et le mouvement syndical, le chef de la délégation des UPA déclarait : « *Notre délégation est d'avis que le danger qu'il [l'impérialisme américain - note de l'auteur] représente pour les travailleurs et les peuples, pour la paix dans le monde, peut être évité et la paix peut être sauvegardée seulement en dénonçant sans merci son caractère agressif et sa démagogie, ses complots et toute la politique d'oppression et d'exploitation... (1)* »

A la XIII^e session du Conseil Général de la FSM, qui s'est tenue à Budapest en octobre 1964, lors de la présentation des thèses qui allaient servir de base à la préparation du VI^e Congrès de la FSM, la délégation des UPA exposa, arguments à l'appui, ses vues sur les problèmes essentiels, et rejeta le rapport présenté par le Comité Exécutif de la FSM « *en tant que document révisionniste qui ne répond pas aux intérêts de la classe ouvrière et du mouvement syndical de classe anti-impérialiste* ». Dénonçant la ligne générale capitularde de la FSM, la délégation des UPA soulignait : « *Les dirigeants syndicaux soviétiques sont devenus les animateurs de cette orientation dangereuse et néfaste pour saper l'unité de la FSM. Dans le but de réaliser les objectifs de la politique anti-ouvrière qu'on les a chargés de pratiquer dans notre organisation, ils s'efforcent de détourner la FSM de sa ligne traditionnelle de la lutte de classes et anti-impérialiste, pour lui imposer leur politique de soumission à l'impérialisme (2)*. »

Lorsque la direction de la FSM se plaça totalement sous la dépendance politique et idéologique des révisionnistes modernes soviétiques et suivit strictement leur ligne générale capitularde, elle perdit son indépendance et adopta des documents et une attitude qui concordaient pleinement avec les vues des révisionnistes soviétiques. Telle fut, par exemple, l'approbation par la direction de la FSM du « *Traité de Moscou sur l'arrêt partiel des essais d'armes nucléaires* ». Avant même la discussion de ce problème si important et de toute décision sur son sujet, le secrétaire général de la FSM par une déclaration faite au lendemain même de la signature de ce Traité, considérait cet accord comme « *un pas vers la détente internationale, vers la création d'un climat de coexistence pacifique...* ».

Le Conseil Central des UPA, dans sa déclaration du 21 août 1963, relative au Traité de Moscou sur l'arrêt partiel des essais d'armes nucléaires, exprimait son point de vue et rejetait ce traité. « *Le traité de Moscou, soulignait la déclaration, constitue un nouveau complot dangereux impérialiste révisionniste contre le camp socialiste, les peuples épris de liberté et contre la paix dans le monde, un piège diabolique tendu aux forces pacifiques, qui ne profite qu'à l'impérialisme américain.* » Le Conseil Central condamnait aussi la déclaration du Secrétaire général de la FSM, qui approuvait et soutenait ce Traité trompeur. « *Cette déclaration, était-il dit plus loin, ne répond pas à la juste ligne de la FSM, à son orientation de classe et anti-impérialiste et elle est en opposition à l'esprit du Programme d'action syndical (3)*. »

Par sa déclaration du 17 septembre 1963 le secrétariat de la FSM conséquent dans ses positions scissionnistes, non seulement approuvait entièrement le Traité de Moscou, mais attaquait par ailleurs publiquement et sans aucune base les syndicats chinois, considérant leur position comme « *profondément erronée* ».

Dans sa lettre du 13 décembre 1963 adressée à la FSM, le Conseil Central des UPA condamnait une fois de plus le Traité de Moscou et dénonçait l'esprit de scission de la direction de la FSM. On n'y lisait notamment : « *Nous sommes également inquiétés par le fait que, à un moment où l'on s'attache à éviter toute critique ou dénonciation publique des dirigeants réactionnaires de la CISL ou des dirigeants des syndicats yougoslaves qui déploient une activité de sape contre la FSM et l'unité du mouvement syndical international, on s'attaque avec désinvolture et publiquement aux organisations syndicales membres de la FSM. De tels actes ne*

contribuent pas à la sauvegarde de l'unité parmi les rangs de la FSM et créent des dangers sérieux... (4). »

De même, le message de félicitations que le secrétaire général de la FSM adressait à N. Khrouchtchev à l'occasion de son 70^e anniversaire, où l'on glorifiait son activité traîtresse était un autre acte de scission et un défi lancé aux forces syndicales saines qui combattaient dans la FSM. Le Conseil Central des UPA, dans sa lettre du 28 mai 1964 adressée à la FSM renvoyait ce message et dénonçait l'activité de trahison et de scission de Khrouchtchev, ainsi que son attitude hostile à l'égard de l'Albanie. *« Les Unions Professionnelles d'Albanie, disait la lettre, ont plus d'une fois appelé à renoncer aux actes portant atteinte à l'autorité de la FSM et compromettant son unité. Mais apparemment, certains milieux dans la direction de la FSM ne veulent pas s'en tenir à la raison et à la voie juste, assumant ainsi une lourde responsabilité devant les travailleurs et les syndicats affiliés à la FSM (5). »*

Les dirigeants syndicaux soviétiques, en tant que patrons de la FSM, ne pouvant, faute d'arguments, s'en prendre ouvertement aux UPA, entreprirent contre elles et leurs délégations de nombreux actes de discrimination, des mesures arbitraires et restrictives, ils adoptèrent une attitude arrogante et indigne, et ourdirent calomnies et intrigues.

L'acte de scission des dirigeants syndicaux soviétiques, qui se mirent à attaquer ouvertement par la presse et par la radio la classe ouvrière et les UPA, fut suivi de ceux de la FSM qui s'efforcèrent, par des chantages, des pressions et toutes sortes de menaces, de soumettre les UPA qui s'en tenaient fidèlement aux principes établis. La direction de la FSM après 1962, ne fit plus publier dans ses organes de propagande aucune information sur le travail et la vie de la classe ouvrière albanaise, bien qu'elle disposât d'une riche documentation. Elle alla jusqu'à ne pas faire figurer l'Albanie parmi les pays socialistes dans les documents de la XIII^e session du Conseil Général de la FSM.

Cette ligne discriminatoire de la FSM, dénotant l'état d'esprit qui y régnait, fut également suivie par les UIS. C'est ainsi qu'à la Conférence Internationale du Bâtiment qui se tint en 1963, on fit l'impossible pour nier aux UPA le droit de membre, et seule la délégation des UPA ne fut pas invitée au présidium de la conférence. De même, le drapeau albanais ne fut pas arboré. A la Conférence Syndicale Internationale relative aux problèmes des travailleuses, tenue à Bucarest en 1964, la délégation des UPA a été délibérément rayée de la liste de la sous-commission du projet de Charte, bien que ses membres fussent déjà agréés par la conférence et que la délégation albanaise y eut présenté son propre projet d'amendements. A la Conférence Internationale des Mineurs à Moscou, en 1964, on avait déformé le texte du discours de la délégation des UPA dans sa traduction du français en russe, etc.

Nombreux furent les actes discriminatoires et les pressions des dirigeants de la FSM à l'égard des UPA, mais ils ne réussirent pas à briser leur volonté de combattre jusqu'au bout la trahison des révisionnistes.

« Nous devons déclarer, a dit la délégation des UPA à la XIII^e session du Conseil Général, que, après que le groupe révisionniste de N. Khrouchtchev a attaqué publiquement la RP d'Albanie et après qu'il s'est livré à une activité furieuse contre notre pays, certains dirigeants de la FSM ont changé d'attitude envers les UPA. En opposition avec les normes de la morale prolétarienne, une partie des dirigeants de la FSM a donné son approbation aux mesures hostiles anti-socialistes contre la RP d'Albanie pour la seule raison qu'elle ne se soumet pas à leur diktat (6). »

Troisième période

Elle commence avec le VI^e Congrès Syndical Mondial qui se tint en octobre 1965 à Varsovie. Cette période se caractérise par la mainmise totale des dirigeants syndicaux soviétiques sur la direction de la FSM, et par l'emploi sans réserve de méthodes anti-démocratiques.

Lors des préparatifs au VI^e Congrès de la FSM, le Conseil Central des UPA, après avoir pris connaissance des matériaux et des documents concernant les travaux du Congrès, exposa préalablement son opinion sur les problèmes qui allaient être discutés au Congrès, présenta ses propositions concrètes sur l'ordre du jour, ainsi que ses préoccupations sur le déroulement des travaux. Dans la lettre du 1^{er} septembre 1965 que le Conseil Central des UPA faisait parvenir, à cette occasion, au Secrétaire général de la FSM, il était dit entre autres : « *Le Conseil Central des UPA constate avec regret que l'ordre du jour du Congrès, ses documents de base pour sa préparation et son déroulement suivent une ligne erronée contraire au Programme de l'action syndicale et que certains dirigeants de la FSM l'ont adoptée et appliquée après le V^e Congrès Syndical Mondial, et que malgré l'opposition résolue et argumentée de nombreuses organisations nationales affiliées à la FSM, ils l'ont imposée à la XIII^e session de son Conseil Général. La poursuite de cette ligne erronée qui renonce aux principes de la lutte de classes anti-impérialiste des travailleurs et des syndicats progressistes du monde, loin de pouvoir en aucune façon garantir le succès des travaux du Congrès, portera au contraire une atteinte à l'unité du mouvement syndical international, au prestige de la FSM, à son existence et à son action (7).* » En fait, les préoccupations des UPA se révélèrent pleinement fondées lors des travaux du VI^e Congrès de la FSM. Les contradictions fondamentales entre les deux lignes opposées au sein de la FSM s'approfondirent davantage à la réunion de la XIV^e session du Conseil Général, et surtout au VI^e Congrès convoqué sitôt après. La direction révisionniste ayant violé d'une façon flagrante la démocratie ouvrière à la XIV^e session du Conseil Général de la FSM, la délégation des UPA, abordant la question du projet de règlement des travaux du VI^e Congrès, déclara : « *...Il est donc indispensable de garantir à toute délégation le droit d'exprimer librement ses opinions, d'émettre chaque fois qu'elle le juge nécessaire les points de vue de l'organisation qu'elle représente, que ces opinions ou points de vue plaisent ou non à l'un ou à l'autre* », et elle proposa que le paragraphe suivant y fut ajouté : « *Il est catégoriquement interdit d'interrompre le délégué qui intervient aux séances plénières du Congrès. Le Présidium garantit l'ordre et le calme durant les travaux et adopte des mesures pour interdire les bruits, les cris, l'interruption de la transmission et d'autres actes entravant la libre expression de l'opinion (8).* »

Cette proposition n'a pas été adoptée, du fait qu'elle était en contradiction ouverte avec le comportement en patron des révisionnistes soviétiques à la FSM. Les représentants de la classe ouvrière d'Albanie, aux séances plénières du Congrès comme à ses commissions, déployèrent une vaste activité pour mettre en lumière l'origine des contradictions au sein de la FSM et dénoncèrent, faits et arguments à l'appui, la démagogie et la trahison des dirigeants syndicaux révisionnistes, présidés par les révisionnistes soviétiques. Le chef de la délégation des UPA, a déclaré au VI^e Congrès de la FSM : « *Tout le monde sait qu'il y a au sein de la FSM des contradictions de principe. Il est inutile et nuisible pour la cause des travailleurs de les dissimuler, il faut, comme il a été déjà dit, montrer leurs sources... La source de ces contradictions réside dans l'application par certains dirigeants de la FSM d'une ligne erronée, dictée par les dirigeants syndicaux soviétiques, ce qui aboutit aussi à la violation des principes de démocratie, d'égalité, etc. (9).* » Considérant la question de la révision des Statuts de la FSM, que devait discuter le VI^e Congrès Syndical Mondial comme un grand problème de principe et fondamental, le Conseil Central des UPA a envoyé à la Commission de révision des Statuts auprès de la FSM ses observations et un projet d'amendement très détaillé. « *D'après notre point de vue, déclarait le représentant des UPA au VI^e Congrès, les changements dans les Statuts doivent montrer clairement que la FSM est une organisation de classe des travailleurs et fait partie intégrante du mouvement général de*

libération du prolétariat ; elle ne peut pas être détachée de ce mouvement. » Rappelant les contradictions surgies au sujet de cette question, il disait que : « Les difficultés rencontrées reflètent les deux lignes qui s'opposent au sein de la FSM et les positions profondément différentes en ce qui concerne la définition du caractère, des buts, des méthodes et des objectifs de la FSM (10). »

Le VI^e Congrès de la FSM tint ses assises sous le contrôle des chefs syndicaux soviétiques qui, se servant de leurs instruments, violèrent les normes les plus élémentaires de la démocratie ouvrière et syndicale. Craignant que la confrontation ouverte avec les forces syndicales de classe ne révélât leur trahison, ils se livrèrent furieusement à des calomnies, à des attaques et à des provocations indignes, allant jusqu'à interrompre les micros, à refuser la parole à certains, à organiser toutes sortes de bruits, à battre des pieds, à lancer des insultes, à hurler, à proférer des menaces et recourant encore à pas mal d'autres pratiques antidémocratiques pendant les séances de travail. Et tout cela pour empêcher la délégation des UPA, celle de la Chine et les autres délégations syndicales de classe d'exprimer librement leurs points de vue, pour faire taire la voix de la vérité. Les dirigeants révisionnistes de la FSM sont allés jusqu'à déformer et à falsifier dans le rapport officiel du VI^e Congrès de la FSM le discours de la délégation des UPA, attribuant au représentant albanais des paroles inventées de toutes pièces (11). L'insolence de la direction révisionniste de la FSM atteignit son comble aux travaux de la XVI^e session du Conseil Général de la FSM qui s'est tenue en décembre 1966 à Sofia où, sous le diktat des dirigeants syndicaux soviétiques fut imposée aux participants la décision arbitraire de priver la délégation chinoise du droit de participer aux travaux de ladite session.

Les délégations des UPA, des centrales syndicales de la RD du Vietnam, du Sud-Vietnam, de Ceylan, d'Indonésie, etc., se prononcèrent contre cet acte de scission et pour son annulation. Lorsque la délégation des UPA se leva pour exprimer son opinion, elle se vit refuser net le droit de parole, et l'on tint à son égard des propos injurieux allant jusqu'à la violence physique de la police secrète bulgare qui arracha de force du microphone la délégation des UPA. La délégation des UPA à la XVI^e session du Conseil Général de la FSM, dans une déclaration de presse qualifiait la violence policière envers elle et l'expulsion de la délégation chinoise d'« *acte typiquement fasciste sans précédent dans l'histoire du mouvement syndical mondial, de grave provocation politique et de mine posée à la FSM par les révisionnistes khrouchtchéviens et leurs acolytes (12)*».

Faisant le point des travaux de la XIV^e session du Conseil Général de la FSM, L. Saillant déclarait au sujet de cet ignoble acte de scission : « *Cette décision, il fallait la prendre au nom des principes fondamentaux de la solidarité ouvrière internationale et de la morale prolétarienne (13).* »

Dans la nouvelle situation ainsi créée où les dirigeants syndicaux révisionnistes contrôlaient et manipulaient à leur guise les réunions de la FSM et de ses organismes, où cette fédération était devenue un appendice de la politique soviétique, où les normes les plus élémentaires de la démocratie syndicale étaient violées sans le moindre scrupule et où le cours normal des réunions ne pouvait plus être assuré, où la voix des organisations syndicales de classe était étouffée, quand donc il n'existait plus aucune possibilité de lutter de l'intérieur, les UPA cessèrent de participer aux réunions de la FSM, mais elles n'en continuèrent pas moins leur lutte en dehors de cette organisation.

L'agression armée lancée contre la Tchécoslovaquie par les révisionnistes soviétiques et leurs satellites apporta la confusion et le désarroi dans les rangs de la FSM. Et à cette occasion les contradictions qui la rongeaient ne manquèrent pas d'éclater. Quelques-uns de ses dirigeants, sous la pression de l'opinion publique mondiale, se virent obligés dans un premier temps pour des

raisons tactiques, de « condamner » l'invasion, mais en des termes « mesurés » dans un document incomplet ; peu après toutefois, ils se rétractèrent et l'appuyèrent totalement. Sous le diktat des dirigeants syndicaux soviétiques, de nombreuses réunions secrètes se tinrent au sein de la FSM ; les dirigeants de la CGT de France et ceux de la CGIL furent successivement convoqués à Moscou pour répondre de leur « rébellion ». Dans ces conditions difficiles et qui leur étaient peu favorables, les révisionnistes renvoyèrent « sine die » la XVIII^e session du Conseil Général de la FSM, qui devait se tenir le 5 octobre 1968. En rapport avec cette situation, le VII^e Congrès de la FSM procéda en 1969 à quelques « épurations » parmi les membres de sa direction. Ainsi les révisionnistes soviétiques limogèrent pour son acte de « rébellion » le secrétaire général de la FSM, L. Saillant, qui détenait ces fonctions depuis sa fondation et lui confèrent le titre de « président d'honneur ». Cette relève de la garde fut motivée par l'argument grossier selon lequel « *la vie est dure et nous devons tenir compte qu'à la fin de notre vie nos forces diminuent... Il n'a plus de forces pour le poste de Président (sic) (14)* ». Mais après un certain temps, L. Saillant fut élu secrétaire confédéral de la CGT. Les UPA condamnèrent aussitôt l'agression de type fasciste contre la Tchécoslovaquie comme « un acte odieux de violence impérialiste », comme « un crime monstrueux ». Par une lettre adressée à la FSM, elles demandèrent qu'à l'ordre du jour de la XVIII^e session du Conseil Général, qui allait se tenir à Berlin le 16 décembre 1968, fût ajouté un autre point ainsi formulé : « *Condamnation de l'agression des forces armées de l'Union Soviétique et des quatre autres pays du Pacte de Varsovie contre la RS de Tchécoslovaquie et le soutien à apporter à la classe ouvrière et au peuple tchécoslovaque dans leur lutte pour conquérir la liberté et l'indépendance nationale (15)*. »

Contrairement aux Statuts de la FSM cette proposition ne fut même pas rapportée au Conseil Général. Dans la déclaration de presse que le Conseil Central des UPA fit publier à cette occasion, on lisait notamment : « *Ce fait confirme ce que le Conseil Central des UPA a maintes fois exprimé ces dernières années, à savoir que la FSM est devenue un instrument docile des dirigeants révisionnistes des syndicats soviétiques, et que toute son activité est totalement soumise au diktat soviétique (16)*. »

Au cours des deux dernières périodes, la tactique des révisionnistes au sein de la FSM se modifie selon les conditions et la conjoncture générale politique. Dans l'ensemble, ils ont cherché à dissimuler les contradictions au sein de la FSM pour éviter par tous les moyens la polémique ouverte, la confrontation des idées. Et cela a été fait sous le mot d'ordre démagogique de l'unité et de l'examen des choses qui soi-disant « nous unissent », « nous rapprochent ». Ils ont voulu créer l'impression fallacieuse que même si parfois des contradictions se manifestent, le « temps y remédiera ».

Au début, ils se sont évertués à faire admettre leurs thèses sans bruit, sans s'exposer eux-mêmes, mais en se servant de prête-noms ; cette tactique cependant ne fut pas de longue durée. Après le XXII^e Congrès du Parti Communiste de l'Union Soviétique, les révisionnistes soviétiques sont brutalement intervenus pour faire adopter leur plate-forme par la FSM. A cette fin ils déployèrent une activité intense auprès des délégations syndicales des divers pays. Une attention particulière a été portée aux choix des délégués « zélés » qui soutenaient les thèses révisionnistes et attaquaient les organisations syndicales de classe. A leur intention des visites et des tournées étaient organisées en Union Soviétique et dans les autres pays révisionnistes.

Après la chute de Khrouchtchev, changea aussi leur tactique. Pendant un certain temps, les révisionnistes s'efforcèrent de se montrer « plus conciliants » ; aux réunions ou dans les documents ils ne faisaient plus mention d'arguments déjà dénoncés, comme la crise des Caraïbes, le Traité de Moscou, etc., pour créer l'impression que quelque chose allait se produire, que les contradictions dans les rangs de la FSM seraient surmontées, que les divergences étaient «

subjectives » et n'engageaient pas les principes. Cette démagogie subtile avait pour but de créer l'illusion que même au sein de la FSM les choses allaient changer. Cette petite pause permit aux révisionnistes de regrouper leurs forces pour déclencher plus tard des attaques encore plus furieuses.

A la tactique des révisionnistes en vue de dissimuler les divergences de principe et l'existence de deux lignes opposées au sein de la FSM, ainsi qu'à leurs efforts pour faire en sorte que les réunions de la FSM se déroulent « sans heurts », les UPA ont répondu par la polémique ouverte, dénonçant, faits à l'appui, les révisionnistes soviétiques comme des responsables de la scission, des démagogues qui couvrent par des paroles leur activité prétendument « anti-impérialiste », alors qu'en réalité ils se sont mis entièrement au service de l'impérialisme. Les Unions Professionnelles d'Albanie, guidées par le Parti du Travail d'Albanie, ont toujours mené, dans l'esprit de l'internationalisme prolétarien et de la solidarité ouvrière, une lutte de principe implacable et intransigeante contre l'opportunisme, le réformisme et le révisionnisme, aussi bien à l'intérieur de la FSM qu'en dehors d'elle, pour défendre les intérêts vitaux de la classe ouvrière et des travailleurs, ainsi que les principes de la lutte de classes et anti-impérialiste dans le mouvement syndical mondial.

Notes :

- (1) FSM « V^e Congrès Syndical Mondial », Rapport des travaux, Moscou, 1961, p. 732.
- (2) Fonds des Archives du Conseil Central des UPA, 1964.
- (3) Fonds des Archives du Conseil Central des UPA, 1963.
- (4) Fonds des Archives du Conseil Central des UPA, 1963.
- (5) Fonds des Archives du Conseil Central des UPA, 1964.
- (6) Fonds des Archives du Conseil Central des UPA, 1964.
- (7) Fonds des Archives du Conseil Central des UPA, 1965.
- (8) FSM, « VI^e Congrès Syndical Mondial », Varsovie, octobre 1965, p. 51.
- (9) Ibidem., p. 475.
- (10) Ibidem., p. 769.
- (11) Ibidem., p. 870.
- (12) Fonds des Archives du Conseil Central des UPA, 1966.
- (13) « La FSM devant ses responsabilités », Sofia, 1966, p. 81.
- (14) FSM « VII^e Congrès Syndical Mondial », Budapest, 1969, p. 879.
- (15) Fonds des Archives du Conseil Central des UPA, 1968.
- (16) Fonds des Archives du Conseil Central des UPA, 1968.

Chapitre II — Le mouvement syndical — composante du front de classe et anti-impérialiste

Une longue lutte de principe a été menée au sein du mouvement ouvrier et syndical depuis la fin du XIX^e siècle sur le caractère de ce mouvement, son rôle, ses tâches et sur le rapport qui doit exister entre les syndicats et les partis politiques de la classe ouvrière.

Comme partout ailleurs, dans ce domaine si important, hier comme aujourd'hui, on est en présence de deux tendances qui s'affrontent, de deux positions diamétralement opposées entre lesquelles une grande lutte de principe se développe de nos jours encore.

D'une part, la ligne opportuniste, réformiste et révisionniste qui admet le système capitaliste et la collaboration de classe, qui demande que le mouvement syndical soit maintenu à l'écart et isolé du mouvement général politique du prolétariat pour la libération nationale et

sociale, qu'il n'intervienne pas dans le règlement des grands problèmes de l'heure, qu'il demeure un mouvement social réformiste et se contente de lutter pour des revendications économiques immédiates, et que, dans le cadre de la légalité du système bourgeois, il se soumette à la bourgeoisie et devienne un appendice et une composante du système capitaliste.

D'autre part, la ligne de classe anti-impérialiste et révolutionnaire, qui exige que le mouvement syndical devienne un centre de résistance et d'organisation contre l'exploitation capitaliste, un levier pour la libération définitive de la classe ouvrière et une école de la lutte de classes du prolétariat, une partie du front révolutionnaire général, une importante force dans la lutte pour l'abolition de l'exploitation capitaliste, pour la défaite de la bourgeoisie et pour la victoire du socialisme.

Les principaux domaines où s'affrontent ces deux lignes antagonistes ont trait essentiellement aux objectifs, aux points de vue et aux positions de la classe ouvrière et du mouvement syndical, ainsi qu'aux voies qu'elles doivent suivre. Une grande lutte idéologique est menée continuellement sur le plan syndical aussi entre ces deux lignes contraires sur les problèmes fondamentaux de ce mouvement. Jetons un regard sur certains de ces domaines.

1) De la lutte économique dans le mouvement syndical.

Un important aspect du réformisme et du révisionnisme dans le domaine syndical consiste dans leur intention de limiter le mouvement syndical à une stricte activité de revendications économiques immédiates de la classe ouvrière.

« *Nous voulons engager des négociations, a dit le secrétaire général de la CGIL, les mener jusqu'au bout, nous voulons savoir si les négociations dans la fabrique sont possibles, à quel point on est disposé à nous accorder un meilleur salaire, un horaire de travail plus convenable, et ainsi de suite. Nous ne voulons que le règlement de ces problèmes. Une fois la convention collective de travail conclue, la lutte aussi prendra fin (1).* » C'est là une attitude typiquement trade-unioniste.

Les intérêts de classe de la bourgeoisie aussi exigent que les syndicats soient de simples instruments de la lutte économique de la classe ouvrière et qu'ils restent une organisation dans le sens strict du terme, dont le principal but soit l'accord d'en haut avec le patronat pour définir les conditions de vente de la main-d'œuvre.

Les révisionnistes comme les réformistes dans le mouvement syndical en préconisant « la lutte syndicale pure » donnent la primauté aux revendications économiques immédiates, ils renoncent à la lutte et aux actions politiques de la classe ouvrière contre la bourgeoisie et l'impérialisme. Ils cherchent ainsi à détourner intentionnellement le mouvement syndical de classe du mouvement général politique du prolétariat, de la solution des grands problèmes politiques et sociaux.

La direction révisionniste de la FSM a fait siens ces principes et elle s'est efforcée par tous les moyens, dans les réunions internationales, dans la presse et ailleurs, d'acheminer le mouvement syndical dans la voie du réformisme et du trade-unionisme. Voici ce qu'on peut lire dans les conclusions de la réunion du Conseil Général de la FSM en décembre 1968 : « *Accentuer le caractère syndical de la FSM c'est donc, d'un côté, attacher plus d'attention aux questions professionnelles, aux revendications, aux activités qui sont la raison d'être des syndicats... (2).* » La lutte économique, dirigée par les organisations syndicales, a, certes, son importance, elle est une des formes connues de la lutte de classes, mais le mouvement syndical de classe ne doit jamais dissocier les revendications économiques et sociales des ouvriers des revendications

politiques, car celles-là ne peuvent être satisfaites qu'en étant combinées avec une lutte politique persévérante. Agir autrement, c'est glisser vers les positions du syndicalisme réformiste, c'est ouvrir la voie du trade-unionisme, transformer les syndicats en organisations purement économiques et professionnelles.

« *En se cantonnant dans la lutte économique — écrivait Lénine — la classe ouvrière perd son indépendance politique, se traîne à la remorque d'autres partis, trahit la grande devise : L'émancipation de la classe ouvrière doit être l'œuvre des travailleurs eux-mêmes (3).* »

La bourgeoisie monopoliste dans les pays capitalistes a entre ses mains aussi bien le pouvoir économique que le pouvoir politique. Dans toute son activité elle jouit de l'appui et du soutien total de l'Etat capitaliste. Ainsi, tant les monopoles que l'Etat bourgeois poursuivent le même but et ont tous deux un caractère de classe. Ainsi, lorsque le pouvoir d'Etat est devenu un instrument des monopoles et est utilisé par ceux-ci pour opprimer et exploiter la classe ouvrière, il est impossible de séparer la lutte de la classe ouvrière et du mouvement syndical pour des revendications économiques de la lutte politique, car elles sont entrelacées, encore que la primauté en ce domaine appartient à la seconde. Le système bourgeois, de par son caractère exploiteur, pousse et oblige, bon gré mal gré, la classe ouvrière à se rebeller, à se battre pour ses droits, à faire des grèves, des manifestations et d'autres actions de ce genre. Dans ces efforts, elle se heurte ainsi non seulement aux patrons et aux monopoles, mais aussi directement aux organes du pouvoir politique, à la police, à la gendarmerie et à l'armée. Au moyen de son appareil bureaucratique-policiier, l'Etat bourgeois intervient directement dans le règlement des conflits de travail, il promulgue des lois anti-ouvrières, opprime la classe ouvrière et limite les libertés démocratiques et les droits syndicaux, etc., car, en fait, il défend les intérêts de la bourgeoisie monopoliste.

Dans les pays capitalistes développés, surtout au cours de la dernière décennie, comme résultat de la concentration et de l'accumulation plus poussées de la production et du capital sur le plan national et international, ainsi que par suite du développement accéléré de la révolution technico-scientifique et d'autres phénomènes, on assiste à une rapide et sans précédente croissance de la puissance des monopoles capitalistes. Le trait distinctif de ces monopoles est la large extension de leur activité hors des frontières nationales et simultanément dans beaucoup de pays, voire de continents.

Ces monopoles internationaux, ou comme les appellent la bourgeoisie et les révisionnistes « sociétés multinationales » afin de masquer leur caractère exploiteur et oppresseur, sont des phénomènes caractéristiques de notre temps dans les pays capitalistes développés et l'une des formes principales de l'expansion impérialiste.

Actuellement, un nombre très restreint de grands monopoles sont la force principale qui dirige la vie économique et politique du monde capitaliste. Plusieurs « sociétés multinationales » sont des entités économiques qui disposent de capitaux colossaux dépassant souvent même le budget de plusieurs Etats industrialisés. D'après quelques données, « *Sur la liste des cent pays et entreprises qui ont un produit national ou un chiffre d'affaires de plus de deux milliards de dollars par an, cinquante-quatre sont des entreprises et quarante-six seulement sont des pays (4).* » La production annuelle du monopole industriel « General Motors Corporation » des USA, considéré comme le monopole le plus puissant du monde, est supérieure à la production nationale de Suède, des Pays-Bas, de Belgique et de Suisse pris ensemble. En 1968 il comptait une armée de salariés de près de 800 000 personnes et un chiffre d'affaires de 22,8 milliards de dollars. Le monopole anglo-hollandais de l'industrie alimentaire Unilever s'étend sur 70 pays du monde et contrôle plus de 500 entreprises ayant plus de 324 000 ouvriers et employés.

Le tiers de tous les monopoles internationaux appartient au capital monopoleur des USA. Ces monopoles, qui servent directement la politique et les intérêts de l'impérialisme américain,

n'ont pas, comme ils semblent, un caractère purement économique, mais encore un caractère politique et militaire prononcé, ainsi que des visées d'expansion et d'hégémonie. Dans les pays où s'étendent leurs tentacules, ces monopoles font la loi et imposent leur politique qui est contraire aux intérêts nationaux des larges masses travailleuses. Les exemples en ce sens sont nombreux et significatifs.

Diverses réunions et rencontres ont été organisées dans le cadre de l'ONU et de ses institutions spécialisées quant à l'activité de ces monopoles. A cette fin, plusieurs groupes d'étude et d'experts ont été constitués, aussi bien par l'OIT que par les centrales syndicales réformistes et révisionnistes, qui « demandent d'exercer un contrôle » sur l'activité de ces monopoles tant sur le plan national que sur le plan international. Mais cela n'est que de la démagogie visant à étouffer la lutte de classes dans les pays capitalistes, à briser la résistance des peuples et des pays souverains à l'expansion de ces monopoles et à créer l'illusion parmi les travailleurs que ces problèmes peuvent être résolus à travers des entretiens et des résolutions.

Les travailleurs du monde entier et le mouvement syndical de classe s'inquiètent à juste titre des conséquences néfastes qu'engendrent les monopoles internationaux dans la vie des masses travailleuses et pour la souveraineté nationale. De par leur expérience, ils se persuadent et deviennent de plus en plus conscients du fait que l'indépendance économique et politique, la souveraineté et la dignité nationales ne peuvent être sauvegardées qu'en dénonçant et en s'opposant par tous les moyens à la politique d'expansion économique et politique que poursuit l'impérialisme à travers ses grands monopoles et les autres formes de néo-colonialisme.

Les Unions Professionnelles d'Albanie ont, dans différentes réunions internationales, dénoncé et rejeté toutes les positions réformistes et révisionnistes qui considèrent les syndicats comme un instrument destiné à la seule lutte économique de la classe ouvrière. Dans toute leur activité, elles ont soutenu la thèse suivant laquelle il faut coordonner et lier de plus en plus la lutte contre les monopoles aux actions et aux différentes formes de la lutte politique, parce que les luttes économiques doivent nécessairement conduire à des batailles d'un niveau plus élevé, aux batailles politiques qui, elles seules, peuvent résoudre les problèmes économiques.

En critiquant le programme du Comité Syndical Mondial de consultation et d'action anti-monopoliste qui n'avait pas mentionné au même titre les revendications économiques et les revendications politiques, la délégation des UPA soulignait à Leipzig, en 1963 : « *La plate-forme de l'activité du Comité Syndical Mondial de consultation et d'action anti-monopoliste ne doit pas se limiter au seul plan économique ; elle doit être empreinte, comme l'exige aussi le Programme d'Action Syndicale, du devoir de lutter dans tous les domaines, outre l'impérialisme, ayant pour chef de file les USA... (5).* »

2) De « l'autonomie syndicale »

Les « leaders » réformistes et révisionnistes des syndicats dans les pays capitalistes soutiennent à grand bruit la vieille version du maintien des syndicats à l'écart de l'« idéologie ». C'est là qu'ont leur origine leurs thèses et leurs prédications sur la « neutralité » et l'« autonomie » que devrait avoir le mouvement syndical à l'égard du parti politique de la classe ouvrière. Ils considèrent ces « théories » comme la solution à de nombreux problèmes et comme la « clé » de l'unité du mouvement syndical. A l'appui de cette thèse se signalent surtout les dirigeants de la CGIL, d'après lesquels un aspect très important de « l'autonomie » syndicale serait « l'incompatibilité » qui existe entre les fonctions syndicales et les fonctions que de nombreux dirigeants syndicaux exercent dans les partis politiques ou dans les organes d'Etat (Parlement,

Sénat, etc.). Un large débat s'est engagé sur ce problème parmi les dirigeants syndicaux réformistes et révisionnistes italiens, débat qui se propose de créer une confusion idéologique dans les rangs de la classe ouvrière et du mouvement syndical, de les engager dans des discussions creuses, stériles et interminables qui, loin d'apporter une solution, détournent la classe ouvrière et le mouvement syndical de la lutte de classes.

L'histoire du mouvement ouvrier et syndical nous enseigne qu'aucun mouvement social ne peut ni ne saurait être privé d'idéologie, que chaque mouvement ou organisation sociale a ses propres conceptions politiques qui guident son activité pratique. C'est pourquoi, le mouvement syndical aussi, comme tout autre mouvement, a un caractère politique et idéologique. Il ne peut pas rester étranger à la politique et à l'idéologie, surtout à l'heure actuelle, lorsque dans chaque pays du monde le processus de différenciation et de division en deux classes antagonistes et la lutte de classes entre le prolétariat et la bourgeoisie ont atteint leur paroxysme. En fait, la dépendance idéologique des syndicats a existé depuis leur création, mais le problème se pose de savoir quelle idéologie a prévalu et doit prévaloir, si c'est l'idéologie bourgeoise, réformiste et révisionniste, ou bien l'idéologie prolétarienne de classe et révolutionnaire.

Lénine a mené une lutte implacable contre la prétendue « autonomie » des syndicats à l'égard des partis politiques de la classe ouvrière qu'il appelait « un voile hypocrite contre-révolutionnaire », « une duperie bourgeoise » et « une soumission passive à la bourgeoisie ». Parlant du grand préjudice que porta au mouvement syndical allemand l'admission des thèses sur l'autonomie syndicale, Lénine écrivait :

« ... ce qui a eu pour conséquence de faire dévier les syndicats allemands du côté de l'opportunisme, et cela d'une manière si ostensible que même un homme aussi prudent que Kautsky pour ce qui est de cette question, n'a pu faire autrement que de reconnaître qu'il y avait déviation (6). »

Les « leaders » syndicaux réformistes et révisionnistes en s'efforçant de maintenir l'action de la classe ouvrière et le mouvement syndical dans le cadre de la légalité bourgeoise, sans porter atteinte au système capitaliste, défendent en réalité l'ordre bourgeois et son gouvernement ; en fait, ils font un choix précis qui convient à la bourgeoisie. Le grand bruit qu'ils font sur l'« apolitisme » des syndicats n'est que supercherie et démagogie.

Le point de vue des Unions Professionnelles d'Albanie, fondé aussi sur l'expérience du mouvement ouvrier et syndical de classe, a été et reste toujours que la classe ouvrière, vu sa situation de classe exploitée dans la société capitaliste et sa nature révolutionnaire, ne peut se détourner ni se couper de la lutte de classes, de la lutte contre le patronat ni par conséquent, contre le gouvernement bourgeois, instrument aveugle des monopoles. Le mouvement syndical, dont l'objectif final est de libérer la classe ouvrière de l'exploitation capitaliste, a de par son activité, un caractère politique et idéologique et il ne peut pas être immunisé contre l'idéologie de classe à laquelle il appartient.

Les UPA ont par ailleurs défendu résolument le point de vue selon lequel la classe ouvrière, dans sa lutte âpre et complexe, a besoin de son état-major dirigeant, de son parti politique prolétarien, qui doit en être la force dirigeante, organisatrice et inspiratrice. Sans un véritable parti marxiste-léniniste, la lutte de la classe ouvrière et du mouvement syndical échouerait, et se laisserait aller au spontanéisme et soumettre par la bourgeoisie, en en devenant l'appendice.

3) De certains points de vue réformistes et révisionnistes dans le mouvement syndical

Les idéologues de la bourgeoisie s'efforcent de démontrer qu'à l'heure actuelle, dans la période du capitalisme monopoliste il se produirait des changements radicaux dans toute la

structure de la société capitaliste, que le capitalisme aurait changé et qu'il aurait graduellement perdu son caractère de classe et d'exploitation. C'est pour étayer ces thèses d'arguments que la social-démocratie et le révisionnisme moderne, indépendamment des contradictions qui les opposent, servent directement la bourgeoisie monopoliste. Les sociologues de la bourgeoisie, les réformistes et les révisionnistes recourent à toutes les formes et méthodes, à tous les moyens pour introduire dans le mouvement syndical tout leur bagage idéologique, pour propager leurs points de vue et leurs « théories » afin de manipuler la classe ouvrière et le mouvement syndical, sur le plan idéologique de les tromper et les désorienter. Les dirigeants syndicaux réformistes constituent en cette matière une base importante.

Le réformisme comme le révisionnisme cultive les « théories » et les idées bourgeoises du patron visant à faire du mouvement ouvrier et syndical un appendice du système bourgeois, sans perspective et sans issue, à le plonger dans un chaos idéologique. A l'heure actuelle, on a vu se répandre « la théorie » des « réformes de structure » selon laquelle, dans les conditions de la société bourgeoise et dans le cadre de sa constitution, le rapport des forces et la structure de la société capitaliste peuvent changer, et le pouvoir des monopoles se transformer graduellement en pouvoir public. Ainsi, par « la voie légale », le capitalisme se transformerait en socialisme. Selon eux, le socialisme peut être construit dans le cadre du système capitaliste, sans qu'il soit nécessaire que la classe ouvrière détruise par la violence l'appareil d'Etat, sans lutte de classes, mais à travers les « nationalisations », « l'économie programmée », « le contrôle public » sur tous les investissements, à travers la participation des ouvriers à « la gestion et à la direction » des entreprises capitalistes, etc.

« L'action pour les réformes, est-il dit dans les thèses du VII^e Congrès de la CGIL, constitue une stratégie de combat tendant à conquérir de toujours plus grandes possibilités de contrôle des travailleurs sur le développement de la société, et modifie par conséquent le rapport de forces entre les classes (7). »

La réalité et l'expérience ont confirmé que les réformes sous le régime capitaliste ne sont pas déterminantes, qu'elles ne peuvent pas changer le rapport entre les classes dans la société capitaliste, qu'elles n'amènent pas de changements qualitatifs dans la position de la classe ouvrière dans la société et ne résolvent pas les problèmes vitaux des travailleurs. Elles ont de l'importance quand elles sont faites dans l'intérêt des masses laborieuses et sont utilisées pour développer et élargir la lutte de classes ; les réformes ne peuvent en aucun cas remplacer la lutte révolutionnaire, elles doivent être un appui pour elle. Dans les pays capitalistes on parle beaucoup de nationalisation des entreprises ou des monopoles. Cela est présenté par les révisionnistes et les réformistes comme « un pas vers le socialisme », comme une mesure « qui « affaiblit le capitalisme et aide à améliorer directement la condition économique de la classe ouvrière », etc. Traitant de ce problème, le représentant de la CGIL au VI^e Congrès de la FSM déclarait : « Nous pensons essentiellement que le capitalisme d'Etat crée une condition nouvelle et plus avancée pour nos luttes, la condition concrète pour une alternative démocratique qui, partant des revendications économiques et sociales actuelles des travailleurs et des larges couches de la population, tend à les satisfaire en réduisant, par un progrès démocratique, le pouvoir des monopoles (8). »

La vie a prouvé que les nationalisations des entreprises ou des monopoles capitalistes par l'Etat bourgeois s'effectue dans l'intérêt du capitalisme monopoliste et le sert ; aussi ne sont-elles qu'une mystification. En effet, les nationalisations sont faites lorsque les monopoles se trouvent en difficultés, et que pour surmonter celles-ci, ils demandent à l'Etat bourgeois de nationaliser leurs entreprises avec dédommagement. Il arrive que les nationalisations se fassent par l'Etat dans

les branches d'économie qui éprouvent des pertes, ce qui permet à la bourgeoisie monopoliste de se sauver de la faillite et de rapporter ses investissements dans d'autres branches, où les profits sont plus gros. Il y a beaucoup d'exemples prouvant que les nationalisations se font aux dépens des travailleurs.

Les nationalisations dans les pays capitalistes, loin d'avoir amélioré la condition de la classe ouvrière, n'ont fait qu'accentuer l'exploitation ; elles ne sont pas une « socialisation » des moyens de production, elles doivent être jugées dans une optique de classe, dans le cadre de l'affaiblissement général des monopoles et de l'impérialisme. Considérées en dehors de cette alternative, elles ne sont qu'une duperie. Les réformes dans la société capitaliste ne doivent être ni rejetées ni fétichisées, il faut adopter une attitude critique et réaliste à leur égard.

a) Du rôle de la classe ouvrière.

Les idéologues bourgeois et révisionnistes tentent de nier le caractère révolutionnaire et le rôle historique et dirigeant de la classe ouvrière à notre époque. Ils s'efforcent de présenter la société capitaliste moderne comme « renouvelée » et « prospère ». Selon eux, le capitalisme monopoliste a évolué, il n'est pas aussi oppresseur et exploiteur que par le passé, à l'heure actuelle serait en train le processus de la déprolétarianisation de la société capitaliste, de la disparition graduelle de la classe ouvrière, de son embourgeoisement et de son intégration au capitalisme ; ainsi, la classe ouvrière cesse d'être prolétaire, car les différenciations entre elle et le capitalisme s'atténuent de plus en plus. Cette « nouvelle » société, ils la baptisent sous divers noms tels que « capitalisme populaire », « néocapitalisme », « société de consommation », « société industrielle », etc.

Dans ces conditions, toujours à leur avis, la classe ouvrière a perdu son esprit de combat, elle n'est plus intéressée à la transformation révolutionnaire de la société, et, par conséquent, sur le plan syndical aussi les syndicats doivent collaborer avec le capitalisme et régler les contradictions par la voie de négociations, dans le cadre du système bourgeois et de sa Constitution.

Les importants changements qui se sont produits dans le monde et les phénomènes récents n'ont pas changé la nature et le caractère du capitalisme. Loin de le rendre plus « populaire », ils l'ont rendu, au contraire, plus cruel, plus agressif et plus oppresseur. L'exploitation et l'appauvrissement de la classe ouvrière non seulement persistent, mais s'accroissent constamment ; c'est là la loi même de la société capitaliste. Ainsi, en 1969, aux USA, le pays capitaliste le plus développé, les 7,4 pour cent de la population que représente la bourgeoisie monopoliste possédaient 65,4 pour cent de la richesse nationale. En 1963, en Grande-Bretagne, les travailleurs ne touchaient que 26 pour cent du revenu national, la plus grosse part de ce revenu, soit 74 pour cent revenait à la bourgeoisie.

C'est un fait incontestable que dans la société capitaliste monopoliste, la prolétarianisation qu'entraîne nécessairement la différenciation de classe, se réalise à des rythmes très rapides. Alors qu'au début du XX^e siècle le prolétariat comptait environ 30 millions d'ouvriers occupés dans la production, actuellement rien que dans les pays capitalistes développés on en compte 220 millions. Est important aussi le fait que la classe ouvrière n'est pas seulement une grande force numérique, mais encore une puissante force sociale et politique, qui lutte résolument contre l'oppression et l'exploitation capitaliste.

La bourgeoisie applique une politique sociale subtile. Même si l'on observe une certaine amélioration relative des conditions de vie d'une partie de la classe ouvrière dans les pays

capitalistes développés, cela est dû à la lutte de la classe ouvrière et des masses laborieuses, ainsi qu'à l'influence des idées socialistes. La bourgeoisie est obligée de faire aux travailleurs quelques concessions, souvent temporaires, dans les domaines des salaires, de la sécurité sociale, des congés, etc. Mais cela n'est pas dû à l'humanisme, à la magnanimité de la bourgeoisie, mais essentiellement au rôle objectif de la classe ouvrière dans la production sociale.

Spéculant sur ces changements, on a émis la thèse sur la « société de consommation » pour démontrer soi-disant l'abolition des classes dans la société capitaliste et le changement de la position sociale et économique de la classe ouvrière. Mais la consommation individuelle de l'ouvrier ne modifie pas sa position dans la société, cette consommation étant destinée seulement à la reproduction de la main-d'œuvre, afin que celle-ci soit apte à produire et à affronter les cadences de travail infernales.

Dans les conditions de la révolution technico-scientifique, les capitalistes sont intéressés à ce que l'ouvrier élève le plus possible son niveau d'instruction et de qualification professionnelle, pour faire face à la mécanisation toujours plus complexe de la production, afin que l'ouvrier leur procure encore plus de produits et de profits.

Les trotskystes et les anarchistes aussi nient le rôle de la classe ouvrière et sa capacité de direction. Ils considèrent les étudiants et les intellectuels comme la principale force de la révolution. En préconisant la spontanéité dans le mouvement ouvrier, les trotskystes et les anarchistes n'admettent pas la nécessité du parti du prolétariat, de l'organisation de la classe ouvrière en syndicats qu'ils considèrent comme « bureaucratiques ». En fait, ces courants se sont ranimés aussi dans les rangs du mouvement syndical, surtout ces dernières années, et ce par suite de la trahison révisionniste et de l'infiltration dans ce mouvement des couches petites bourgeoises qui vacillent de la gauche à la droite. Ces courants, indépendamment des déclarations de leurs représentants, de leur phraséologie « gauchiste » et « révolutionnaire », se rallient, en ce qui concerne les principaux objectifs, aux révisionnistes modernes.

Les conflits sociaux qui ne cessent d'éclater dans l'ensemble du monde capitaliste, le vaste mouvement de classe qui assume les formes les plus violentes, allant jusqu'à l'effusion de sang, sont de véritables tempêtes révolutionnaires qui ébranlent jusque dans ses fondements le système bourgeois. Le trait distinctif de ces conflits, c'est qu'ils sont menés en premier lieu par la classe ouvrière, qui se lance dans de puissantes actions contre les monopoles et le pouvoir politique de la bourgeoisie, contre l'impérialisme et le colonialisme. Dans ce combat se réalise une juste combinaison de la lutte de la classe ouvrière et des autres masses pour l'amélioration des conditions économiques avec la lutte pour les droits sociaux et politiques ; à la base de ces batailles de classes résident la haine et la protestation contre la société bourgeoise qui est la cause de tous les maux.

Par sa lutte, la classe ouvrière montre que ses intérêts sont incompatibles avec ceux de la bourgeoisie, que l'unique voie sûre de sa libération de l'exploitation et de l'oppression capitalistes est celle de la destruction par la violence du système capitaliste. Sur toute révolution populaire véritable, non seulement socialiste mais aussi démocratique et libératrice, la classe ouvrière peut et doit avoir l'hégémonie, ce qui revêt une grande importance de principe. La classe ouvrière, l'artisan des grandes transformations sociales, indépendamment du niveau de sa conscience, a été et reste la classe la plus révolutionnaire, directement intéressée à l'abolition du système capitaliste.

Mais la mission historique de la classe ouvrière se rattache étroitement à la création du parti politique révolutionnaire de la classe ouvrière et à son rôle d'organisateur et de dirigeant. Ces thèses présentent une grande importance de principe ; l'expérience de la classe ouvrière et la pratique ont confirmé qu'elles gardent toujours leur actualité.

b) De la révolution technico-scientifique.

La bourgeoisie monopoliste prétend que le développement de la révolution technico-scientifique fait disparaître les différences de classes, transforme le capitalisme, crée l'abondance et de nouveaux rapports dans la société où presque tous jouissent des biens matériels, etc.

Ainsi, le capital monopoleur se sert à présent de la révolution technico-scientifique non seulement pour accroître les profits, mais encore pour déclencher une offensive idéologique en soutenant, dans de nombreuses « théories » et doctrines économiques et sociales, le caractère « progressiste » du capitalisme.

Les réformistes et les révisionnistes glorifient la technique et la science en tant que facteurs décisifs du développement de la société. Selon eux, le progrès technique se transforme graduellement en progrès social du fait qu'il apporte plus de bien matériels, rehausse le niveau technique des travailleurs, réduit leurs différences de qualification, etc.

Ces points de vue et ces thèses technocratiques ont pénétré aussi dans le mouvement syndical. Voici *ce que dit Bonnaure au IX^e Congrès de CGT-FO* : « Nous vivons dans un monde qui est celui de la technique et de la science, et dans ce monde l'idéologie n'a plus sa place. Aux yeux des jeunes, grandis dans ce climat, ce ne sont pas les idées qui transforment le monde, mais la science. Aussi, s'ils s'intéressent à quelque chose, c'est à l'atome, ce n'est pas au socialisme (9). »

Les grands progrès que l'homme a réalisés dans les domaines de la technique et de la science sont incapables de changer la nature d'oppression et d'exploitation du capitalisme ; ils ne constituent pas le facteur déterminant dans l'évolution de la société, et plus ce progrès est grand, plus profond est le fossé social qui sépare la bourgeoisie monopoliste des larges masses travailleuses. Le salut de la classe ouvrière n'arrive pas des progrès de la science et de la technique, mais de l'intensification de la lutte de classes contre la bourgeoisie, de l'assimilation et de l'application avec conséquence des grandes idées du socialisme, qui sont devenues une grande force motrice pour toutes les larges masses laborieuses aux quatre coins du globe.

Certes, on ne peut nullement nier le rôle important de la science et de la technique ni leur influence sur le développement des forces productives et sur la modification de la structure sociale de la société capitaliste, mais leur progrès non seulement ne change pas le rapport des classes dans la société capitaliste, n'affecte pas le système d'exploitation et la nature du capitalisme, mais, au contraire, il le renforce, de plus en plus, car dans les conditions du capitalisme monopoleur d'Etat, le développement rapide de la science et de la technique, la mécanisation et l'automation intensifient et perfectionnent l'exploitation, accroissent le chômage et enrichissent les monopoles. Ainsi, donc, le développement de l'automation dans les pays capitalistes ne conduit pas à l'atténuation de la lutte de classes, mais à son exaspération, à son paroxysme, à l'aggravation de la crise. En fait, la lutte de la classe ouvrière est dirigée non pas contre l'automation mais contre les conditions et les causes sociales qui font d'elle un malheur pour la classe ouvrière.

La thèse bourgeoise et révisionniste suivant laquelle la révolution technico-scientifique guérit et réforme la société capitaliste est une diversion idéologique. Aussi, la dénonciation du caractère faux et nuisible de cette thèse doit-elle constituer une importante tâche pour la classe ouvrière et le mouvement syndical de classe.

c) Le « partnership » social.

Par la théorie de « partnership », c'est-à-dire de la cogestion ou de la direction des entreprises, la bourgeoisie monopoliste cherche à créer l'impression que les travailleurs participent directement à la gestion des entreprises capitalistes. C'est là une autre démagogie qui est chère aux dirigeants réformistes et révisionnistes des syndicats surtout à ceux de l'Allemagne occidentale et orientale. Selon cette thèse, dans le capitalisme monopoliste les possibilités sont mûres désormais pour que les ouvriers participent activement non seulement à la production, mais aussi, au même titre que le patron et les monopolistes, à la gestion directe de l'entreprise capitaliste, à la planification de la production, à la répartition des revenus et deviennent ainsi des « copropriétaires et des codirecteurs » des entreprises capitalistes.

Dans une résolution adoptée au VII^e Congrès National de la DGB, en 1966, il était dit : « *La revendication syndicale d'une participation à droit égal des salariés aux décisions dans tous les domaines de la vie sociale est exprimée dans la conviction qu'un système réellement démocratique n'est possible que si les travailleurs participent non seulement en tant que citoyens aux décisions par l'intermédiaire du parlement, du gouvernement et de l'administration, mais exercent de plus une influence directe sur l'économie... Actuellement, la revendication de la cogestion économique est l'affaire de tous les syndicats dans les pays développés occidentaux (10).* »

C'est justement à cette supercherie réformiste que fit écho le président de la FDGB au VI^e congrès de la FSM à Varsovie, qui soutint l'idée de la propagation de la cogestion.

Les monopoles sont intéressés à ce que ces formes de « gestion » et de « participation » des ouvriers à la « direction » des entreprises soient répandues le plus possible et soutenues aussi par les organisations de la classe ouvrière. Poussant plus loin cette théorie, Ernest Benda, ancien ministre de l'Intérieur de l'Allemagne Fédérale, explique dans son livre « Domination industrielle et Etat social » que la « *cogestion n'est possible que si elle n'aboutit pas à limiter le pouvoir des monopoles et si les syndicats acceptent l'Etat des monopoles sans arrière-pensée et sans réserve (11)* ». Même les propositions avancées par la bourgeoisie française pour une « participation » des ouvriers à la vie économique et financière de l'entreprise, après les grandes grèves de mai-juin 1968, étaient une reprise de ces « théories » démagogiques.

D'autres thèses soutiennent que « les ouvriers peuvent mettre le capital sous leur contrôle direct ». Selon l'ancien président de la centrale syndicale réformiste danoise, T. Nelson, chaque membre du syndicat doit verser, sous forme d'épargne obligatoire, une somme déterminée en faveur de l'organisation syndicale. De ses calculs, il résulte qu'en une période de vingt ans serait accumulée une somme de 21 milliards de couronnes soit égale à la valeur de la moitié de toute la richesse nationale du Danemark, et que les ouvriers vont pouvoir contrôler toute la vie économique du pays avec les actions qu'ils achèteront grâce à ce capital.

Dans la société capitaliste d'aujourd'hui, préconisent les sociologues bourgeois et leurs laquais, on assiste à une démocratisation de l'entreprise, à une répartition plus équitable des biens, etc. Selon eux, la propriété des moyens de production n'est pas le monopole de la classe des capitalistes et un nombre toujours croissant d'ouvriers et d'employés participent directement à la gestion ou à la direction des entreprises capitalistes ou deviennent des propriétaires des actions capitalistes ; en outre, au cours des dernières années, il s'est prétendument produit une révolution dans la répartition du revenu national, et le capitalisme prend, chaque jour, un caractère plus social, un visage plus humain.

Pour soutenir leurs thèses, les idéologues de la bourgeoisie font une grande publicité aux divers « Conseils » qui fonctionnent auprès des entreprises capitalistes. De tels organismes, portant différents noms comme « Comité d'entreprise » en France, « Commissions internes » ou «

Conseils de fabrique » en Italie, « Conseils de producteurs » dans les pays Scandinaves, etc., sont reconnus officiellement, tant par le patronat que par l'Etat, comme soi-disant représentants des travailleurs. Les leaders des syndicats réformistes et révisionnistes visent à ce que ces organismes servent d'instruments pour la collaboration de classe, pour le sabotage et l'extinction de la lutte de classes.

Ces « théories » sont, en fait, un camouflage subtil de l'exploitation capitaliste et une supercherie, car elles créent l'illusion suivant laquelle la classe ouvrière dans le cadre du système capitaliste, peut participer et gérer les moyens de production, diriger l'économie. Mais la vie a toujours confirmé que dans la société capitaliste les moyens de production appartiennent à une poignée d'hommes, que les seuls maîtres en sont les capitalistes qui se permettent de donner quelque aumône ou de faire quelque petite concession à la classe ouvrière, dans la mesure où leurs intérêts ne sont pas lésés.

Même l'« autogestion » en Yougoslavie est une variante des vieilles théories anarcho-syndicalistes qui se fondent sur l'intégration du capitalisme dans le socialisme. La conversion de la propriété socialiste en Yougoslavie en propriété de groupes particuliers a inévitablement conduit à la restauration du capitalisme, à la concurrence, à la lutte entre les collectivités d'ouvriers. L'« autogestion » a violé le principe socialiste de répartition des revenus selon le travail et a conduit à la création et à l'enrichissement d'une couche de l'aristocratie ouvrière, à l'accentuation de l'exploitation de la classe ouvrière et à la liquidation de son rôle dirigeant.

Ce n'est pas par hasard que Jules Moch, leader des socialistes français et ancien ministre de l'Intérieur, a identifié les organes d'« autogestion » de Yougoslavie aux « Comités d'entreprise » de France.

« *La Yougoslavie actuelle, a dit le camarade Enver Hoxha, présente tous les traits d'un pays bourgeois et elle souffre des mêmes maux graves et chroniques qui sont typiques du capitalisme, tels que les profondes crises économiques, le chômage, la concurrence, l'anarchie, l'inflation, les âpres conflits sociaux et politiques et les discordes nationales (12).* »

Les UPA ont mené une lutte de principe et résolue contre les thèses, les conceptions et la pratique réformistes et révisionnistes dans le mouvement syndical. Elles considèrent que la lutte pour la dénonciation et la destruction de la démagogie sociale de la bourgeoisie et de ses valets dans le mouvement syndical est un devoir de portée historique, une condition *sine qua non* de l'affranchissement de la classe ouvrière de l'exploitation capitaliste et du développement du mouvement syndical de classe.

4) La position envers l'Organisation Internationale du Travail.

L'un des traits du réformisme et du révisionnisme est la tendance à faire du mouvement syndical un appendice des institutions spécialisées de l'ONU, dont l'OIT.

Comme on a déjà souligné, la tâche à laquelle s'est attelée l'OIT est d'étouffer la lutte de classes et de donner la fausse impression que par son activité, par la législation du travail dans le cadre du système bourgeois, les problèmes de la classe ouvrière seront résolus et ses revendications satisfaites.

En fait aucun des problèmes fondamentaux de la classe ouvrière dans les pays capitalistes, tels que le chômage, la garantie de l'emploi, l'égalité en droits des femmes travailleuses, la réduction de la durée du travail, l'augmentation des congés payés, l'amélioration du système de sécurité sociale, etc., n'a été résolu par cette organisation, malgré les multiples conventions et recommandations portant sur ce sujet. Dès sa création et jusqu'en 1971, l'OIT a adopté 134 conventions, qui n'ont d'ailleurs qu'un caractère démagogique, et qui même quand elles sont

approuvées, ne sont pas appliquées. L'OIT a été et reste un centre de discussions académiques interminables, où l'on fait de beaux discours, sans que rien ne soit accompli sur le plan pratique. A la base de sa structure et de son activité, l'OIT s'en est toujours tenue au principe de la collaboration de classes, de la conciliation et de l'harmonie entre les classes, ce qui se traduit par son « originalité » du « tripartisme » (les « trois clés »), sanctionné par ses statuts. D'après ces derniers, chaque membre de l'OIT est représenté à tous les organismes par l'Etat, les employeurs et les travailleurs. L'Etat, qui en ce cas, est considéré comme un organe placé au-dessus des classes, « intermédiaire », et « arbitre » entre les ouvriers et les patrons, est représenté par deux délégués, et les employeurs et les travailleurs par un délégué chacun. Toujours selon les statuts de l'OIT, le gouvernement seul a le droit de désigner l'organisation syndicale qui doit représenter les travailleurs à cette organisation.

Son existence et son activité de plus d'un demi-siècle ont montré que, par sa structure et par ses méthodes, l'OIT a constamment servi les intérêts de la bourgeoisie et de l'impérialisme, notamment ceux de l'impérialisme américain qui, pour imposer sa loi, a recours à tous les moyens, depuis le chantage jusqu'aux pressions financières. Pour le maintien de cette organisation, les USA dépensent chaque année une somme de 3 700 000 dollars. Davide Morse, ancien vice-secrétaire d'Etat au Département du Travail des USA, a été pendant 22 ans, depuis 1948, directeur général de l'OIT.

En 1954, la République Populaire d'Albanie a elle aussi, adhéré à l'Organisation Internationale du Travail. Son but était de contribuer au développement de la lutte révolutionnaire des travailleurs, de dénoncer la politique antipopulaire des puissances impérialistes et des centrales syndicales opportunistes et réformistes. Les délégations de la R.P. d'Albanie ont lutté aux différentes sessions de cette organisation pour soutenir les droits de la classe ouvrière, et les mouvements de libération nationale et révolutionnaires des peuples. C'est ainsi qu'à la 47^e session de l'OIT, en 1963, la délégation de la République Populaire d'Albanie, était au nombre des 32 délégations africaines et arabes, qui ont quitté la salle de conférence pour boycotter, en signe de protestation, les représentants fascistes de l'Afrique du Sud. Les révisionnistes, dirigés par la délégation soviétique, se sont, de façon purement formelle, eux aussi retirés de la session, mais le lendemain, ils sont en effet revenus, n'ayant pu convaincre les délégations africaines de re-participer aux travaux de la conférence.

Dénonçant la grave crise que traversait l'OIT, le représentant des travailleurs de la R.P. d'Albanie à la 48^e session de cette organisation déclarait : « *La situation actuelle elle-même implique que VOIT sorte de cette impasse et devienne une organisation apte à répondre aux exigences et aux aspirations des travailleurs. Le problème ne se pose pas aujourd'hui d'un simple examen de l'activité et de la structure de VOIT, mais de la prise d'un tournant radical par celle-ci, étant donné que sa crise est étroitement liée à l'orientation de son activité et de sa structure (13)* ». Dans la lettre que le ministre des Affaires étrangères de la République d'Albanie adressait le 30 juillet 1965 au directeur général de l'OIT pour lui communiquer le retrait de la République Populaire d'Albanie de cette organisation, il était dit notamment : « ... *Tant que VOIT ne change pas radicalement son programme, ses statuts et son activité dans l'intérêt de la classe ouvrière, des peuples opprimés et des pays nouvellement libérés et qu'elle ne se transformera pas en une véritable organisation démocratique, la présence ultérieure de la République Populaire d'Albanie à cette organisation ne saurait servir qu'à encourager la politique des puissances occidentales qui disposent de VOIT (14)*. »

Notes :

(1) L. Lama, « Unità », quotidien du Parti Communiste italien, 12 octobre 1969.

- (2) FSM, « Au-devant du VII^e Congrès Syndical Mondial », p. 71, Berlin, 1968.
- (3) V. Lénine, *Œuvres*, T. 4, p. 383, Editions en langues étrangères, Moscou, 1959.
- (4) La documentation française, « Problèmes économiques », n° 1267, 12 avril 1971, p. 5.
- (5) Fonds des Archives du Conseil Central des UPA, 1963.
- (6) V. Lénine, *Œuvres*, T. 3, p. 89, Editions du Progrès, Moscou, 1967.
- (7) CGIL, Information, Thèses du VII^e Congrès, n° 19/1969, p. 36.
- (8) FSM, «VI^e Congrès Syndical Mondial», Varsovie, p. 399.
- (9) « Les études sociales et syndicales », n^{os} 127-128, avril-mai 1966 p. 7.
- (10) UIS Commerce, « Travailleurs du commerce », Bulletin n° 38, juillet-septembre 1966, p. 1-2.
- (11) «Le Magazine», organe mensuel de la Confédération des Syndicats Libres Allemands (FDGB), n° 11, 1968, Ed. française, p. 6.
- (12) Enver Hoxha, Rapport présenté au VI^e Congrès du Parti du Travail d'Albanie, Tirana 1971, Edition française, p. 253.
- (13) BIT, « Compte rendu des travaux », 48^e session, Genève, 1964, p. 285.
- (14) Archives du ministère des Affaires étrangères de la RP d'Albanie.

Chapitre III — L'attitude du mouvement syndical à l'égard de l'impérialisme et de la lutte de libération nationale

L'attitude du mouvement syndical envers l'impérialisme est une des questions essentielles de ce mouvement. Même en ce qui concerne le traitement de ce problème, on assiste à deux lignes diamétralement opposées.

Pour la classe ouvrière, la lutte pour la paix est inséparable de la lutte qu'elle mène pour réaliser ses revendications, pour défendre ses conquêtes et obtenir de meilleures conditions de vie et de travail. Mais pour défendre la paix, il est absolument nécessaire de lutter contre celui qui la met en danger, qui opprime et exploite la classe ouvrière et les peuples. Cet ennemi réel est l'impérialisme, qui subsistera tant que la société sera divisée en classes antagonistes. L'impérialisme, dirigé par l'impérialisme US, a été et demeure un foyer de guerre et d'agression, le plus grand exploiteur des peuples et le bastion de la réaction mondiale. La position envers l'impérialisme américain des dirigeants révisionnistes de la FSM commença à s'émousser pour changer graduellement dès que ceux-ci se soumièrent au diktat soviétique et remplacèrent, sur le plan syndical, la ligne anti-impérialiste et celle de la lutte de classes par la coexistence pacifique. Dans les documents de la FSM, dans la presse, aux conférences et aux congrès, on exaltait la possibilité de conjurer le danger de guerre, on parlait de l'attitude « raisonnable » des dirigeants de l'impérialisme américain et du changement de sa nature. On y préconisait également que la « coexistence tue l'impérialisme », que celle-ci devait être considérée comme « la ligne générale de la FSM », etc. « *La politique de coexistence pacifique, soulignait le rapport de la XIII^e session du Conseil Général de la FSM, est la seule alternative de notre temps si l'on veut que l'humanité soit sauvagée des suites terribles d'une guerre nucléaire. La question de la guerre ou de la paix se pose aujourd'hui devant l'humanité de la façon suivante : guerre ou co-existence pacifique (1).* » Plus tard, les dirigeants de la FSM ont changé de tactique. Ils commencèrent, à des fins démagogiques, à parler contre l'impérialisme américain. Mais leur anti-impérialisme sonne faux, il n'est qu'un masque pour détourner l'attention de la classe ouvrière, un moyen pour camoufler leur ligne opportuniste et capitularde.

Les principes de coexistence pacifique sont applicables dans les relations entre Etats aux systèmes sociaux différents, mais le mouvement syndical de classe ne peut approuver la coexistence pacifique comme une ligne générale de conduite ; l'admettre c'est appliquer la

collaboration de classes dans toute l'activité syndicale, c'est renoncer à la lutte de classes anti-impérialiste. Historiquement, il est prouvé que les exploités ne peuvent coexister pacifiquement avec les exploités, que la lutte entre eux est permanente et inéluctable. La libération du prolétariat est directement liée à la lutte contre l'exploitation capitaliste et à l'effondrement de l'impérialisme. C'est pourquoi la coexistence ne doit pas sacrifier la lutte révolutionnaire du prolétariat et des peuples opprimés, elle ne doit pas étouffer la lutte politique et idéologique contre l'impérialisme.

L'histoire n'a jusqu'à présent fourni aucun exemple montrant que les impérialistes aient de leur plein gré déposé les armes. Les peuples doivent les désarmer, et sous cet aspect, le mouvement syndical de classe est appelé à jouer un rôle important, car plus le combat contre l'impérialisme est vaste, âpre et massif, plus les possibilités de victoire de la classe ouvrière sont grandes.

Quant aux UPA, leur attitude à l'égard de l'impérialisme, et en premier lieu à l'égard de l'impérialisme US, a été et demeure une pierre de touche, un critère d'appréciation de l'activité pratique dans le mouvement syndical. Les UPA ont combattu sans hésitation et dénoncé partout et en tout temps le grand danger que représente l'impérialisme, avec l'impérialisme US pour chef de file, en considérant la coexistence pacifique, sur le plan syndical, comme une position profondément opportuniste, contraire aux intérêts de la classe ouvrière et du mouvement syndical de classe.

L'attitude envers le mouvement de libération nationale, est un problème essentiel pour le mouvement syndical.

Par son caractère et ses objectifs, le mouvement de libération nationale est un mouvement juste et progressiste, inévitable dans les conditions de l'impérialisme. C'est un facteur très important et une grande force anti-impérialiste qui contribue directement à la libération des peuples et à l'affaiblissement de l'impérialisme. Le soutien sans réserve à la lutte de libération nationale et aux autres mouvements révolutionnaires, ainsi que son attachement aux revendications et aux intérêts de la classe ouvrière a été et reste pour le mouvement syndical de classe un devoir internationaliste très important. Les préceptes de Lénine à ce propos restent très actuels : « *Le mouvement révolutionnaire des pays avancés — disait-il — ne serait, en fait, qu'une simple duperie dans l'union complète et la plus étroite dans la lutte des ouvriers en Europe et en Amérique contre le capital et les centaines et centaines de millions d'esclaves « coloniaux » opprimés par ce capital (2).* »

A une époque où l'on constate une montée générale de l'esprit révolutionnaire, où des millions d'hommes se sont réveillés et dressés dans une lutte héroïque en Asie, en Afrique et en Amérique latine pour détruire le cruel régime colonial et néo-colonial et pour recouvrir leurs droits, en un moment où l'on doit intensifier la solidarité envers la lutte de libération nationale des peuples opprimés, les dirigeants syndicaux réformistes et révisionnistes s'évertuent à minimiser l'importance de ce mouvement. Ils répandent l'illusion que la liberté et l'indépendance peuvent être reconquises par des tractations politiques, par des négociations avec l'impérialisme, par les résolutions et les décisions de l'ONU, grâce à l'influence et à l'aide étrangères, etc. Ils sont même allés jusqu'à affirmer que « les syndicats changeraient de caractère s'ils soutenaient les luttes armées ».

Les dirigeants révisionnistes de la FSM, au moyen de plusieurs documents et résolutions, tentent de faire croire que le colonialisme est déjà presque totalement liquidé. « *L'année 1960, a dit le secrétaire général de la FSM, a été appelée l'année africaine, car elle sonne le glas du colonialisme dans son dernier bastion (3).* »

De son côté, V. Grichine, ancien président des syndicats soviétiques, dans son discours au V^e Congrès de la FSM, en 1961, a dit : « *Nous appelons l'Organisation des Nations Unies à accomplir son devoir devant l'humanité, pour aboutir le plus rapidement possible, à la réalisation de la Déclaration adoptée l'an passé par l'Assemblée Générale, sur la proposition de l'Union Soviétique, qui a pour but de donner l'indépendance à tous les peuples coloniaux. Que l'année 1962 soit l'année de la liquidation totale et définitive du colonialisme sur notre planète (4).* »

Les dirigeants syndicaux révisionnistes adoptent une attitude ambiguë envers les luttes de libération nationale. Pour sauver la face et pour ne pas se mettre en opposition avec les peuples qui luttent contre l'impérialisme, le colonialisme et le néocolonialisme, ils soutiennent en paroles ces luttes pour des raisons démagogiques, mais en fait ils font tout pour les saboter.

L'exemple le plus typique à cet égard est la lutte héroïque du peuple vietnamien. Les dirigeants révisionnistes de la FSM, guidés par les mots d'ordre khrouchtchéviens selon lesquels la lutte armée était une étincelle qui risquait de provoquer une nouvelle guerre mondiale, ont, dans les premiers temps, adopté une attitude passive envers toutes les luttes de libération nationale, surtout envers la lutte du peuple vietnamien. Ils sont allés jusqu'à passer sous silence dans leurs documents et leurs résolutions l'agressivité de l'impérialisme américain. En août 1964, ils ont adressé à l'ONU un message lui demandant son intervention et la mise à l'ordre du jour de cette organisation du problème vietnamien, ce qui a soulevé l'opposition et la protestation de la Fédération des Syndicats du Vietnam elle-même.

Derrière le voile de la solidarité et du soutien à la lutte armée du peuple vietnamien, la direction révisionniste de la FSM s'est efforcée de créer et d'élargir les points de rapprochement et de la collaboration avec les syndicats réformistes, qui ont appuyé et soutenu l'agression impérialiste américaine au Vietnam. En témoigne le fait que les chefs révisionnistes de la FSM insistaient pour que soit organisée une Conférence mondiale de solidarité avec le Vietnam où seraient invitées aussi à participer la CISL, l'AFL-CIO, etc. Mais les syndicats du Vietnam ont rejeté l'idée de cette conférence et demandé la re-convocation à Hanoï du Comité syndical international de solidarité avec les travailleurs et le peuple du Vietnam.

Les révisionnistes ont saboté la réunion de ce comité et l'ont remplacée par une « session extraordinaire » du Conseil Général de la FSM qui se tint à Moscou, en avril 1968 sous leur manipulation.

Même à l'égard de la lutte des peuples arabes, la FSM a adopté une attitude démagogique et équivoque. Lors de l'agression sioniste-impérialiste, le secrétariat de la FSM, dans ses télégrammes envoyés simultanément à la Confédération Internationale des Syndicats Arabes, aux centrales syndicales d'Egypte, de Syrie et de Jordanie, et par ailleurs à Histadrout la centrale syndicale israélienne qui est l'instrument de la politique agressive du gouvernement d'Israël, loin de condamner l'agression, rangeait sur le même plan les agresseurs sionistes et leurs victimes, les peuples arabes. D'autre part, les dirigeants de la FSM appuyèrent la résolution du 22 novembre 1967 du Conseil de Sécurité de l'ONU, qui a été rejetée par les travailleurs et un grand nombre de centrales syndicales arabes.

Les dirigeants syndicaux révisionnistes ont adopté aussi une attitude défaitiste et de sabotage envers la lutte de libération nationale du peuple palestinien. Ils ont considéré cette lutte comme une simple question de « réfugiés ». Plus tard, lorsque la lutte du vaillant peuple palestinien devint une réalité incontestable et se plaça à l'avant-garde de la lutte de libération des peuples arabes, les dirigeants syndicaux révisionnistes, dont les soviétiques en tête, tout en se proclamant leurs amis et en adoptant une position démagogique, s'efforcèrent d'exploiter cette lutte pour étendre leur influence sur le mouvement syndical arabe.

Les UPA, par l'organisation de campagnes et d'actions, ainsi que par de multiples déclarations et résolutions de solidarité présentées à un grand nombre de réunions syndicales internationales, ont

soutenu et appuyé avec vigueur la lutte des travailleurs des syndicats d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine pour la libération nationale et sociale, contre la discrimination raciale, etc. Elles ont, en premier lieu, soutenu la lutte héroïque du peuple vietnamien et des autres peuples indochinois, des peuples arabes et palestiniens, des peuples des colonies portugaises, etc.

Ce fut encore grâce à la proposition des UPA, appuyée aussi par d'autres centrales syndicales progressistes, que la direction de la FSM se vit obligée de mettre à l'ordre du jour de son VI^e Congrès, comme une question à part, le soutien plus efficace à accorder à la lutte du peuple vietnamien. Par ailleurs, de nombreuses résolutions en faveur des luttes de libération nationale ont été présentées par les délégations des UPA au cours des réunions de Conseil Général de la FSM et des UIS, comme par exemple, à la IV^e Conférence Internationale des travailleurs de l'Agriculture, des Forêts et des Plantations en 1962, à la IV^e Conférence Internationale des travailleurs de la chimie, du pétrole en 1963, à la III^e Conférence Syndicale Mondiale de l'Enseignement en 1965, etc.

Notes :

(1) FSM, « XIII^e session du Conseil Général de la FSM », Budapest, 1964, p. 15.

(2) V. Lénine, Œuvres, T. 31, p. 280, Editions en langues étrangères, Moscou, 1961.

(3) L. Saillant, « La FSM au service des travailleurs de tous les pays », p. 122.

(4) FSM, « V^e Congrès Syndical Mondial », Moscou, 1961, p. 394.

Chapitre IV — Deux lignes diamétralement opposées même sur l'unité du mouvement syndical mondial

L'unité syndicale, sur le plan tant national qu'international, a été et reste un désir permanent, une aspiration légitime et une nécessité impérieuse pour la classe ouvrière, qui, unie, sera à même de mieux s'organiser et de lutter plus efficacement contre ses ennemis. L'unité de la classe ouvrière et du mouvement syndical n'est pas un but en soi, mais un objectif fondamental, un problème clé pour le présent et pour l'avenir. Il ne faut pas, comme le prétendent les réformistes et les révisionnistes, chercher les causes de la non-réalisation de l'unité syndicale authentique dans la renonciation de la classe ouvrière à son idéologie, ou dans « l'autonomie » syndicale, mais dans l'influence de la bourgeoisie et dans la pression idéologique qu'elle exerce sur une partie du prolétariat, dans la composition de classe de celui-ci partiellement d'origine petite-bourgeoise, dans l'oppression et l'intervention de l'Etat bourgeois et des monopoles dans le mouvement syndical, ainsi que dans l'activité de sape des dirigeants syndicaux réformistes et révisionnistes. Tout comme pour les autres problèmes fondamentaux du mouvement syndical, pour la question de l'unité aussi, il existe deux positions différentes, deux plates-formes diamétralement opposées. Le point de vue de classe considère l'unité comme un grand problème de principe, comme une nécessité objective basée sur les intérêts fondamentaux de la classe ouvrière et sur la lutte dirigée contre l'ennemi de classe, l'impérialisme, contre les dirigeants réactionnaires des syndicats réformistes et révisionnistes. L'unité réelle, comme l'expérience l'a prouvé, se réalise et se forge à la base, dans la lutte et dans les actions concrètes pour la défense des intérêts de la classe ouvrière.

Le point de vue réformiste et révisionniste considère l'unité comme une question de caractère essentiellement tactique, qui change suivant les circonstances et dépend de la conjoncture générale et de la situation dans le mouvement syndical, ce qui sert la collaboration de classes et paralyse les actions des ouvriers et du mouvement syndical contre la bourgeoisie et son pouvoir. L'unité, pour les réformistes et les révisionnistes, est une transaction passée d'en haut dans le dos des ouvriers et à l'encontre de leurs intérêts ; elle est le résultat de négociations et de

collusions qui se font entre les « leaders » syndicaux réformistes et révisionnistes, le patronat et le gouvernement bourgeois.

L'unité existait dans les rangs de la FSM tant qu'elle se tenait sur des positions de la lutte de classes et anti-impérialiste ; mais cette unité s'est brisée lorsque la direction de la FSM a suivi et appliqué la plate-forme idéologique et politique du révisionnisme khrouchtchévien. L'attaque contre l'unité de classe est apparue nettement dans le discours prononcé par N. Khrouchtchev au V^e Congrès de la FSM en 1961, où il faisait appel sans aucune distinction à tous les représentants des organisations syndicales du monde de « trouver un langage commun, une plateforme conjointe » et de « s'asseoir à une même table ». Après cette « recommandation », le secrétaire général de la FSM, L. Saillant écrivait : « *Nous pouvons constater que le sage conseil de N. Khrouchtchev répond aux exigences de l'heure. Il est aujourd'hui plus actuel qu'hier, il répond parfaitement à la mission de maintenir l'unité dont a besoin tout le prolétariat international (1).* » En s'exprimant ainsi, Louis Saillant oubliait ce qu'il avait dit quatre années plus tôt au IV^e Congrès de la FSM, en 1957 : « *La question de l'unité n'est pas pour nous une question de circonstance. Ce n'est pas une position, majeure un jour, mineure le lendemain. Ce n'est pas une attitude occasionnelle... (2)* »

La ligne révisionniste suivie à l'intérieur de la FSM a entraîné des contradictions qui ont provoqué la scission. En dépit des points de vue et des positions opposées, les dirigeants de la FSM, contrairement aux Statuts et aux décisions adoptées, ont approuvé unilatéralement sur une série de problèmes fondamentaux, des documents qui sapaient l'unité de la FSM et la désagrégeaient. Les décisions prises de façon collégiale par ses organes élus et les consultations avec les centrales syndicales nationales affiliées ont cédé la place au diktat soviétique. Et les exemples en ce sens sont nombreux. Citons l'attitude des dirigeants révisionnistes de la FSM à l'égard du Traité de Moscou sur l'interdiction partielle des essais d'armes nucléaires, la déclaration du 17 septembre 1963, où l'on attaquait les syndicats de Chine, le soutien au message de N. Khrouchtchev du 31 décembre 1963 relatif au règlement des conflits par la voie pacifique, le télégramme de félicitations que la FSM adressait à N. Khrouchtchev à l'occasion de son 70^e anniversaire, etc. De tels documents et attitudes scissionnistes existent également en ce qui concerne la crise des Caraïbes, la lutte du peuple vietnamien, etc.

Plus les dirigeants révisionnistes de la FSM appelaient à l'unité plus ils la sabotaient, leurs cris n'étaient qu'un masque pour camoufler leur trahison. Ainsi, en attaquant et en calomniant d'une part, au dedans et au dehors de la FSM, les syndicats albanais, chinois et les autres centrales syndicales de classe, ils déclenchèrent, d'autre part, une grande campagne de rapprochement et de collaboration avec tous les « leaders » syndicaux réformistes et opportunistes. Des délégations syndicales au sommet furent échangées ; à de nombreuses réunions de la FSM et de ses UIS, les organisations affiliées à la CISL, à la CMT et à d'autres organisations étaient numériquement supérieures aux organisations de la FSM. Ainsi, par exemple, à la IV^e Conférence Internationale des Mineurs, tenue à Moscou, sur 47 délégations 26 seulement étaient affiliées à la FSM, tandis qu'au VIP Congrès de la FSM, tenu à Budapest en 1969, sur 135 délégations 63 étaient membres de la FSM et de ses UIS.

L'aspiration à l'« unité » syndicale n'est pas une résultante du changement de l'attitude des syndicats jaunes ; ceux-ci, comme par le passé, ont continué à se tenir sur des positions d'anticommunisme et de soutien à l'impérialisme, avec à sa tête l'impérialisme américain. La ligne politique et idéologique de la FSM elle-même, dont la direction révisionniste partageait l'attitude de réformisme et de trade-unionisme classique, eut à subir des transformations fondamentales. Le complot contre l'unité de la FSM s'est poursuivi à son VI^e Congrès où, avec l'agrément de la direction révisionniste de la FSM, l'ancien président des syndicats yougoslaves, V. Tempo,

demanda la liquidation de la FSM et « la création sur une base plus large d'une nouvelle organisation syndicale mondiale ». Lorsqu'en 1961 N. Khrouchtchev attaque ouvertement le Parti du Travail d'Albanie et sa direction, les dirigeants des syndicats soviétiques adoptant cette ligne, attaquèrent les UPA dans la presse et aux différentes réunions syndicales, rompant unilatéralement et sans aucune explication toute relation avec elles. La direction de la FSM, conformément à ses Statuts et pour sauvegarder l'unité de ses rangs, devait intervenir pour arrêter les attaques et les calomnies à l'adresse d'une organisation membre. Tout au contraire, elle prouva qu'elle n'était qu'un instrument entre les mains des révisionnistes soviétiques et elle s'associa à leur chœur anti-albanais. La direction révisionniste de la FSM a non seulement gardé un silence total pendant longtemps au sujet des UPA et de leur activité, mais elle a permis à dessein qu'elles soient attaquées. Elle a adhéré elle-même à cette campagne, adoptant une attitude humiliante et discriminatoire à leur égard.

Les UPA, dans toute leur activité, se sont toujours guidées sur la thèse selon laquelle « ... *le mot d'ordre de la lutte pour l'unité n'est pas un mot d'ordre simple, susceptible d'être utilisé pour des fins tactiques, mais constitue un problème très sérieux, fondamental et de principe aussi bien pour le présent que pour l'avenir...* (3) ». Elles ont combattu pour que l'unité dans le mouvement syndical soit établie et réalisée à la base, par l'action, suivant le principe de la lutte de classes, anti-impérialiste, contre les dirigeants syndicaux réactionnaires et les agents bourgeois dans le mouvement syndical, et que cette unité réponde aux larges intérêts et aspirations de la classe ouvrière, qui veut voir s'effondrer le système d'exploitation capitaliste.

Les UPA ont combattu avec force et passion pour le maintien de l'unité de classe et anti-impérialiste dans la FSM, elles ont stigmatisé l'activité de sape des chefs syndicaux soviétiques et de leurs tenants dans la FSM. « *Afin de renforcer l'unité de la FSM, déclarait la délégation des UPA à la XIII^e session du Conseil Général, tenue à Budapest en 1964, il est indispensable d'observer les principes, de condamner les dirigeants syndicaux soviétiques, leur politique anti-ouvrière et leur activité de scission...* (4) »

En dénonçant les actes scissionnistes commis par la direction révisionniste de la FSM sous le diktat des Soviétiques à la XVI^e session du Conseil Général, dans une déclaration de presse faite à Sofia, la délégation des UPA remarquait que « *L'expulsion de la réunion de la délégation chinoise, les actes de violence contre la délégation albanaise font partie intégrante d'un plan préparé par les dirigeants des syndicats soviétiques qui régneront en maître à la FSM* (5) ».

Notes :

(1) FSM, « Mouvement Syndical Mondial », revue mensuelle, n° 12, 1963.

(2) FSM, « IV^e Congrès Syndical Mondial », Leipzig, 1957, p. 81.

(3) Enver Hoxha, « Vingt années d'existence de l'Albanie nouvelle socialiste », Edition française, Tirana, 1964, p. 76.

(4) Fonds des Archives du Conseil Central des UPA, 1964.

(5) Fonds des Archives du Conseil Général des UPA, 1966.

Chapitre V — Des formes de la lutte de classes dans le mouvement syndical

L'histoire prouve que les formes et les méthodes de lutte de la classe ouvrière et du mouvement syndical sont différentes et multiples. Les grèves cependant ont été et restent l'une des formes et des moyens les plus puissants de la lutte de classes. Les grèves revêtent une importance particulière, car elles éduquent les travailleurs et le mouvement syndical dans l'esprit

de classe et de solidarité, de haine envers la bourgeoisie et ses instruments. « *Les grèves, souligne Engels, sont une école de combat où les travailleurs se préparent au grand affrontement devenu désormais inévitable (1).* »

D'abord une action spontanée et isolée, la grève à mesure que s'élève le degré de la conscience de la classe ouvrière, devient une action organisée qui traduit l'esprit de protestation contre l'exploitation et l'oppression capitaliste. La classe ouvrière revendique, par la grève, non seulement la reconnaissance de ses droits niés et des garanties de travail, mais aussi le droit d'être entendue chaque fois que se posent les problèmes économiques, sociaux et politiques du pays. Les conditions misérables et l'appauvrissement des larges masses travailleuses dans les pays capitalistes ont inévitablement porté à des conflits sociaux aigus. La puissante montée du mouvement gréviste, les manifestations, l'occupation des entreprises et des institutions capitalistes, de même que les sanglantes échauffourées avec la police et les forces armées bourgeoises reposent, certes, sur une base objective. Loin d'avoir un caractère « émotionnel », elles sont le résultat et l'expression concrète d'une prise de conscience politique plus nette de la classe ouvrière et des autres masses exploitées, de l'exaspération des contradictions entre le travail et le capital, de la crise profonde dans laquelle se débat le capitalisme.

Dans les pays capitalistes, le chômage a pris de vastes proportions. A la fin de 1971, le nombre des chômeurs aux USA est monté à 5 millions et demi, soit 6 pour cent de la population active. Au début de 1972, il y avait en Grande-Bretagne plus de 1 million de chômeurs alors qu'en Suède le nombre des chômeurs s'élevait en août 1971 à 107 000, le chiffre le plus élevé atteint dans ce pays après la Seconde Guerre mondiale.

Le mouvement gréviste, produit du système capitaliste, ne cesse de croître et de s'amplifier comme le fait apparaître la dynamique des grèves. Alors qu'en vingt ans, de 1920 à 1939 on a enregistré 17 700 grèves avec 81 millions de participants, de 1947 à 1966 leur nombre s'est élevé à 380 000 avec environ 300 millions de personnes. Rien que de 1965 à 1970 le nombre des grévistes dans les pays capitalistes développés a atteint le chiffre record de 312 millions.

« *La lutte de classes du prolétariat et des autres couches sociales exploitées, a dit le camarade Enver Hoxha au VI^e Congrès du Parti du Travail d'Albanie, a pris une telle ampleur, par le nombre des participants comme par son âpreté, que la période actuelle peut être comparée, pour la bourgeoisie capitaliste, aux périodes les plus critiques qu'elle ait traversées (2).* »

Le développement impétueux de la lutte de classes du prolétariat, son caractère de masse et son exaspération, de même que l'approfondissement de la crise politique et sociale dans les pays capitalistes constituent le trait fondamental de la période actuelle. Cela se traduit essentiellement par une participation sans cesse croissante de la classe ouvrière et des autres couches exploitées au mouvement gréviste, par l'augmentation du poids spécifique des grèves à caractère politique, par l'entrelacement des revendications économiques et des revendications politiques et par un niveau plus élevé de leur organisation. Les grèves et les manifestations pour des revendications économiques s'accompagnent toujours plus d'actions politiques et de revendications pour des libertés démocratiques et des droits syndicaux, contre la répression policière de l'Etat bourgeois, contre l'impérialisme et les monopoles.

Dans les pays capitalistes c'est pour servir la bourgeoisie qu'est élaborée la législation qui résout les conflits du travail en sa faveur. Les gouvernements bourgeois recourent souvent à la loi pour suspendre, arrêter et réprimer les grèves sous le prétexte de « défendre les intérêts nationaux ». C'est ainsi qu'aux USA, la loi anti-ouvrière Taft-Hartley, a conféré au président des pouvoirs illimités qui lui permettent d'intervenir dans les conventions collectives, d'interdire le droit de grève toutes les fois qu'il le juge opportun, et de dicter les conditions de règlement du « conflit »

entre les ouvriers et les employeurs, etc. Il intervient légalement et peut suspendre provisoirement la grève pendant 90 jours.

Et les faits témoignent que le président des USA a usé toujours plus de ces lois contre les droits légitimes de la classe ouvrière. En Grande-Bretagne, également, le gouvernement conservateur de Heath a fait promulguer en 1970, la loi sur les « Rapports dans l'industrie » qui limite le droit de grève à la classe ouvrière. De pareilles mesures de restrictions du droit de grève, sanctionnées par la loi, ont été prises de façon plus ou moins semblables dans tous les pays capitalistes.

Les idéologues bourgeois cherchent à dénigrer le rôle des grèves, à atténuer leur esprit de classe et révolutionnaire, à les diffamer. Dans leur propagande, ils cherchent à faire croire que la grève « a fait son temps », « qu'elle a changé de nature », etc. Ainsi C. Harmel affirme : « *Elle est morte, la grève héroïque, la grève exaltante, la grève où l'on courait des risques, la grève qui était une bataille, une vraie bataille (3).* »

Les « leaders » des syndicats réformistes et révisionnistes prêtent une grande aide à la bourgeoisie en s'efforçant d'éviter les collisions entre les classes antagonistes. Ils cherchent à adoucir les conflits sociaux en s'entremettant pour les régler d'en haut, pour contrôler et freiner les actions de la classe ouvrière. Parfois ils sont obligés d'approuver les grèves, et ce sous la pression des ouvriers et pour des raisons démagogiques. Ils déploient tous leurs efforts qui ne sont pas toujours fructueux, pour que les grèves se déroulent dans l'ordre et le calme, sans manifestations, sans troubles et dans le respect des normes et de la légalité bourgeoise. Ils cherchent à engager le mouvement gréviste dans la voie du pacifisme et du réformisme bourgeois, de le rendre le plus apolitique possible. Les dirigeants révisionnistes de la CGIL, dans le but de maintenir l'ordre et la paix et d'éviter les « excès » sont allés jusqu'à créer durant les grèves « la police syndicale » qui est dirigée contre les ouvriers révolutionnaires et soutient en fait l'Etat bourgeois. Un tel agissement est sans précédent dans l'histoire du mouvement syndical.

Afin d'affaiblir l'unité et la solidarité de la classe ouvrière et du mouvement syndical, leur esprit de combat et d'unité de classe, les « leaders » des syndicats réformistes et révisionnistes dans les pays capitalistes, ne pouvant en de nombreux cas éviter les grèves, cherchent à les limiter ou à les saper. C'est pourquoi, ils s'efforcent de faire en sorte qu'elles soient dispersées et morcelées, qu'elles n'englobent pas toutes les professions et les divers secteurs mais seulement des branches isolées.

Selon la pratique bien connue réformiste et révisionniste, la date de la grève doit être annoncée plusieurs jours d'avance et les travailleurs des services publics ne doivent pas se mettre en grève, soi- disant pour ne pas faire du tort au peuple, etc. Ces procédés ne peuvent que favoriser les monopoles et les gouvernements bourgeois afin que ceux-ci ne soient pas pris à l'improviste, qu'ils aient le temps de prendre des mesures répressives, remplacer les grévistes par des briseurs de grève et de faire pression sur les hésitants.

A l'heure actuelle, les grèves se développent et s'étendent toujours davantage dans les pays capitalistes, mais cela ne veut pas dire qu'elles soient incitées et soutenues par les dirigeants des centrales syndicales réformistes et révisionnistes. Si le mouvement gréviste a acquis plus de mordant et de force, cela n'est pas dû aux chefs syndicaux, mais aux ouvriers, à la pression et à l'impulsion de la base. C'est ce qui est arrivé en Italie pendant les grandes grèves du 19 novembre 1968, auxquelles ont participé 20 millions de travailleurs, et celles de 1970 connues sous le nom d'« Automne chaud », etc.

Les dirigeants syndicaux réformistes et révisionnistes, pour ne pas être démasqués et ne pas rester à la traîne, se voient souvent obligés de prendre eux-mêmes la direction des grèves pour les saboter du dedans. Il en est ainsi en Italie, en France, en Grande-Bretagne, en Allemagne Occidentale et dans d'autres pays capitalistes. L'exemple le plus typique de la trahison des

dirigeants syndicaux est fourni par les grandes grèves de mai-juin 1968 en France auxquelles ont participé plus de 10 millions de travailleurs ; elles ont éclaté non seulement sans l'initiative mais aussi contre la volonté de la CGT. Son président, B. Frachon, est allé jusqu'à considérer cette grève comme un « maux du gauchisme ».

Les dirigeants de la CGT de France effrayés par la durée de la grève et le caractère politique qu'elle revêtait, ont tenté de la saboter en faisant appel à la « réserve » et à la « modération » ; mais voyant qu'ils risquaient de s'isoler des ouvriers, ils l'ont soutenue et se sont efforcés d'en prendre la direction dans le but de la saper par la suite. Leur principal souci était la reprise immédiate des négociations avec le patronat et le gouvernement.

Dans les pays capitalistes l'Etat comme le patronat reconnaissent légalement à certaines centrales syndicales seulement le droit de grève. Toute grève faite en dehors et sans l'approbation de ces centrales est considérée comme illégale, tant par celles-ci que par le patronat et l'Etat. Actuellement, il y a de nombreux cas où la classe ouvrière, de sa propre initiative, et sans consulter les chefs syndicaux, et souvent en opposition avec eux, se met en grève, et ce sont ces arrêts de travail que la bourgeoisie qualifie de « grèves sauvages ».

Les grèves sauvages qui sont un autre aspect de l'exacerbation des contradictions non seulement entre le capital et le travail, mais aussi entre les travailleurs et les simples membres des syndicats d'une part, et la direction syndicale réformiste et révisionniste, d'autre part, représentent un degré plus avancé de la lutte gréviste. Le trait dominant de ces grèves est qu'elles sont décidées et dirigées par la base, par les ouvriers, et sortent du cadre traditionnel des grèves officielles.

Faisant état des grèves « sauvages » de 1969, « Le Monde » indiquait qu'en recherchant la confiance du patronat, les dirigeants syndicaux risqueraient de perdre une partie de la confiance des ouvriers.

Ces grèves ont surtout eu lieu dans la deuxième moitié des années 60, et elles ont éclaté dans de nombreux pays capitalistes. En Grande-Bretagne leur nombre moyen annuel entre les années 1964-1967 a été de 2 150 contre 84 grèves « officielles ». En 1967, une grève « sauvage » des dockers anglais a paralysé durant sept semaines consécutives tous les ports britanniques ; les ouvriers ont élu leurs propres organes, les comités de grève, comme instruments de direction et d'organisation pendant la période de cessation du travail.

La Suède, que la bourgeoisie considère encore comme le pays classique de « la paix des classes », comme « la société du bien-être », etc., a été secouée, en 1969, pendant de longs mois, par de grandes grèves qui ont éclaté dans les mines de Goteborg, de Norbatten, etc. La social-démocratie suédoise, qui gouverne le pays depuis plus de quarante ans, n'a nullement affecté les bases du capitalisme ; au contraire, l'exploitation s'y accentue, les salaires réels baissent, ce qui conduit à une croissance du mouvement de protestation. Il résulte des statistiques qu'en 1965 la Suède venait au dernier rang des dix plus grands pays capitalistes quant aux journées de travail perdues du fait des conflits sociaux, en 1968, par contre, elle occupait la cinquième place dans ce même classement.

Le mouvement gréviste ne fait que gagner en ampleur ; de nouveaux contingents et de nouvelles couches exploitées s'y engagent de plus en plus. La valeur des grèves ne se mesure pas, comme le font les réformistes et les révisionnistes, aux quelques avantages économiques immédiats, mais avant tout aux résultats moraux et politiques qu'elles entraînent, car c'est seulement par des actions et des luttes de classes que le prolétariat élève son esprit révolutionnaire et affermit sa conscience.

A partir de là, les UPA ont toujours soutenu et épaulé par tous les moyens les grèves, les actions de masse et autres formes de la lutte de classes du prolétariat contre les monopoles, le pouvoir bourgeois, l'impérialisme et ses instruments contre les dirigeants syndicaux réformistes et révisionnistes.

Dans la déclaration de solidarité que le Conseil Central des UPA a adressé aux ouvriers français lors de la grève générale de mai-juin 1968, il était dit : « *Notre classe ouvrière et son organisation — les Unions Professionnelles d'Albanie — saluent chaleureusement et soutiennent sans réserve l'action courageuse de la classe ouvrière et des étudiants français, et elles se solidarisent entièrement avec leur juste lutte contre les monopoles et leur pouvoir d'oppression. Tout en dénonçant et en condamnant l'activité de trahison de la direction révisionniste de la Confédération Générale du Travail en France, les travailleurs et les Unions Professionnelles d'Albanie assurent les travailleurs français qu'ils seront toujours avec eux jusqu'à la victoire définitive, jusqu'à la liquidation de l'oppression et l'exploitation capitaliste (4).* »

Notes :

- (1) F. Engels, « La situation des classes laborieuses en Angleterre », *Œuvres*, Edition russe, T. 2, p. 448.
- (2) Enver Hoxha, Rapport présenté au VI^e Congrès du Parti du Travail d'Albanie, Tirana, 1971, Edition française, p. 10-11.
- (3) « Les études sociales et syndicales », n^{os} 139-140, mai-juin 1967, p. 1.
- (4) Archives du Conseil Central des UPA, 1968.

QUATRIEME PARTIE — POUR UN MOUVEMENT SYNDICAL DE CLASSE REVOLUTIONNAIRE

Le syndicat, en tant qu'organisation la plus large de la classe ouvrière, a dans les pays capitalistes de riches traditions de lutte et d'organisation. Il a, en général, rempli un rôle positif dans la défense des intérêts et des droits de la classe ouvrière. Cependant, les « leaders » des centrales syndicales réformistes et révisionnistes, par les attitudes qu'ils adoptent et l'activité qu'ils déploient maintenant, ont définitivement abandonné les positions de classe et sont en train de perdre ainsi graduellement toute confiance et tout crédit chez leurs membres, ainsi que dans la classe ouvrière elle-même.

C'est bien pour cette raison que la masse des membres se détache et s'éloigne toujours davantage des rangs de ces centrales syndicales. Cette apathie générale est un phénomène nouveau, qui n'est pas dû au hasard mais est la conséquence du grand mécontentement toujours croissant des simples membres des syndicats à l'égard des centrales syndicales et des dirigeants réformistes et révisionnistes. Cela se traduit nettement par la tendance à la diminution de l'effectif de ces centrales syndicales à un moment où le nombre de la classe ouvrière s'accroît constamment. Par exemple, en France, alors que le nombre des ouvriers qui faisaient partie de la CGT, la plus grande organisation syndicale du pays, était de 3 076 211 en 1953, en 1972 il a baissé à 2 360 000 membres ; il en est de même en Italie pour la CGIL. En Grande-Bretagne, les syndicats ne représentent que 2/5 du nombre total des ouvriers, aux Etats-Unis d'Amérique 28 pour cent et dans les autres pays capitalistes environ 30-40 pour cent.

Tout cela et d'autres faits encore montrent que nous nous trouvons en présence d'une différenciation marquée dans les rangs des syndicats réformistes et révisionnistes. D'un côté il y a la masse des syndiqués, qui est déçue, mécontente et induite en erreur par les chefs syndicaux et par les positions opportunistes et la ligne de la collaboration de classes qui suivent ces centrales. C'est bien pour cette raison que toujours davantage les syndiqués dénoncent, tout en s'y opposant, l'activité et la pratique des centrales syndicales réformistes et révisionnistes et de leurs chefs de file. De l'autre côté, il y a les dirigeants syndicaux qui, en tant que partie de l'aristocratie de la classe ouvrière et agents de la bourgeoisie, sont isolés et démasqués par la masse des syndiqués pour leur activité anti-ouvrière. La lutte entre les « leaders » syndicaux qui sont le principal

obstacle au développement de lutte de classes à l'intérieur du syndicat et la base, laquelle englobe la grande masse des ouvriers syndiqués, ne fait que s'approfondir et s'étendre toujours davantage.

Afin que la classe ouvrière réalise définitivement ses aspirations et se libère de l'exploitation capitaliste, il est indispensable qu'elle fasse progresser cette lutte. Toutefois, l'expérience historique témoigne que la classe ouvrière ne peut pas devenir d'elle-même consciente de sa mission, qu'elle ne pourra triompher définitivement de la bourgeoisie que si elle est dirigée par son parti politique révolutionnaire marxiste-léniniste, qui exprime les intérêts et les aspirations de la classe ouvrière et peut lui inculquer la conscience de classe, la conscience politique, la force d'organisation, pour ne pas se laisser aller au réformisme, à l'économisme et à la spontanéité.

La création, dans de nombreux pays du monde, de tels partis marxistes-léninistes, en tant que forces révolutionnaires nouvelles, représente un très grand succès de la classe ouvrière et de son mouvement syndical de classe. Ces forces révolutionnaires nouvelles, qui s'accroissent et se consolident constamment dans d'âpres batailles de classes, par leur plate-forme politique et leur activité concrète et systématique à la base, sont en train de préparer le prolétariat, de l'éduquer sur le plan politique et idéologique, de l'organiser et l'engager dans la lutte politique et économique contre la bourgeoisie, le capitalisme, l'impérialisme et leurs agents dans le mouvement ouvrier et syndical. Voilà pourquoi le travail parmi le prolétariat est indispensable ; agir autrement serait une erreur, serait un travail en vase clos, un travail sectaire qui conduirait à un auto-isollement. Ce n'est qu'en militant dans les rangs de la classe ouvrière que les forces nouvelles ont toutes les possibilités de combattre avec succès aussi bien le réformisme que le révisionnisme dans le mouvement syndical. Pour pénétrer au sein du prolétariat, les forces nouvelles attachent une importance particulière au travail dans les syndicats, du fait qu'on ne peut entraîner la classe ouvrière si l'on ne gagne pas à sa cause les syndicats, que par leur entremise le parti se lie étroitement à la classe ouvrière et à la masse. « *Rapprocher le plus possible les syndicats du parti — disait Lénine — tel est l'unique principe correct (1).* »

Les forces révolutionnaires nouvelles dans les pays capitalistes considèrent l'organisation syndicale comme le moyen indispensable pour porter en avant la lutte de la classe ouvrière, lutte qui, si elle se bornait à la seule satisfaction des revendications immédiates et oubliait les grands intérêts à long terme, glisserait dans le réformisme. De même, elles considèrent comme indispensable que la classe ouvrière, dans les syndicats ou en dehors d'eux, s'éduque de manière à ne pas demeurer seule dans la lutte économique restreinte, et qu'elle la porte, sous la direction de son Parti, à un stade plus élevé, à celui de la lutte politique, qui a pour objectif final la prise du pouvoir politique. Etant donné que les syndicats sont une « organisation historiquement inévitable » et « historiquement indispensable », les nouveaux partis marxiste-léninistes, dans leur activité générale, non seulement ne renoncent pas aux organisations syndicales traditionnelles, car de la sorte ils abandonneraient la masse des ouvriers sous l'influence des chefs de file syndicaux réformistes et révisionnistes, mais, au contraire, ils œuvrent avec patience pour mener plus avant dans le mouvement syndical la lutte de classes et dénoncer et démasquer les chefs de file syndicaux, afin que la classe ouvrière se rende compte et se persuade de la supercherie et de la trahison dont elle a été l'objet de la part de la bourgeoisie et de ses instruments dociles et qu'elle comprenne la voie authentique qu'elle doit suivre pour se libérer de l'exploitation capitaliste. Toutes les luttes de classes du prolétariat, les actions de masse, les grèves, les manifestations de rue et les autres formes de résistance qui sont dirigées contre les monopoles, le pouvoir politique bourgeois, contre l'oppression et l'exploitation capitalistes, etc., les forces révolutionnaires nouvelles s'efforcent de les utiliser en faveur de la classe ouvrière et de ses intérêts. La participation à ces actions ou grèves est juste, parce que celles-ci sont essentiellement la

conséquence de la pression de la base, et les chefs de file syndicaux réformistes et révisionnistes sont obligés de les diriger uniquement afin de les briser ou de se faire remettre des aumônes, ou bien ils s'efforcent de spéculer sur les grèves de manière à favoriser les desseins des patrons capitalistes. En participant à ces grèves, en s'appuyant fermement sur les revendications des ouvriers et en marchant au même pas qu'eux, en se faisant remarquer non seulement par leurs actes hardis et résolus, mais aussi par leur lucidité politique et idéologique, les forces révolutionnaires nouvelles luttent ainsi pour donner un caractère politique à chaque grève et à chaque action, démasquent la ligne réactionnaire des « leaders » et des centrales syndicales, leurs manœuvres et leurs tactiques ainsi que celles de leurs patrons. Les centrales syndicales réformistes et révisionnistes, grâce à leur pratique de longue date, ont accumulé une grande expérience leur permettant de tromper la classe ouvrière ; à cette fin, elles ont créé tout un système compliqué de méthodes et de formes de travail, d'éducation et d'organisation de nature à maintenir les ouvriers sous la servitude idéologique et politique de la bourgeoisie.

Dans le processus de la lutte contre la trahison des centrales réformistes et révisionnistes et de leurs chefs de file réactionnaires, la classe ouvrière est en train de jeter à la poubelle et de détruire graduellement tous les organismes anti-prolétariens qui l'entravent, les structures bureaucratiques et les schémas syndicaux traditionnels rigides. En suivant cette voie, sous la direction de son parti marxiste-léniniste, la classe ouvrière de certains pays capitalistes, en étudiant et en tirant profit des traditions révolutionnaires du passé, en empruntant ce qui est positif, est en train d'établir une plate-forme plus claire, plus complète et plus révolutionnaire. C'est ainsi qu'à la base se créent, sans ordres et sans décrets, les conditions nécessaires à l'union de la classe ouvrière dans un mouvement syndical authentique de classe et de combat aux traits nouveaux, qui lui est vraiment propre. En outre, sur la base des conditions concrètes, rejetant les prédications réformistes et révisionnistes dont la classe ouvrière est saturée, dans la lutte et la pratique révolutionnaire, verront le jour et se développeront des formes de travail, de lutte et d'organisation de la classe ouvrière, lesquels la conduiront à son affranchissement définitif de l'exploitation capitaliste. Certes, cela exige beaucoup d'efforts, une organisation et une lutte de longue haleine aussi bien sur le plan économique que politique et idéologique, non seulement à l'intérieur des syndicats réformistes et révisionnistes, mais encore en dehors d'eux, afin que la classe ouvrière elle-même devienne consciente et discerne que, entre elle d'une part, et la bourgeoisie, les réformistes et les révisionnistes, de l'autre, il y a des intérêts contraires, que ces derniers n'abandonnent pas sans lutte leurs positions même dans les syndicats, de sorte qu'il n'y a pas de conciliation avec eux, mais lutte ininterrompue.

Notes :

(1) V. Lénine, *Œuvres*, T. 13, p. 110, Editions du Progrès, Moscou, 1967.

QUELQUES CONCLUSIONS GENERALES

L'histoire de la naissance et du développement du mouvement syndical a parcouru un long chemin, complexe et difficile. Afin que l'analyse historique de ce chemin soit exacte et scientifique, il faut y procéder en partant des bases idéologiques du marxisme-léninisme, de la théorie du prolétariat. C'est seulement ainsi que la classe ouvrière pourra aboutir à des généralisations, dégager des enseignements et établir des tâches pour le présent et l'avenir. Toute conclusion tirée en dehors de ce cadre, n'est pas objective, et en tant que telle, elle est métaphysique, étrangère et réactionnaire.

Le mouvement syndical naît aussitôt après le prolétariat et il se développe en fonction des conditions concrètes et de la maturité de conscience de la classe ouvrière de chaque pays, en traversant des étapes et des formes différentes. Le trait fondamental du mouvement syndical est qu'à l'origine il est apparu comme une nécessité pour défendre les intérêts économiques et améliorer les conditions de travail et de vie de la classe ouvrière. Mais, avec le développement du capitalisme, le renforcement de la conscience de classe du prolétariat, et surtout avec la propagation des idées socialistes, le mouvement syndical a débordé graduellement le cadre étroit économique pour prendre un caractère social et politique plus large. Le mouvement syndical est maintenant une grande force que la bourgeoisie, loin d'ignorer, fait tout ce qui est en son pouvoir pour attirer à elle, à travers son influence et ses pressions idéologiques, à travers l'appareil répressif de l'Etat bourgeois, ainsi qu'à travers l'aristocratie de la classe ouvrière et la bureaucratie syndicale qui sont devenues ses agents. Sur le plan national comme sur le plan international, au sein du mouvement syndical se sont heurtées et se heurtent sans cesse deux lignes opposées qui représentent les intérêts antagonistes de la bourgeoisie et du prolétariat. Le problème relatif à ces deux lignes opposées dans le mouvement syndical mondial est aussi ancien que ce mouvement lui-même, et il subsistera tant qu'existeront les classes antagonistes et la lutte de classes. Celle-ci est une nécessité impérieuse et une loi objective pour le développement du mouvement syndical de classe également. Ne pas voir cette réalité ou s'y dérober sciemment ou involontairement, est de la myopie politique et revient à ignorer la loi de la lutte de classes.

L'histoire du mouvement syndical et l'expérience nous enseignent que, bien qu'il y ait de nombreuses organisations syndicales de diverses catégories, aux programmes et aux orientations différentes, en fait, objectivement, il existe deux seuls types de syndicats aux lignes, aux fonctions et aux caractéristiques distinctes : les syndicats de classe qui, loin de se limiter aux revendications économiques, préparent, éduquent et mobilisent la classe ouvrière dans la lutte pour l'abolition du système d'exploitation et, par conséquent, du régime capitaliste ; et les syndicats réformistes et révisionnistes qui se fondent sur la collaboration de classes et servent la bourgeoisie, tout en faisant partie intégrante de la structure capitaliste. Toute autre ligne intermédiaire et centriste mène inévitablement à l'abandon des positions de classe. La vie montre que le mouvement syndical ne peut rester à l'écart et se détacher de la grande lutte inexpiable qui se livre actuellement entre le prolétariat et la bourgeoisie, entre le marxisme-léninisme d'une part, et le réformisme et le révisionnisme, d'autre part. Il faut organiser et éduquer ce mouvement dans l'esprit et l'idéologie marxiste-léniniste, l'aguerrir par des actions concrètes afin que la classe ouvrière prenne conscience de sa mission historique, car elle seule, guidée par son parti d'avant-garde marxiste-léniniste, est la force décisive qui détruira la bourgeoisie. L'expérience montre que le mouvement syndical n'évite d'être infecté par le réformisme et le révisionnisme que lorsqu'il est conduit par un parti marxiste-léniniste de la classe ouvrière.

Historiquement, la naissance et la propagation des conceptions et des théories opportunistes, réformistes, révisionnistes, trotskystes, etc., en tant que courants régressifs et réactionnaires dans le mouvement syndical, ne sont pas un fait du hasard. Ces courants sont à présent représentés par quelques centrales nationales et internationales qui ont trahi les intérêts et les aspirations de la classe ouvrière et du mouvement syndical de classe et se sont mises au service de la politique des puissances impérialistes. Aussi la lutte contre les dirigeants de ces centrales et leur pratique réformiste et révisionniste se place-t-elle au premier plan et elle doit être menée jusqu'au bout. La trahison des centrales syndicales réformistes et révisionnistes pose devant la classe ouvrière la tâche impérieuse de mener une lutte résolue au sein même des syndicats réformistes et révisionnistes et en dehors de ceux-ci, pour démasquer et isoler les boss syndicaux des masses des ouvriers et pour créer, graduellement, à travers la pratique

révolutionnaire, un mouvement authentique de classe, qui mènera de l'avant la lutte pour l'abolition du système capitaliste exploiteur.

INDEX DES SIGLES ET ABREVIATIONS

- AFL : American Fédération of Labour.
AFL-CIO: American Fédération of Labour - Congress of Industrial Organisations.
BIT : Bureau International du Travail.
CGIL: Confederazione General Italiana del Lavoro.
CGT : Confédération Générale du Travail.
CGT-FO : Confédération Générale du Travail - Force Ouvrière.
CIA: Central Intelligence Agency.
CIO: Congress of Industrial Organisations.
CISL : Fédération Internationale des Syndicats Libres.
CMT : Confédération Mondiale du Travail.
DGB: Deutsche Gewerkschaftsbund.
FGDB: Freier Deutscher Gewerkschaftsbund.
FSM : Fédération Syndicale Mondiale.
OIT : Organisation Internationale du Travail.
TUC : Trades Union Congress.
UIS : Union Internationale de Syndicats.
UPA : Unions Professionnelles d'Albanie.

INDEX BIBLIOGRAPHIQUE SOMMAIRE

I. En albanais.

1. K. Marx, F. Engels, *Œuvres Choisies*, Vol. I, « Le Manifeste du Parti Communiste », p. 13-51 et p. 371-419.
2. V. I. Lénine, *Œuvres Choisies*, Vol. I, « Que faire », p. 128-186.
3. V. I. Lénine, *Œuvres Choisies*, Vol. II, « La maladie infantile du communisme », le « Gauchisme », p. 635-643.
4. V. I. Lénine, *Œuvres*, Vol. 13, « La neutralité des syndicats », p. 535-547.
5. V. I. Lénine, *Œuvres*, Vol. 32, « Les syndicats, la situation actuelle et les erreurs de Trotsky », p. 1-29.
6. V. I. Lénine, *Œuvres*, Vol. 32, « A nouveau les syndicats, la situation actuelle et les erreurs de Trotsky et Boukharine », p. 64-112.
7. J. V. Staline, *Œuvres*, Vol. 7, « Sur les résultats des travaux de la XIV^e Conférence du PC (b) de Russie », p. 103-107.
8. *A propos des syndicats* (publication contenant des extraits des œuvres de K. Marx, F. Engels, V. Lénine et J. Staline), Tirana, 1967.
9. E. Hoxha, *Vingt années d'existence de l'Albanie nouvelle socialiste*, 1964, p. 26-76.
10. E. Hoxha, *Rapport d'activité du Comité Central du Parti du Travail d'Albanie*, présenté au V^e Congrès du PTA, Tirana, 1966, p. 5-35 et p. 149-187.
11. E. Hoxha, *Rapport d'activité du Comité Central du Parti du Travail d'Albanie*, présenté au VI^e Congrès du PTA, Tirana, 1971, p. 8-53 et p. 202-240.
12. E. Hoxha, *Salutation adressée au VII^e Congrès des Unions Professionnelles d'Albanie*, Tirana, 1972.
13. G. Nushi, *Rapport d'activité du Conseil Central des Unions Professionnelles d'Albanie et les tâches des UPA en vue de l'application des décisions du IV^e Congrès du PTA*, présenté au V^e Congrès des UPA, Tirana, 1961.
14. T. Jakova, *Rapport d'activité du Conseil Central des Unions Professionnelles d'Albanie et les tâches en vue de l'application des décisions du V Congrès du PTA*, présenté au VI^e Congrès des UPA, Tirana, 1967.
15. R. Marko, *Intervention au VI^e Congrès du Parti du Travail d'Albanie*, Tirana, 1971.

16. R. Marko, *Rapport d'activité du Conseil Central des Unions Professionnelles d'Albanie et les tâches des Unions Professionnelles pour l'application des décisions du VI^e Congrès du PTA*, présenté au VII^e Congrès des UPA, Tirana, 1972.
17. V. Kapo, *La lutte entre les deux lignes opposées dans les rangs de la Fédération Démocratique Internationale des Femmes*, Etude, Tirana. 1965.
18. F. Shehu, *A propos de certains problèmes actuels de la lutte contre le révisionnisme moderne*, rapport présenté à la I^{re} Conférence Nationale des Etudes Sociales, Tirana, 1969.
19. *La classe ouvrière des pays révisionnistes doit descendre dans la rue et rétablir la dictature du prolétariat*, article de *Zeri i Popullit*, 24 mars 1968.
20. Q. Kocani, *La lutte des UPA dans le mouvement syndical mondial*, communication présentée à la session jubilaire consacrée au 25^e anniversaire des UPA, Tirana, 1970.
21. Fonds des Archives du Conseil Central des UPA.

II. En langues étrangères.

1. G. Lefranc, *Le syndicalisme dans le monde*, Paris, 1963, Presses Universitaires de France.
2. J. Meynaud, A. Salah-Bey, *Le syndicalisme africain*, Paris, 1963, Payot.
3. A. November, *L'évolution du mouvement syndical en Afrique Occidentale*, Paris, 1965, Mouton.
4. H. Dubief, *Le syndicalisme Révolutionnaire*, Paris, 1969, A. Colin.
5. BIT, *L'OIT au service du progrès social*, Genève, 1969.
6. BIT, *La situation syndicale aux Etats-Unis*, Rapport d'une mission du BIT, Genève, 1960.
7. TUC, *Trade Union*, Second édition, London, January, 1967.
8. Trades Union Congress, 1968, TUC 100, Report, London.
9. IoanDavies, *African Trade Unions*, Penguin African Library, 1966.
10. Gruppo di studio IBM, *Capitale imperialistico e proletariato moderno*, Sapere edizioni, 1971.
11. S. Malet, *Strategia sindacale e prospettive rivoluzionarie*, Sapere edizioni, 1972.

III. La Fédération Syndicale Mondiale.

1. Rapport de la Conférence Syndicale Mondiale, 1945, County Hall Londres.
2. Rapport d'activité de la Fédération Syndicale Mondiale, 1945-1949, Milan, 1949.
3. Rapport d'activité de la Fédération Syndicale Mondiale, 1949-1953, Milan, 1949.
4. IV^e Congrès Syndical Mondial, Compte rendu des travaux, Leipzig, 1957.
5. V^e Congrès Syndical Mondial, Compte rendu des travaux, Moscou, 1961.
6. VI^e Congrès Syndical Mondial, Compte rendu des travaux, Varsovie, 1965.
7. VII^e Congrès Syndical Mondial, Compte rendu des travaux, Budapest, 1969.
8. Procès-verbaux du Comité Exécutif de la FSM, Paris, 2 février 1949.
9. Rapport et résolutions, XI^e session du Conseil Général, Pékin, 1960.
10. Documents et textes syndicaux internationaux, Moscou, 1961.
11. *Pour faire avancer le dialogue et l'unité syndicale internationale*, Conférence plénière du Comité Syndical Mondial de consultation et d'unité d'action anti-monopoliste, Leipzig, 1963.
12. XIII^e session du Conseil Général de la FSM, Budapest, 1964.
13. *La FSM au cœur de notre temps*, 10 questions et réponses, 1965.
14. *Les impératifs de l'heure dans notre lutte*, XXXII^e session du Comité Exécutif de la FSM, Nicosie, Chypre, 1966.
15. *La FSM devant ses responsabilités*, XVI^e session du Conseil Général, Sofia, 1966.
16. *Bien-être, Libertés, Paix*, Documents de la XXXIV^e session du Comité Exécutif de la FSM, Prague, 1967.
17. L'Assemblée de Leningrad, Leningrad, octobre 1967.
18. XXXIV^e session du Comité Exécutif, *Développement du travail de la FSM à l'Organisation des Nations Unies et à ses institutions spécialisées*, Prague, 1967.
19. *Au-devant du VII^e Congrès Syndical Mondial*, Berlin, RDA, 1968.
20. L. Saillant, *La FSM au service des travailleurs de tous tes pays*, 1945-1960.

IV. Documents - Articles.

1. Notes et études documentaires, *Le syndicalisme mondial*, La documentation française, 25 mai 1960, n° 2670.
2. Notes et études documentaires, *Les syndicats soviétiques*, La documentation française, 27 avril 1965, n° 3185.
3. Frank J. Doner, *Décadence de l'AFL-CIO* (rapport au XXVII^e Congrès International de l'UE), Long Beach, California, 30 août 1962.
4. *Le mouvement révolutionnaire et les problèmes du monde actuel*, Economie et politique, revue marxiste d'économie, n° 124, novembre 1964.
5. *Sohyo News*, Lettres échangées entre M. Jay Levestone, directeur du département des affaires étrangères de l'AFL-CIO et M. Seuchi Suzuki, vice-directeur du Bureau international du Sohyo, n° 243, 25 février 1965.
6. Eléments de la politique syndicale. *Vers un syndicalisme de classe et révolutionnaire*, D'un groupe de dirigeants ouvriers vénézuéliens, septembre 1969.
7. *Crise dans le mouvement syndical*, D'un groupe de dirigeants syndicaux vénézuéliens, Caracas, 21 octobre 1970.
8. Problèmes économiques, *Problèmes du Travail*, La documentation française, hebdomadaire, 12 avril 1972, n° 1267.

v. Périodiques syndicaux.

1. *Mouvement Syndical Mondial* (FSM).
2. *La presse syndicale* (FSM).
3. *La Vie Ouvrière*, hebdomadaire de la CGT de France.
4. CGIL, *L'Information*.
5. *Rassegna Sindacale* (CGIL).
6. *Troud*, organe du Conseil Central des Syndicats Soviétiques.
7. *Le Magazine*, revue mensuelle de la FDGB.

vi. Périodiques marxistes-léninistes.

1. *Nuova Unità*, organe central du Parti Communiste d'Italie (M. L.).
2. *L'Humanité Rouge*, organe marxiste-léniniste de France.
3. *The Worker*, organe du Parti Communiste de Grande-Bretagne (marxiste-léniniste).
4. *Cuadernos Marxista-Leninista*, organe du Parti Communiste d'Espagne (M. L.).
5. *The Australian Communist*, organe du Parti Communiste d'Australie (marxiste-léniniste).
6. *Communist Review*, organe du Parti Communiste de la Nouvelle Zélande.

LA VOIX *des Communistes*

ORGANE CENTRAL DU RASSEMBLEMENT ORGANISE DES COMMUNISTES MARXISTES LENINISTES
Pour la construction du Parti Communiste Révolutionnaire du Proletariat de France

boite postale: ASS GRANDROC - Villa OctoSun, 3 clos de Lutché 31380 Garidech

site : <http://rocml.org/>

Courriel: roc.ml@laposte.net